

**COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA DEUXIEME REUNION
CONSULTATIVE SUR LA SIXIEME RECONSTITUTION
GENERALE DES RESSOURCES DU FONDS**

WASHINGTON D.C., 28-30 SEPTEMBRE 1990

**COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA DEUXIEME REUNION
CONSULTATIVE SUR LA SIXIEME RECONSTITUTION
GENERALE DES RESSOURCES DU FONDS**

tenue à l'Hotel VISTA International, Washington D.C.

les 28, 29 et 30 septembre 1990

PRESENTS :

COORDINATEUR: M. Ian BUIST

CHEFS DE DELEGATION

1.	Argentine	:	MM.	IZCUE JOAQUIN
2.	Autriche			LUST HERBERT
3.	Belgique			ARNOLDI JEAN PIERRE
4.	Bresil			AMORIM, JR. CARLOS
5.	Canada		MME.	McASKIE CAROLYN
6.	Chine		MM.	WANG WEIMIN
7.	Danemark			LILHOLT STEN
8.	Finlande		MME.	KORHONEN ANNA LIISA
9.	France		M.	SAMUEL-LAJEUNESSE DENIS
10.	République Fédérale d'Allemagne		DR.	FISCHER FRITZ
11.	Inde		MM.	BAJAJ J.L.
12.	Italie			SACCO GIOVANNI
13.	Japon			YONEZA WAJUNICHI
14.	Corée			HUH NO-CHOONG
15.	Pays-Bas			KELLER RONALD
16.	Norvège			HALVORSEN KJELL
17.	Portugal		MME.	MONTALVAO GRACA
18.	Arabie Saoudite		MM.	AL-MOFLEH IBRAHIM
19.	Espagne			LAISECA VALENTIN
20.	Suède		Ms.	BJOERK-KLEVBY INGA
21.	Suisse		MM.	REDING JOERO
22.	Royaume Uni			FAINT TONY
23.	Etats-Unis d'Amérique			FOLSOM GEORGE

B. POINTS DE L'ORDRE DU JOUR EXAMINES AU COURS DE LA REUNION

1. - Adoption de l'ordre du jour
2. - Adoption des comptes rendus analytiques de la première réunion consultative (ADF/ZF/MTR-ADF-V/CM/RR/VI/SR.)
3. - Examen des principaux points :
 - 3.1 Eligibilité et affectation par pays (ADF-VI/CM.2/90/03)
 - 3.2 L'expérience du FAD en matière d'opérations de prêt à l'appui des réformes, 1986-1990 et mesures de politique (ADF-VI/CM.2/90/04)

- 3.3 Pour une stratégie du FAD au sujet de la lutte contre la pauvreté (ADF-VI/CM.2/90/05)
- 3.4 Maintien de la valeur réelle des engagements du FAD-VI (ADF-VI/CM.2/90/06)
- 4. - Questions diverses sur la Reconstitution
 - 4.1 Note du Coordinateur (ADF-VI/CM.2/90/07)
- 5. - Questions diverses
- 6. - Date et lieu de la prochaine réunion.

ALLOCATION D'OUVERTURE DU PRESIDENT DE LA BAD

1. Le **PRESIDENT de la BAD**, au nom de la Banque Africaine de Développement et du Fonds Africain de Développement, remercie les Délégués d'avoir accepté de bon coeur de prendre de leur temps si précieux pour participer à la deuxième réunion sur les négociations de la sixième reconstitution des ressources du Fonds. Il les assure que la Direction apprécie leur présence, et est particulièrement désireuse de voir cette réunion parvenir à un dénouement heureux. Comme les Délégués le savent, la période opérationnelle couverte par le FAD-V arrive à terme à la fin de l'année 1990. Le souhait de la Direction, et donc celui des Délégués, c'est que le FAD-VI entre en vigueur au début de l'année 1991. Le programme de travail sera donc extrêmement serré, mais avec les bonnes intentions que les Etats participants nourrissent vis-à-vis du succès des opérations du Fonds, les Délégués consentiront les sacrifices nécessaires pour conclure les négociations à temps. Il souhaite que les travaux des participants connaissent un plein succès.

2. Le **COORDINATEUR** remercie le **President** pour son allocution d'ouverture et ses souhaits de bienvenue à la deuxième réunion consultative sur la sixième reconstitution des ressources du Fonds. Il souligne que l'objectif de cette réunion est de parvenir à un consensus sur le plus grand nombre possible des questions de politique dont les Délégués ont déjà entamé l'examen à Abidjan. Le consensus devra être suffisamment clair pour permettre à la Direction de préparer un projet de rapport qui servira de plate-forme d'accord à la réunion suivante. Les Délégués doivent aussi avoir des échanges de vues et des discussions approfondies sur le montant cible de la reconstitution et les problèmes associés tels que le partage des charges et les taux de change appropriés à appliquer au FAD-VI. Enfin, les Délégués devront identifier les problèmes restés sans solutions, et les autres points, tels que les dispositions techniques à prendre pour le projet de résolution à adopter, sur lesquels il faut encore travailler, et donner au personnel quelques orientations sur l'angle d'attaque à adopter.

3. Les événements qui se sont déroulés depuis la réunion de juin sont sans doute présents dans tous les esprits, mais il prend la liberté de relever ceux qui sont le plus importants pour les négociations. Le premier et le plus sérieux provient de l'augmentation du poids déjà extrêmement lourd des paiements et des autres besoins d'ajustements supplémentaires nés de la crise du Golfe, et des incertitudes qui pèsent sur sa solution. La Banque Mondiale a noté dans son récent document sur les perspectives à court terme, en date du 13 septembre, que "le scénario de l'incertitude", avec un prix du pétrole atteignant seulement 31-32 \$E.U. le baril pour le reste de 1990, et 29\$E.U. pour le premier semestre de 1991, affecteront plus des 2/3 des pays qui ne bénéficient que des ressources de l'AID, et ce document ajoute : "La plupart des pays africains

appartiennent à ce groupe, tels que le Ghana, le Kenya et la Tanzanie, dont les pertes annuelles équivalent respectivement à 8,8 %, 16 % et 14 % de leur exportations de biens et de services non-facteurs. Le document tire ensuite la leçon que des ajustements nationaux encore plus rapides sont essentiels ; que le maintien du rythme de la réforme structurelle posera problème, et que "le rôle des donateurs étrangers pour l'appui de ces réformes sera encore plus important que par le passé, de même que leur appui aux programmes visant à aider les groupes de population les plus pauvres à faire face aux privations supplémentaires que le choc extérieur actuel leur occasionnera".

4. L'un des éléments les plus encourageants depuis juin a été l'évolution vers un second Programme Spécial pour l'Afrique, et le succès de la conférence de Maastricht pour la mobilisation et la formulation d'un consensus politique sur ce qu'il y a lieu de faire. Il pense néanmoins que la Conférence du PSA-II fixée pour le mois prochain devra se concentrer sur l'opportunité de ses hypothèses relatives aux besoins financiers des pays africains frappés par la pauvreté et écrasés par la dette, si le programme lui-même doit réussir. La Direction pense également que le FAD devrait jouer un rôle plus important et plus efficace dans le PSA-II. Les nouveaux défis ont des implications sur les décisions à prendre sur la taille du FAD-VI, aussi que sur le plafond, les affectations et l'utilisation de ses prêts à l'appui des réformes de politique économique.

5. Un autre élément a été l'émergence extraordinaire d'un consensus sur l'importance de la lutte contre la pauvreté et sur ce qu'il y a lieu de faire à cette fin. Il a été particulièrement frappé par la déclaration faite par le Ministre Skange, au nom des pays nordiques, devant le Comité de Développement, et qui endossait la double approche de l'encouragement d'une croissance durable grâce aux réformes macro-économiques, et la recherche de la fourniture directe des services de santé de base et d'éducation de base, comprenant la réduction de la croissance démographique et l'amélioration de la situation des femmes. Le Ministre Strange a exhorté les agences multilatérales à réviser leurs politiques d'affectation de ressources en conséquence, et à être prêtes à aider les pays membres par leurs Conseils et leur aide à l'atténuation de la pauvreté. Toutes ces questions sont bien reflétées dans le communiqué du Comité de Développement, et ont constitué le thème du discours du Président Conable à l'Assemblée annuelle ce mardi. Lisant le document fourni par le personnel pour la réunion, il y voit une approche virtuellement identique. Il espère donc que les Délégués pourront s'accorder sur ces questions et sur la lutte contre la pauvreté par le biais des instruments du FAD, le FAT, les projets classiques et les prêts à l'appui des réformes. Il y aura naturellement à s'intéresser à l'aspect concernant les effectifs.

6. Des événements se sont aussi produits au sein du Fonds. Les Délégués recevront davantage d'informations du personnel au cours de la réunion pour faire le point. Entre-temps, il attire leur attention sur quelques notes d'information supplémentaires qui viennent s'ajouter aux documents envoyés plus tôt, et tout particulièrement sur une : celle relative à la situation des engagements et à la capacité d'engagement à fin août. Ce rapport est troublant. Il montre que le Fonds n'a pu signer que 9 prêts, pour moins de 150 millions d'UCF depuis le début de l'année. Il a été approuvé 25 prêts, totalisant plus de 270 millions d'UCF, mais ils ne peuvent pas être signés, car la troisième tranche des souscriptions du FAD n'est pas encore rentrée. Lors de la dernière réunion des Délégués, ce nombre n'était que du 13, pour à peine plus de 130 millions d'UCF. Les prêts en attente de signature comprennent au moins un prêt d'appui d'ajustement structure, et les plus anciens remontent à décembre dernier. Il estime que les Délégués devraient envisager le préjudice que peut subir l'efficacité de l'administration du FAD du fait de ces à-coups. Tous les bailleurs savent que les projets d'aide, une fois élaborés, peuvent facilement devenir caducs avec de si longs retards. Les Plénipotentiaires doivent tout faire pour minimiser ces préjudices opérationnels dans les dispositions techniques du prochain FAD. Le personnel a préparé, avec les suggestions de la Direction, un document relatif à cet aspect. Il se pourrait qu'à cette réunion les Plénipotentiaires ne soient pas à même d'en discuter dans le détail, mais il aimerait avoir leur réaction générale sur ce problème.

7. En plus des faits qu'il a mentionnés et du document sur les mécanismes, la Direction a préparé quelques autres notes pour éclairer les débats. Dans ce nombre figurent une note sur les indicateurs de partage de la charge, à la suite des remarques faites à Abidjan par le Délégué du Japon, un document sur la politique de liquidité, demandé par le Conseil d'administration, mais que celui-ci n'a pas encore discuté. Il serait heureux que les Plénipotentiaires les prennent et les examinent soigneusement avant que l'on en vienne au centre du débat.

8. Une fois l'ordre du jour approuvé et les comptes rendus analytiques adoptés, les Délégués devront aborder les questions par groupes, grosso modo sur la base des quatre documents du personnel qui déjà ont distribués. Il propose que les Délégués y insèrent les questions appropriées énumérées dans sa propre note à la fin du dossier, et espère qu'ils sont prêts à aborder toutes les parties du document à examiner. Si tout va bien, les Délégués pourront réussir à finir le samedi à l'heure du déjeuner, mais ce serait certainement risqué qu'ils fassent leurs réservations de retour pour le samedi soir.

9. Il leur rappelle qu'ils ont un emploi du temps très serré en effet, s'ils veulent rendre le FAD-VI effectif sans cependant créer une autre sérieuse solution de continuité du fait du manque d'une nouvelle capacité d'engagement. Il est particulièrement désireux de savoir quels Délégués

sont confrontés à des dates-limites cette année pour obtenir les autorisations de contributions pour 1992, et quelles sont ces dates-limites. Sur la base de ces indications, les Délégués devront alors fixer le reste du calendrier de la réunion afin de pouvoir boucler les négociations avant ces dates-limites.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 1 de l'ordre du jour)

10. La **REPRESENTANTE du CANADA** fait remarquer que dans l'ordre du jour rien n'indique le point dans lequel les priorités sectorielles seront examinées. Elle préférerait que cette question soit examinée lors de la discussion du document sur la stratégie du FAD en matière de lutte contre la pauvreté, puisque les affectations sectorielles sont étroitement liées à l'approche stratégique d'ensemble soulignée dans ce document.

Il en est ainsi décidé.

Les Délégués adoptent l'ordre du jour de la deuxième réunion consultative sur la sixième reconstitution des ressources du FAD tel qu'indiqué ci-dessus.

ADOPTION DU COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA PREMIERE REUNION CONSULTATIVE (ADF/ZF/MTR-ADF-V/CM/RR/VI/SR.) (point 2 de l'ordre du jour)

11. Le **REPRESENTANT du ROYAUME UNI** attire l'attention sur le paragraphe 569 du document et fait observer que la teneur de ce paragraphe est opposée à ce qu'il avait dit. Il serait donc reconnaissant à la Direction de bien vouloir faire les amendements nécessaires.

12. Le **COORDINATEUR** fait remarquer qu'étant donné la pression sous laquelle les membres du personnel de la Banque ont travaillé, et le fait que les services de secrétariat ne sont pas familiers avec quelques unes des questions soulevées, la Direction mérite quelques félicitations pour la qualité des comptes rendus. Il pense néanmoins que les Plénipotentiaires n'ont pas eu assez de temps pour les lire en profondeur, et suggère donc que ses collègues en reportent l'adoption à la réunion suivante. Entre-temps, les Plénipotentiaires qui ont des amendements à faire pourront les communiquer par écrit au Bureau du Secrétaire Général pour qu'ils soient incorporés dans le texte définitif.

Il en est ainsi décidé.

Les Délégués décident de reporter l'adoption des comptes rendus analytiques de leur précédente réunion à la réunion de novembre prévue à Rome. Entre-temps, les Délégués qui ont des amendements devront les communiquer au Bureau du Secrétaire Général pour qu'ils soient incorporés dans le texte définitif.

ELIGIBILITE ET AFFECTATION PAR PAYS (ADF-VI/CM.2/90/03) (point 3.1 de l'ordre du jour)

13. Le **REPRESENTANT des ETATS-UNIS d'AMERIQUE** souhaite la bienvenue à Washington aux différents délégués, au Président et au personnel de la BAD. Il déclare que son pays est heureux de participer à la réunion et il espère que les discussions auxquelles elle donnera lieu seront très fructueuses pour les réunions suivantes.

14. L'ordre du jour est ambitieux, car il a trait à des questions essentielles pour la reconstitution. Comme il l'avait souligné à la précédente réunion, son gouvernement considère que l'aspect le plus critique des négociations sur la reconstitution, c'est de veiller à ce que les maigres ressources du Fonds soient affectées sur la base des besoins et de la capacité d'une utilisation efficace de ces ressources. La performance économique doit être la clé des décisions relatives à l'affectation des fonds. Cela veut dire que les affectations doivent aller aux pays qui poursuivent une gestion économique saine, qui font des efforts en matière de réformes économiques et de lutte contre la pauvreté, ainsi que de développement économique à long terme. Les présentes propositions avancées par la Direction ne s'attachent pas comme il conviendrait à la révision du système d'affectation du Fonds pour tenir compte de cette préoccupation. En fait, la proposition laisse fondamentalement intact le système actuel d'affectation qui, à ce qu'il croit, est la cause primordiale de la pauvre qualité des prêts. Il demande donc à la Direction de soumettre pour la prochaine réunion une nouvelle proposition qui présente un système d'affectation basé sur la performance.

15. La qualité des prêts est un aspect important dans tout exercice de reconstitution du Fonds. Si des progrès ont été accomplis dans les réformes arrêtées pour la précédente reconstitution, il a vu peu de preuves d'amélioration de la qualité des prêts. Il est essentiel que les réformes soient dorénavant intégrées dans les opérations du Fonds, et utilisées effectivement comme des outils de gestion. Il recommande donc l'institution d'un cadre pour ce processus au cours de la réunion.

16. Il est également critique que les prêts du Fonds Africain de Développement continuent à se concentrer sur les pays les plus pauvres. L'éligibilité aux ressources du Fonds ne doit donc pas

être ouverte aux pays de la catégorie C. De plus, des efforts réels et significatifs doivent être déployés pour veiller à ce que les membres les plus vulnérables de la société, particulièrement les femmes et les pauvres, profitent des prêts du Fonds.

17. Par ailleurs, les progrès sur les questions environnementales, y compris l'engagement à embaucher du personnel, à mettre en place la politique et l'infrastructure procédurale pour préparer une évaluation de l'impact environnemental de tous les prêts ayant une incidence sur l'environnement, devront être terminés pour juin 1991.

18. Enfin, son gouvernement aimerait être informé des réformes en suspens concernant le personnel qu'il reste à entreprendre, en accordant la priorité à l'embauche de nouveaux fonctionnaires par rapport à la mise en oeuvre d'un programme d'emprunt plus ambitieux. Les Etats-Unis supportent ces changements de politique et ces changements opérationnels, car son gouvernement croit qu'ils vont dans le sens des plus grands intérêts de la Banque et de ses emprunteurs. Sans changements fondamentaux dans l'institution, son gouvernement se verra obligé de réduire la participation des Etats-Unis aux niveaux minima. Pour que ces changements puissent s'opérer, les Etats-Unis sont prêts à poursuivre les discussions aussi longtemps qu'il sera nécessaire, et même au-delà de janvier 1991. Il pense qu'à défaut de ces changements, il sera difficile de parvenir à une utilisation efficace des maigres ressources concessionnelles mises à la disposition de l'Afrique. Il espère donc que des progrès concrets seront réalisés dans l'approche des questions fondamentales de la qualité et de l'efficacité des opérations du Fonds Africain de Développement. Il espère que bon nombre des réformes dont les Délégués parleront à cette réunion et celles qui suivront seront finalement traduites en réformes fondamentales aussi bien pour les opérations de la Banque.

19. Le **COORDINATEUR** fait remarquer que les questions soulevées par le Délégué des Etats-Unis seront examinées en détail dans le courant de la journée. Il suggère que le point relatif au redéploiement du personnel soit examiné à la suite des points concernant la lutte contre la pauvreté et l'environnement.

20. Le **REPRESENTANT du ROYAUME UNI** convient que l'éligibilité pourrait se définir sur la base de la pauvreté relative mesurée par le PNB par tête. Il se félicite du mouvement qui s'est dessiné sous la précédente reconstitution vers une plus grande concentration des ressources sur les pays les plus pauvres, et aimerait voir ce mouvement s'intensifier. Pour cette raison, il est en faveur du maintien des seuils de reclassement actuels, c'est-à-dire 510 \$E.U. pour les pays de la catégorie A et 990 \$E.U. pour les pays de catégorie B. Il aimerait toutefois connaître la raison de la scission des pays de la catégorie A en sous-groupes A1 et A2. S'il n'y a pas de justification opérationnelle à cette subdivision, il pense qu'il faudrait simplement l'abolir.

21. Le **REPRESENTANT des PAY-BAS** déclare qu'il est disposé à accepter la proposition du maintien de la répartition actuelle en catégories, mais qu'il convient d'actualiser les chiffres du PNB. Il convient également que la distinction entre les pays des sous-catégories A1 et A2 doit être abolie, car il n'y a en fait aucune différence entre elles.

22. S'agissant des scénarii proposés par la Direction sur le Nigéria, il fait savoir que sa préférence irait au scénario n°1, car il y voit un compromis acceptable sur la question. Pour le cas de la Namibie, il attire l'attention sur le fait que le pays vient tout juste d'accéder à l'indépendance, et mérite donc un traitement spécial de la part de la communauté internationale. De l'autre côté, il ne pense pas que le fait de faire des exceptions dans le FAD-V soit une solution efficace. Il suggérerait de relever les seuils de reclassement utilisés pour la répartition des pays, pour que la Namibie puisse être éligible à un montant-limite des ressources du Fonds, sans que la mesure revienne à pénaliser les pays plus méritants.

23. Le **REPRESENTANT de l'ITALIE** attire l'attention sur le paragraphe 3.1 du document, et fait remarquer que l'accent n'a pas été suffisamment mis sur la performance des pays comme critère d'affectation de ressources. Il n'est pas satisfait de voir qu'actuellement les dimensions politiques retiennent tant l'attention, au détriment de la qualité des opérations. Il pense que les efforts déployés dans la lutte contre la pauvreté doivent obéir à des considérations liées à la qualité des projets.

24. Le **REPRESENTANT du DANEMARK** pense que les critères qui régissent actuellement l'éligibilité sont suffisants et satisfaisants, et qu'il convient donc de les maintenir. Les chiffres du PNB sont toutefois à actualiser, et les pays de la catégorie C ne doivent pas être éligibles aux ressources du Fonds.

25. A l'instar des autres orateurs, il ne voit pas la nécessité de la distinction entre les sous-catégories A1 et A2, et à moins que cette nécessité ne soit démontrée, la distinction doit être abolie. Les circonstances présentes rendent difficile un consensus sur le problème du Nigéria à cette réunion, car le Nigéria est un pays producteur de pétrole.

26. Quant à la Namibie, il convient que c'est là un cas spécial, puisque le pays vient d'accéder à l'indépendance. Il préférerait que des dispositions spéciales soient prévues pour le pays dans le contexte du FAD-VI, plutôt que chercher à modifier la règle générale des seuils de reclassement du PNB.

27. La **REPRESENTANTE du CANADA**, dans ses remarques générales, remercie la Direction pour la qualité des documents qu'elle a soumis. Elle fait remarquer que les besoins de

l'Afrique sont de plus en plus importants. La communauté internationale est désireuse de lui venir en aide, et comme elle l'a souligné à Abidjan, le Canada pense que l'Afrique continuera longtemps encore à occuper une place importante dans son programme d'aide. Il est néanmoins crucial de veiller à ce que l'accent soit mis sans équivoque sur la qualité des projets et l'efficacité des opérations, étant donné les contraintes budgétaires des pays donateurs.

28. L'an passé, les Délégués se sont soumis au processus pénible de l'examen des opérations de la Banque et du Fonds. Le résultat de ces délibérations a une incidence directe sur l'approche des présentes négociations. Les progrès enregistrés sur les questions découlant de cet examen constitueront la base des décisions à prendre sur les propositions soumises par la Direction. Le but du Canada a toujours été de travailler de concert avec les autres pays afin de construire la meilleure institution possible pour répondre aux besoins indubitables de l'Afrique.

29. S'agissant d'éligibilité, les propositions fondamentales avancées en faveur du maintien des catégories des pays ne font pas de problème, mais à l'instar des orateurs précédents, elle estime que les pays de la catégorie C ne devraient pas être éligibles aux ressources du FAD. Elle aimerait aussi avoir la justification de la distinction entre la sous-catégorie A1 et la sous-catégorie A2. A propos du Nigéria, elle partage le point de vue exprimé par son collègue du Danemark.

30. Quant à la Namibie, elle est prête à accepter, à titre exceptionnel, l'éligibilité de ce pays aux ressources du FAD-VI pour faire face problèmes très spécifiques que le pays rencontre dans cette phase transitoire.

31. Le **REPRESENTANT de la BELGIQUE** a reçu tardivement les documents de la réunion ; pour cette raison certaines de ses déclarations pourraient sembler incomplètes. Il fait remarquer que les événements qui ont secoué le monde depuis la réunion de juin à Abidjan ont apporté beaucoup de changements qui pourraient avoir un impact sur des perspectives de développement de la plupart des pays. On ne peut encore mesurer toute la portée de cet impact. Il est donc essentiel que les ressources concessionnelles limitées soient affectées avec efficacité entre les pays les plus pauvres, et sur la base de leur performance respective.

32. S'agissant de l'éligibilité, il convient avec ses collègues que le critère de la pauvreté doit être prioritaire dans l'identification des pays éligibles aux ressources du Fonds. Quant à la distinction existant entre les sous-catégories A1 et A2, sa position est souple.

33. Si l'on s'en tient au PNB par tête, le Nigéria peut être classé dans la catégorie A, mais étant donné la période actuelle d'incertitude en ce qui concerne l'augmentation des prix du pétrole, le pays peut sans trop de risques être exclu de cette catégorie. Néanmoins, comme l'a suggéré son collègue du Danemark, il convient de surseoir à toute décision définitive sur la question.

34. Il se pourrait que la Namibie soit effectivement confrontée à des difficultés, mais les arguments avancés en faveur de l'octroi d'un traitement spécial à ce pays sur la base des inégalités dans la répartition des richesses posent quelques problèmes. Le PNB par habitant est très élevé, et contrairement au point de vue exprimé par le Délégué néerlandais, il n'est pas pour une modification des seuils de reclassement des pays pour mettre la Namibie dans la catégorie B. Une décision devrait être prise sur les mérites et les caractéristiques spécifiques du pays, et tout traitement spécial accordé à la Namibie dans le cadre du FAD-VI doit l'être à titre exceptionnel, comme l'a suggéré la représentante du Canada.

35. La **REPRESENTANTE de la SUEDE** remercie la Direction et le Coordinateur d'avoir si bien préparé la réunion. Son pays attache une grande importance à la nécessité de l'amélioration de la capacité de la Banque à accorder des prêts de bonne qualité, et appuie les réformes d'ajustement et de politique entreprises dans les pays emprunteurs et qui ont trait à la lutte contre la pauvreté et la création d'un environnement propice à un développement soutenu. La Banque est un instrument de développement important dans la région, et elle devrait être capable de servir les besoins des pays membres régionaux.

36. A l'instar de ses collègues qui l'ont précédée, elle est en faveur du maintien de la classification actuelle des pays emprunteurs, avec toutefois une actualisation des chiffres du PNB comme critère d'éligibilité. S'agissant du Nigéria et de la Namibie, elle appuie sans réserve les positions de son collègue du Danemark.

37. Le **REPRESENTANT de la SUISSE** appuie les points de vue exprimés jusqu'à présent sur l'éligibilité des pays. Il invite la Direction à justifier la distinction qui existe entre les sous-catégories A1 et A2. A propos du Nigéria, il partage le point de vue de son collègue du Danemark. Quant à la Namibie, il pense qu'il s'agit là d'un cas exceptionnel et que le pays devrait avoir droit à un traitement spécial dans le FAD-VI.

38. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** rappelle que cette réunion se tient à une époque de grandes incertitudes du fait de la crise du Golfe qui aura incontestablement un impact négatif sur les économies des pays africains non producteurs de pétrole. Il y a donc matière à préoccupation pour les Délégués.

39. Le critère de la pauvreté relative doit être maintenu pour la détermination des pays éligibles aux ressources du Fonds. En fait, les critères d'éligibilité qui ont été utilisés jusqu'à présent conviennent. Mais trop mettre l'accent sur le critère du PNB par habitant entraînera l'exclusion de pays qui ont réellement besoins de ressources concessionnelles.

40. A propos du cas du Nigéria, il est réticent à changer le pays de catégorie, quand bien même son revenu par habitant pourrait justifier un tel changement. Il importe de tenir compte de sa situation de pays producteur de pétrole. Le PNB par habitant en Namibie, d'un autre côté, est très élevé, et l'argument avancé pour l'éligibilité à titre exceptionnel du pays aux ressources concessionnelles est loin d'être convaincant. Il estime que le fait de faire des exceptions pour des cas transitoires pourra créer des problèmes à l'avenir.

41. La **REPRESENTANTE de la FINLANDE** appuie les critères d'affectation et d'éligibilité présentés par la Direction puisqu'ils ont trait à la lutte contre la pauvreté, concept qui figurera au premier plans des négociations en cours. Si des modifications s'imposent à la lumière des situations changeantes, notamment avec la situation qui prévaut dans le Golfe, alors ces critères seront tout naturellement reconsidérés.

42. Elle admet que la distinction entre les sous-Catégories A1 et A2 doit être revue, et qu'en fait elle pourrait être abolie.

43. Le cas du Nigéria n'est pas facile à trancher. Il serait en faveur de la première option exposée au paragraphe 5.1, mais ce choix devra être sujet à révision, à la lumière des développements ultérieurs.

44. Pour l'heure, la Namibie constitue un cas spécial, et elle serait d'avis que ce cas soit examiné avec bienveillance. Néanmoins, la Direction devra voir de près le PNB par tête de ce pays ainsi que le traitement que les autres Institutions feront à ce pays. Elle rappelle que le pays a déjà demandé le statut de pays moins avancé.

45. Le **REPRESENTANT de l'ESPAGNE** serait en faveur du maintien des catégories actuelles, à condition que les chiffres du PNB soient actualisés. Il est également d'accord pour que la pauvreté relative soit une condition essentielle d'éligibilité.

46. S'agissant du Nigeria, si les délégués acceptent les chiffres du PNB comme paramètre d'éligibilité des pays aux ressources du FAD, alors le Nigeria doit être qualifié pour l'accès aux fonds concessionnels.

47. Sa préférence va à la première des deux options présentées au paragraphe 5 sur le Nigéria. S'agissant de la Namibie, il convient qu'elle ait accès aux fonds de l'Assistance Technique dans le cadre du FAD-VI. Mais il ne faudrait pas se baser sur les différences du revenu par habitant au sein des pays pour déterminer l'éligibilité.

48. Il n'est pas pour l'ouverture des ressources du FAD aux pays de la catégorie C, mais ne refuse pas qu'une exception soit faite dans le cas de la Namibie pour les ressources du FAT.

49. Le **REPRESENTANT du JAPON** est en faveur du maintien des critères actuels et l'éligibilité des pays. S'agissant du Nigéria, il n'a pas de préférence pour l'une ou l'autre des options présentées. Pour la Namibie, il ne voit pas de raison pour faire une exception pour ce pays, car la disparité des revenus n'est pas propre à la seule Namibie.

50. Le **REPRESENTANT de la REPUBLIQUE FEDERALE d'ALLEMAGNE** appuie les positions des représentants du Danemark et du Canada sur le Nigéria et la Namibie.

51. Il considère que la lutte contre la pauvreté, la performance des pays et la protection de l'environnement, seront les concepts majeurs et dominants dans les efforts de développement au cours des années 1990. Il importe donc de leur accorder une attention très soutenue au cours des présentes négociations. L'idée gagne de plus en plus de terrain qu'il faut avancer dans ces domaines cruciaux, notamment celui des réformes économiques, de bons gouvernements et de protection des droits de la personne pour que tous puissent participer activement à la vie économique. Il encourage la Banque, qui a accompli beaucoup de progrès ces dernières années, à améliorer sa performance et à poursuivre ses efforts dans ces domaines. Il y aura sans nul doute un lien entre la disponibilité future des maigres ressources concessionnelles et une entente claire, dans le contexte de la reconstitution des ressources du FAD, sur l'augmentation de la performance non seulement de l'Institution, mais aussi des pays bénéficiaires, et leur disposition à introduire des réformes et à s'engager activement dans la lutte contre la pauvreté. Il est sûr que les délégués vont marquer des progrès sur ces questions importantes au cours de la réunion présente et de celles à venir, car ils ont tous le souci commun de fournir suffisamment de ressources au FAD pour que ce dernier les utilise de manière efficace pour améliorer les niveaux de vie des pauvres et aider à mettre les économies des pays africains récipiendaires sur des bases solides.

52. La **REPRESENTANTE du PORTUGAL** déclare qu'elle appuie le consensus qui s'est dégagé sur les critères d'éligibilité. Elle aussi aimerait que soit éliminée la distinction entre les

sous-catégories A1 et A2. Elle convient d'accorder en principe l'appui du Fonds à la Namibie. Elle reviendra plus tard sur la question du Nigéria.

53. Le REPRÉSENTANT des ETATS-UNIS D'AMERIQUE, à propos de l'éligibilité et des affectations, déclare qu'il pense qu'il faut que les prêts du FAD continuent d'aller aux pays les plus pauvres. En conséquence, il n'est pas en faveur de la proposition d'ouvrir les ressources du Fonds aux pays de la catégorie C, ne serait-ce que pour le secteur social. La concessionnalité concerne les pays et non les projets. Par ailleurs, les pays de la catégorie A doivent ne pouvoir se présenter qu'au guichet des prêts concessionnels du Groupe de la BAD, étant donné la situation économique déjà difficile qui est la leur. Il serait toutefois d'accord pour une remise à jour des chiffres de leur revenu par habitant.

54. S'agissant du Nigeria, une étude a été menée sur les prêts accordés à ce pays ainsi qu'aux pays de la catégorie B en général au cours des trois dernières années. L'étude montre que le Nigeria a reçu du Groupe de la Banque l'équivalent de 572 millions d'UCF sur la période en question. Huit pays appartenant actuellement à la catégorie B ont reçu 2,87 milliards d'UCF. En clair, si un niveau appréciable de ces prêts avait pu être transféré au Fonds, il aurait eu une incidence budgétaire significative. Dans le cas du Nigeria, l'augmentation des prix du pétrole a fourni un surcroît de revenus à court terme, même s'il est difficile, voire impossible, de prédire ce qui va se passer dans la suite, combien de temps cette situation va durer, et s'il y aura d'autres augmentations du prix du pétrole. Néanmoins, les problèmes du Nigeria n'en sont pas moins urgents pour autant, au vu des prix actuels du marché du brut.

55. D'autres pays plus petits de la catégorie B tels que la Côte d'Ivoire et le Cameroun ont des problèmes plus brûlants. Les Etats-Unis demandent à la Direction de préparer une analyse pays par pays pour les pays de la catégorie B, sans oublier la situation de leur endettement et leurs perspectives économiques et financières pour la période couverte par la sixième reconstitution. Le document devra être présenté à la prochaine réunion pour permettre aux délégués de pousser plus loin leur examen de la question.

56. Selon le document de la Direction sur l'éligibilité et les affectations par pays, la Namibie a un revenu par habitant de 1.062 \$E.U. Le pays ne doit donc pas être éligible aux ressources du Fonds.

57. S'agissant des affectations de ressources, le gouvernement des Etats-Unis aimerait que dans le cadre du FAD-VI, les affectations se passent en priorité sur la base de la performance, avec des critères explicites sur les réformes économiques, la lutte contre la pauvreté, la protection

de l'environnement, et l'intégration des femmes dans le développement. C'est la qualité des réactions des emprunteurs aux politiques du Fonds qui doit être contrôlée et encouragée.

58. Il ne pense pas que les propositions de la Direction vont aussi loin qu'elles le devraient dans la révision du système d'affectation actuel pour en faire un système basé sur la performance. Il pense que la procédure actuelle d'affectations est responsable de la piètre qualité des prêts du Fonds. La Direction du Fonds peut finalement obtenir les critères basés sur la performance, et le système de programmations actuellement utilisé par l'AID et l'USAID. Il demande aussi aux membres du personnel de soumettre pour la prochaine réunion une proposition sur un système d'affectations révisés basé sur la performance. Il suggérerait que la Direction prenne contact avec les fonctionnaires de la Banque Mondiale pour se familiariser avec la formule d'affectations de l'AID, en vue de renforcer cette proposition. Il est également prêt à fournir la méthodologie d'affectations de ressources qu'utilise son gouvernement.

59. Il a constaté à la suite des discussions précédentes que les délégués sont préoccupés par les pays qui ont une faible performance, mais à qui il faut néanmoins des ressources substantielles. Dans le cadre d'un système basé sur la performance utilisant les critères qu'il a indiquée auparavant, des ressources pourraient encore être mises à leur disposition pour maintenir un programme essentiel conformément aux lignes arrêtées dans le contexte de l'AID-9. Mais le but du système est de réserver le gros des ressources aux pays ayant les meilleures performances, c'est-à-dire aux pays qui sont plus attentifs aux réformes que veulent les Etats participants. De cette manière, les maigres ressources concessionnelles seront utilisées de la manière la plus efficace.

60. Le **REPRESENTANT du ROYAUME-UNI**, parlant du problème général de l'actualisation des chiffres du PNB, aimerait savoir à quoi correspondent en réalité les chiffres de 510 \$E.U. et 990 \$E.U. Il aimerait aussi avoir des éclaircissements sur la méthodologie utilisée pour en arriver à ces chiffres révisés.

61. A propos du cas du Nigeria et de la Namibie, il aimerait déclarer d'entrée de jeu que l'éligibilité aux ressources du FAD doit être déterminée de manière objective, et que les cas spéciaux doivent être réduits au minimum absolu. Dans cet esprit, il espère que la récente envolée dramatique des prix du pétrole entrera en ligne de compte pour évaluer les besoins du Nigeria en aide concessionnelle dans le cadre de la période couverte par le FAD-VI.

62. Ceci dit, si le Nigeria doit rentrer dans la catégorie A, il y aura un problème, en ce sens que la taille de sa population pourra créer une distorsion dans le processus d'affectation des

ressources, et cela pourra porter préjudice aux bénéficiaires traditionnels. Il sera donc nécessaire d'avoir quelques directives et restrictions sur les limites de l'accès du Nigeria aux ressources du Fonds. Néanmoins, il semble que l'option I du document pourrait être arbitrairement restrictive, si le Nigeria venait à être un pays de la catégorie A. L'option II lui semble plus satisfaisante, bien qu'elle soit peut-être un peu trop complexe à appliquer. Une simple limite en pourcentage pour l'accès du Nigeria aux fonds concessionnels pourrait être plus transparente.

63. Quant au cas de la Namibie, il admet qu'un traitement spécial sous une forme ou une autre soit à envisager. Cependant, avec pour la Namibie un PNB actuel par habitant de 1.062 \$E.U., sa position est identique à celle du délégué espagnol qui a déclaré qu'en règle générale, les pays de la catégorie C ne devraient pas avoir accès aux ressources du FAD-VI. Le Royaume-Uni accepterait néanmoins qu'il soit accordé à la Namibie un accès limité à l'Assistance technique dans le cadre du FAD-VI.

64. M. KARIISA (BAD) explique que la subdivision A1 et A2 a été faite conformément à la requête des Etats participants lors des négociations du FAD-IV. Mais, il est utile de noter que dans les faits, cette division n'a pas influencé les affectations de ressources. C'est pourquoi, la Direction est prête à abandonner cette scission si tel est le souhait des Etats participants.

65. Concernant la deuxième question, il précise que \$E.U.990 est un chiffre nominal. Mais, à l'heure actuelle, il lui est difficile de donner la valeur équivalente réelle de ce chiffre nominal, cette information sera disponible plus tard.

66. Le **COORDINATEUR** demande à M. Kariisa de rappeler aux délégués les chiffres qui sont dans les propositions ainsi que les changements que ces chiffres ont entraîné dans la classification des pays.

67. M. KARIISA répond que l'utilisation du chiffre limite de \$E.U.990 a entraîné des changements significatifs dans la classification des pays : en effet, le Sénégal est sorti de la catégorie A et se trouve maintenant classé dans la catégorie B. Ce cas est très particulier étant donné que le Sénégal, état participant au Programme Spécial pour l'Afrique, devrait normalement n'être qu'éligible à des ressources concessionnelles.

68. Les autres changements concernent le Cameroun qui se trouve maintenant dans la catégorie C alors que le Congo descend dans la catégorie B et le Nigéria dans la catégorie A.

69. Le **REPRESENTANT du ROYAUME UNI**, en réaction aux réponses données, fait observer qu'il est difficile de mesurer l'impact que cela aura sur les pays puisque les chiffres ne

sont pas révisés. Mais, il est convaincu que si les chiffres sont révisés, ils seront nettement plus élevés et les tableaux des pays qui entrent ou sortent des catégories seront certainement différents. En conséquence, il souligne l'importance d'actualiser les chiffres. En l'absence de toutes ces informations, il craint que sa délégation ne puisse pas se prononcer maintenant.

70. M. KARIISA, à des fins de clarification, énonce que les chiffres mentionnés (\$E.U.510 et \$E.U.990) concernent le PNB par habitant de 1988, il s'agit donc de leur valeur nominale par rapport à la valeur réelle de 1987. En conséquence, il y a eu actualisation de ces chiffres en terme de valeur nominale.

71. Le chiffre de \$E.U.990 auquel il s'est référé a été ajusté et si on y ajoute le facteur inflation, il est indéniable qu'il sera nettement plus élevé. Tous les autres chiffres ont été ajustés à la valeur de 1988 : le PNB et le chiffre démographique sont de 1988, tel que publiés dans le rapport de la Banque Mondiale. Il souligne que les chiffres apparaissant dans la première et la deuxième colonne sont de 1988 et non de 1986 ou 1987 et que la méthodologie utilisée est celle de la Banque Mondiale.

72. Le **REPRESENTANT du ROYAUME UNI** dit que sa délégation peut accepter maintenant les chiffres \$E.U.510 et \$E.U.990 en terme de valeur nominale.

73. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** rappelle son inclination première, à savoir prendre effectivement les chiffres de 510 et 990 tel quels. Il indique cependant qu'il faut regarder de près la question de l'éligibilité au programme spécial de l'Afrique, surtout pour les pays qui passent de la catégorie A à la catégorie B ; il souhaite, à cet égard, que le cas du Sénégal soit résolu favorablement.

74. Quant aux mouvements en sens inverse du Congo et du Cameroun, il a du mal à imaginer que dans l'intervalle qui sépare les données, le Cameroun soit entré dans la catégorie C et que le Congo soit descendu dans la catégorie B. Il serait en conséquence judicieux de vérifier ces chiffres.

75. Le **COORDINATEUR** répond que les experts procéderont à ce travail de vérification et que la question sera à nouveau débattue plus tard.

76. A ce stade des discussions, il note qu'il y a assentiment général pour adopter ces chiffres \$E.U.510 et \$E.U.990 comme base de la classification des pays par catégorie. Compte

tenu des explications de la Direction, il retient qu'il n'est pas nécessaire de garder la scission catégorie A1 et A2 introduite lors du FAD-IV.

77. Concernant le cas particulier du Nigéria, il peut dire que selon le PNB actuel par tête d'habitant, ce pays appartient à la catégorie A. Il n'occulte cependant pas tout ce qui a été dit à ce propos et admet qu'il faut réfléchir davantage sur la question. Il a néanmoins retenu que de nombreuses délégations ont accepté l'option A ; ceux qui ont exprimé des vues divergentes sont le Royaume Uni et la France et un état participant a demandé que la question du Nigéria soit reportée à la prochaine réunion, le temps de recueillir des informations complémentaires sur l'évolution des cours du pétrole. Les délégués reviendront donc sur cette question en temps opportun.

78. Quant à la Namibie, le Coordinateur constate qu'il n'y a pas eu d'assentiment sur la proposition de la Direction, selon laquelle la Namibie doit recevoir des ressources concessionnelles à cause de la disparité des revenus dans le pays. Il a cependant noté une certaine sympathie de quelques délégations pour que ce pays soit au moins éligible à l'assistance technique. Les délégués examineront exhaustivement ce point lors des discussions sur le FAT.

79. A la question de savoir si la Namibie doit être traitée comme un cas spécial, la réponse n'a pas été tellement claire, c'est pourquoi, il serait utile que la Direction définisse ce qu'elle entend exactement par cas spécial. Le Coordinateur ne saurait oublier le point de vue très fort exprimé par le Japon, à savoir qu'il n'y a aucune justification de cas spécial concernant la Namibie.

80. Le **REPRESENTANT de la REPUBLIQUE FEDERALE d'ALLEMAGNE** rappelle à tous ses collègues que lors de la conférence sur les pays les moins avancés (PMA) à Paris, il y a deux semaines de cela, une résolution a été adoptée pour admettre même la Namibie, et il souligne même la Namibie, parmi les PMA. Les raisons sont les suivantes : premièrement, même si du point de vue statistique le PNB est très élevé, il y a des inégalités notables entre les provinces de ce pays ; deuxièmement, il y a une volonté internationale de donner un coup de pouce à ce pays après sa lutte extrêmement douloureuse pour accéder à l'indépendance.

81. Concernant le Nigéria, il s'en tient au résumé du Coordinateur, à savoir laisser le débat ouvert, compte tenu des incertitudes actuelles concernant l'évolution des cours du pétrole.

82. Le **REPRESENTANT de l'ITALIE** note, au niveau du montant total, que 9 % des ressources seront alloués aux performances pour l'allègement de la pauvreté et que 22 % seront

affectés aux programmes à l'appui des réformes ; à son avis, cette répartition est absolument injuste.

83. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** rappelle qu'à l'instar du Japon, il a exprimé de vives réserves sur l'idée d'un traitement spécial pour la Namibie. Il souhaite en conséquence que le résumé des débats tienne compte de cet élément.

84. Il souligne avoir également demandé quel était le sentiment sur le cas des pays éligibles au programme spécial Afrique qui passent actuellement de la catégorie A à la catégorie B. Il aimerait aussi savoir si l'idée de catégorie A2 reconstituée s'appliquerait à ces cas particuliers. Si la réponse est affirmative, il n'est pas d'avis que ce serait forcément une bonne solution. C'est pourquoi, il souhaite que le débat sur ce point reste ouvert.

85. Le **COORDINATEUR** convient qu'il ne faut pas clore les discussions sur la Namibie et le Nigéria. Quant à la question des pays éligibles au programme spécial Afrique qui changeraient de catégories, elle sera abordée lors des discussions sur l'éligibilité et la répartition des prêts à l'appui des réformes car ces points sont liés. Il s'interroge sur la possibilité de reconstituer la catégorie A2 avec le Nigéria pour seul membre.

86. Il maintient que la majorité des délégués a exprimé beaucoup de sympathie pour faire un geste positif pour la Namibie mais pas sur la base de la disparité des revenus ; il admet en effet que ce dernier point n'a pas eu l'assentiment général.

87. Le **REPRESENTANT de la REPUBLIQUE FEDERALE d'ALLEMAGNE** précise, au sujet de la Namibie, qu'il s'agit simplement de faire un geste symbolique de solidarité en vue d'aider ce pays dans cette phase de transition extrêmement difficile pour l'aider à emprunter le chemin de l'indépendance économique maintenant qu'il a acquis son indépendance politique.

88. Le **REPRESENTANT des ETATS-UNIS d'AMERIQUE** rappelle qu'il avait également exprimé des réserves au sujet de l'éligibilité du Nigéria et de la Namibie aux ressources du Fonds. Sa délégation estime que les arguments ne sont pas assez solides pour permettre à ces pays d'être éligibles.

89. Le **REPRESENTANT des PAYS-BAS** exprime quelques réserves au sujet de la suggestion du Coordinateur sur la possibilité de reconstitution de la catégorie A2 ; il a en effet le sentiment que probablement beaucoup plus de pays vont demander à y figurer une fois qu'elle sera créée.

90. Concernant la Namibie, il est d'avis que cela va créer des problèmes de traiter ce pays en cas spécial ; c'est d'ailleurs l'avis général. Il constate cependant qu'une majorité de délégations est disposée à faire un geste positif en faveur de la Namibie tout en ne perdant pas de vue que ce pays ne doit pas absorber de manière excessive les ressources du FAD. En effet, il faut s'attendre à enregistrer une certaine croissance en Namibie dans les années à venir, et les données pourraient alors dépasser les limites fixées pour la période du FAD-VI.

91. Le **REPRESENTANT** de l'**AUTRICHE** souhaite que l'on creuse davantage la question de savoir comment ajuster les chiffres relatifs au PNB par tête d'habitant et comment procéder pour le Nigéria. Au sujet de ce pays, il est convaincu que le PNB par tête d'habitant va remonter sensiblement si les cours du pétrole continuent à flamber. Avec tous les événements qui surviennent en ce moment, les données de la Direction seront dépassées, une réactualisation s'imposera certainement.

92. Le **COORDINATEUR** estime qu'il serait avantageux que les économistes de la Banque prennent contact avec leurs collègues de la Banque Mondiale pour avoir des chiffres actualisés surtout après l'adhésion de la Namibie aux institutions de Bretton Woods. Compte tenu de la fluctuation des événements actuels, il admet qu'il est difficile de collecter des données exactes, c'est pourquoi, pour le moment il faudra se faire à quelques imperfections dans les chiffres et revenir sur les différentes questions en temps opportun.

93. Il demande donc aux délégués de se concentrer pour le moment sur la question de l'affectation des ressources par pays et invite la Direction à faire l'économie du sujet.

94. **M. KARIISA** explique que le processus d'allocation des ressources au titre du FAD-VI comportera plusieurs étapes :

- i) 10 % du total des ressources sera affecté aux opérations du Fonds d'assistance technique ;
- ii) 90 % du reliquat devront être alloués aux pays de la catégorie A et les 10 % restants à ceux de la catégorie B. La classification du FAD-V a été respectée, le nouvel élément concerne "l'affectation pour performance" ;
- iii) 25 % des ressources visées au point (ii) devront être consacrées aux prêts à l'appui des réformes. Cette fraction serait affectée plus tard, en fonction des efforts faits par les pays concernés sur le plan des réformes et en fonction de leur

besoins (le mécanisme de coordination du programme d'assistance spéciale à l'Afrique II fournira les orientations nécessaires) ;

- iv) 10 % des ressources visées au point (ii) seront alloués aux pays en fonction de leurs performances au niveau macro-économique et compte tenu des efforts qu'ils déploieront dans le domaine de la lutte contre la pauvreté, l'environnement, l'intégration de la femme dans le processus de développement ;
- v) les ressources restantes, c'est-à-dire les 65 % de l'affectation de la catégorie visée au point (ii) ci-dessus, seront allouées en fonction des critères déterminés lors du FAD-III. Il y a eu quelques modifications dans les coefficients de pondération du PNB par habitant et de la population. Mais, en terme général, le plus gros des ressources sera alloué aux pays qui sont les plus pauvres.

95. L'annexe 1 du document donne un tableau complet de l'affectation par critère ; les calculs ont été faits à des fins d'illustration sur la base du scénario iv d'affectation par pays.

96. Le **COORDINATEUR** souhaite recueillir les vues des délégués sur le traitement à accorder à l'élément assistance technique, sur le poids à accorder à la performance des pays par rapport à leurs besoins effectifs et également sur la définition du terme performance.

97. Le **REPRESENTANT de la REPUBLIQUE FEDERALE d'ALLEMAGNE** signale que le critère performance a été retenu comme l'un des critères clés lors des négociations de l'AID-9 conclues il y a quelques mois ; il souhaite donc qu'il y soit accordé la même importance dans le cadre du FAD-VI.

98. Concernant la proportion des ressources à allouer aux prêts à l'appui des réformes, (iii de la présentation de M. Kariisa) il indique que sa délégation est plutôt en faveur d'un plafond de 20 % pour laisser le temps au Fonds d'acquérir plus d'expérience en la matière.

99. Quant aux 10 % des ressources (iv de la présentation de M. Kariisa) et aux 65 % des ressources restantes (v de la présentation de M. Kariisa), il note une légère divergence par rapport à ce qui figure dans le document de l'AID-9 au sujet des programmes noyaux. La proposition de la Direction donne l'impression que nonobstant les mauvaises performances des pays, les ressources seront allouées, si tel est le cas, sa délégation opposera des objections.

100. Il est conscient que le problème est de savoir comment mesurer la performance, la question mérite donc d'être creusée davantage.

101. Le **COORDINATEUR** met en exergue la nécessité d'améliorer les performances des pays. Mais la question est de connaître la méthode à suivre pour essayer d'allouer équitablement ces ressources.

102. Concernant les prêts à l'appui des réformes, ils ont été basés sur les chiffres indicatifs du FAD-V, il est proposé de changer la forme de ce type de prêt, mais pas le montant. Les ressources seront donc réparties selon les critères de performances.

103. Le **REPRESENTANT de la REPUBLIQUE FEDERALE d'ALLEMAGNE** précise qu'il n'a pas seulement exprimé les vues de sa délégation, mais qu'il a tenu à rappeler à ses collègues les conclusions de l'AID-9 sur la performance des pays et les programmes noyaux. Il réitère sa suggestion, à savoir adapter ces conclusions au contexte du FAD-VI en gardant présent à l'esprit la déclaration de M. Conable sur la pauvreté et la performance des pays.

104. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** n'oppose pas d'objection à la proposition de 10 % à allouer aux opérations du Fonds d'assistance technique. Il a pris bonne note du fait que les délégués reviendront plus tard sur la façon d'améliorer l'utilisation des ressources au titre du FAT.

105. Sa délégation est en faveur de la proposition de la Direction d'affecter 25 % des ressources aux prêts à l'appui des réformes. Le programme spécial d'assistance à l'Afrique 2 montre clairement que les pays ont un grand besoin des ressources de cette nature.

106. La délégation française réaffirme, par ailleurs, clairement le lien étroit qui doit être maintenu entre les prêts du FAD à l'appui des réformes et les prêts analogues de la Banque Mondiale.

107. S'agissant de l'élément nouveau à savoir le pourcentage spécifique récompensant la performance, le Représentant de la France exprime quelques gênes face à ce concept et souligne qu'il est plutôt important de trouver d'abord les moyens d'améliorer la performance en général.

108. Quant aux 65 % restants, les critères rappelés au paragraphe 4-IV du document constituent des critères valables. Le Représentant de la France s'interroge cependant sur la possibilité de mettre un accent plus marqué sur le critère de lutte contre la pauvreté, critère auquel ses autorités accordent une grande priorité.

109. Il serait également utile d'examiner la possibilité d'introduire un critère d'évolution de la dispersion du produit national brut par habitant. Même si le critère est difficile à élaborer

techniquement, la question mérite d'être étudiée. Il existe probablement des méthodes pour utiliser de manière mécanique l'évolution des écarts de revenus comme un des critères précis d'affectation de ressources.

110. Le **REPRESENTANT du ROYAUME UNI** accepte la proposition de la Direction d'allouer 10 % des ressources au FAT. Il souhaite qu'à l'avenir, la composante assistance technique soit plus fréquemment incorporée dans les projets et soit moins prise comme une entité séparée.

111. Il n'oppose pas d'objection à la proportion à allouer aux pays de la catégorie A et à ceux de la catégorie B, mais il estime que les critères tenant à la présence du Fonds et la situation géographique défavorable ne sont pas particulièrement pertinents.

112. Il salue l'action qui est menée pour accorder un plus grand poids aux performances des pays et souscrit aux vues de son collègue allemand qui a attiré l'attention sur les conclusions de l'AID-9 en la matière. Les allocations basées sur le PNB per capita et le poids démographique ne devraient plus à son avis être considérés comme un droit absolu ; les performances sont tout aussi importantes et les efforts déployés pour réduire la pauvreté doivent être considérés comme une performance. Plutôt que de retenir cet élément performance en chiffre absolu, il faut étudier les moyens de l'incorporer pour mettre sur pied un système équitable et autonome.

113. La délégation du Royaume Uni appuie la proposition prévoyant une affectation spéciale aux prêts à l'appui des réformes, mais à ce stade, il est difficile de déterminer le pourcentage approprié. Il convient de signaler que la direction de l'AID envisage d'accorder une proportion plutôt infime aux prêts à l'appui des réformes dans le cadre du PSA 2 ; à cet égard, il serait bon de connaître les chiffres indicatifs du FAD en la matière pour pouvoir se prononcer sur le volume approprié de ce type de prêts pour le FAD-VI. Il serait aussi utile de renforcer les critères d'éligibilité aux prêts à l'appui des réformes. Il serait en effet souhaitable de tenir compte de la qualité des progrès réalisés dans le cadre des programmes d'ajustement et ceci pays par pays ; l'appartenance de ces pays au PSA n'est pas en soi un indicateur suffisant.

114. Le **COORDINATEUR** assure les délégués qu'ils aborderont certaines de ces questions lorsqu'ils examineront spécifiquement les points liés aux prêts à l'appui des réformes et au rachat de la dette.

115. La **REPRESENTANTE du CANADA** souscrit à un certain nombre d'observations qui ont déjà été faites. Les critères tels que proposés pour l'allocation par pays lui pose problème.

En principe, une approche purement mathématique ne lui donne pas satisfaction. Même dans la pratique, certaines propositions avancées ne lui conviennent pas. Il serait en conséquence souhaitable que la Direction étudie plus exhaustivement la question pour proposer une approche plus intégrée pour trouver les moyens d'intégrer des critères qualitatifs dans la planification par pays.

116. La délégation canadienne aimerait que le processus d'affectation de ressources soit lié au concept de stratégie par pays, au dialogue avec les pays et aux indicateurs tels que la performance. La politique des prêts à l'appui des réformes devra également faire partie de ce processus de dialogue avec les pays. Quant au pourcentage de ces prêts à l'appui des réformes quel qu'il soit, il doit faire partie intégrante de l'allocation par pays. Il ne doit pas nécessairement prendre la forme d'un guichet séparé.

117. La Représentante du Canada appuie la proportion de 10 % prévues pour le FAT y compris l'accès des pays de la catégorie C à ce Fonds d'assistance technique, car c'est une activité vitale.

118. Elle accepte la répartition 90 % du reliquat aux pays de la catégorie A et 10 % à ceux de la catégorie B. Elle partage les vues de ses collègues qui ont dit que la présence du Fonds comme critère n'est pas particulièrement pertinente.

119. Il a été demandé aux délégués de donner des directives sur la détermination des performances. Elle est d'avis qu'il faut creuser davantage la question et approfondir la discussion. Néanmoins, à ce stade, elle peut dire qu'en matière de performance, seront pris en considération l'engagement des pays à entreprendre des réformes de politique. Il faudrait ajouter à cela les éléments suivants : conditionnalité sociale, et performance économique tels que définis dans l'indice de développement humain du PNUD et dans les travaux de la Banque Mondiale sur la conditionnalité sociale. Elle ne croit pas qu'il faudrait adopter une approche trop restrictive concernant cette définition.

120. La délégation canadienne souligne par ailleurs qu'elle n'est pas pour un système rigide d'allocation par pays. La Direction pourrait travailler à partir d'un montant indicatif, cela lui donnerait plus de flexibilité pour affecter les ressources selon les besoins des pays et selon leur capacité à absorber les ressources.

121. Elle est consciente de la charge de travail que tout cela représente pour la Direction ; c'est pourquoi il serait indiqué d'examiner les implications en matière de personnel. Ce travail

nécessitant le développement de capacités analytiques et de planification, ses autorités n'opposeront pas d'objections à examiner les propositions de personnel qui en découleront.

122. Le **REPRESENTANT du DANEMARK**, se référant au paragraphe 4.1 du document relatif à l'éligibilité et aux affectations par pays ADF-VI/CM.2/90/03, déclare que sa délégation n'a pas d'objection à ce que 10 % du total des ressources prévues au titre du FAD-VI soient allouées au Fonds d'Assistance Technique. Toutefois, vu les difficultés que suscite la question, ce pourcentage pourrait être réduit quelque peu, sans pour autant être ramené au chiffre de 5 %, comme au titre du FAD-V. A cet égard, la délégation danoise appuie les orateurs qui ont souligné la nécessité d'accorder la priorité à la préparation des projets. Elle peut accepter aussi le ratio de 9 à 1 proposé pour la répartition des ressources entre les pays des catégories A et B. S'agissant des prêts à l'appui des réformes, il est utile de mettre l'accent sur la performance des pays à cet égard, de sorte que ces prêts n'entrent pas dans le cadre des affectations normales. Pour ce qui est de la définition à donner à la performance, la délégation danoise estime que la participation au Programme spécial pour l'Afrique est un critère valable, qui doit demeurer le principal critère d'affectation.

123. Tout en appuyant l'idée tendant à donner plus de poids aux critères de performance, la délégation danoise tient à rappeler l'attention sur deux difficultés, qui tiennent à la définition des critères eux mêmes, et de ce qu'il faut entendre par performance. En tout état de cause, il est certain que, sur la base d'une telle définition, l'on sera conduit à accroître le pourcentage de ressources visé à l'alinéa (iv) du paragraphe 4.1.6 plutôt que celui indiqué à l'alinéa (v).

124. Le **COORDINATEUR** appelle l'attention sur le document relatif à l'état de la capacité et à l'engagement à la fin du mois d'août 1990 (ADF/BD/IF/90/81), qui fait ressortir l'évolution des engagements du Fonds d'assistance technique au titre du développement des institutions et des opérations. Cette évolution va dans un sens favorable, et la Direction a entrepris de compiler des chiffres pour montrer comment les opérations d'Assistance Technique ont débouché sur des opérations de prêt.

125. La **REPRESENTANTE de la FINLANDE** pense, comme les orateurs qui l'ont précédée, que les ressources allouées à l'Assistance Technique doivent être liées aux projets. Le pourcentage précis des ressources allouées au FAT pourra être fixé ultérieurement. Elle peut accepter un pourcentage de 10 % et, sur les 90 % restants, un ratio de 9 à 1 entre les pays des catégories A et B. A ce propos, il serait bon de savoir quel est le pourcentage des ressources qu'ont reçues les pays de la catégorie C.

126. Pour ce qui est des prêts à l'appui des réformes, la délégation finlandaise ne voit pas clairement ce que recouvrent les différents pourcentages mentionnés à la page 5 du document : il est dit par exemple que 10 % des ressources devraient être allouées compte tenu de la performance, notamment dans le domaine de l'environnement, mais il s'agit là d'un aspect dont il doit être tenu compte dans toutes les allocations, comme d'ailleurs la lutte contre la pauvreté dans son sens le plus large.

127. Le chiffre de 65 % mentionné à l'alinéa (v) est trop rigide, et l'on voit difficilement l'importance relative qui est accordée aux quatre éléments - PNB par habitant, population, présence du Fonds et situation géographique défavorable - visés à l'alinéa (v). Il vaudrait mieux éclaircir ces concepts pour voir quels résultats leur application donnerait sur les affectations par pays. La délégation finlandaise réserve sa position sur ce point.

128. Le **COORDINATEUR** fait observer que les 10 % des ressources qui seraient allouées compte tenu de la performance ont pour but de "récompenser", en quelque sorte, les efforts déployés par les pays dans des domaines comme l'environnement ou la lutte contre la pauvreté.

129. Le **REPRESENTANT des PAYS-BAS** dit que sa délégation appuie la proposition tendant à affecter 10 % du total des ressources du FAD - l'accent devant être mis sur les projets, comme l'a suggéré le représentant de la France - ainsi que la répartition proposée à titre indicatif entre les pays des catégories A et B, étant entendu qu'une telle formule ne doit pas être rigide. Par ailleurs, il peut accepter que les prêts à l'appui des réformes soient accordés sur la base des efforts entrepris par les pays dans le cadre du Programme spécial pour l'Afrique (PSA).

130. Se référant à l'observation du Coordinateur, selon laquelle les ressources allouées sur la base de la performance pourraient en quelque sorte être considérées comme une "prime", le Représentant des Pays-Bas tient à signaler que le souci de performance doit faire partie intégrante de la politique de tout pays, qu'il soit développé ou en développement. Il conviendrait par conséquent de fusionner les alinéas (iv) et (v) du paragraphe 4.1 afin de tenir compte de la performance dans les critères d'allocation visé à l'alinéa (v).

131. S'agissant de la définition de la performance, l'on peut se référer aux critères utilisés dans le cadre de l'Association internationale de développement, qui sont au nombre de trois : la gestion économique à court et à long terme, les efforts déployés par le gouvernement pour lutter contre la pauvreté et l'impact de l'assistance sur l'exécution des projets, sans oublier évidemment le respect des conditions dont les projets sont assorties.

132. Le **COORDINATEUR** rappelle que la délégation française a formulé une proposition spécifique tendant à ce que 80 % des ressources allouées au FAT soient liées aux projets.

133. La **REPRESENTANTE du PORTUGAL** souligne que l'utilisation des ressources allouées au FAT doit être davantage liée aux projets et, pour ce qui est des prêts à l'appui des réformes, qu'il faudrait recevoir l'assurance qu'il sera tenu compte des prêts sectoriels. S'agissant des critères proposés pour l'allocation des 65 % de ressources visés à l'alinéa (v), la délégation portugaise estime que le critère tenant à la présence du Fonds n'est pas réellement pertinent, mais qu'il conviendrait de donner plus de poids à celui concernant la situation géographique défavorable, et en particulier l'isolement, des pays.

134. Le **REPRESENTANT de l'AUTRICHE** estime, comme la délégation canadienne, qu'il faut repenser le système des allocations, qui est actuellement trop rigide. A cet égard, le critère de performance est considéré exclusivement sous l'angle économique, alors qu'il devrait englober aussi la lutte contre la pauvreté, l'environnement, etc...

135. Il faudrait peut-être prévoir une prime de 20 % pour les prêts à l'ajustement, et de 20 % pour les efforts déployés dans le domaine social ou dans ceux de l'environnement et de la lutte contre la pauvreté. La délégation autrichienne pense en particulier aux pays qu'il faut encourager, par exemple en ce qui concerne l'éducation de base : si ces pays sont assurés de recevoir 65 % des ressources, en effet, le risque existe qu'ils ne fassent pas suffisamment d'efforts dans ce domaine. Des encouragements accrus doivent leur être donnés si l'on veut qu'ils s'emploient réellement à atténuer la pauvreté. A ce propos, la diminution des prêts à l'ajustement, qui contribuent à réduire la misère, est extrêmement regrettable.

136. En conclusion, le représentant de l'Autriche souscrit aux observations de la délégation danoise concernant le Fonds d'assistance technique.

137. Le **REPRESENTANT de la BELGIQUE** est encore sceptique, compte tenu des résultats donnés par des interventions isolées dans le passé, quant à l'opportunité d'allouer 10 % des ressources au FAT. Il pourra néanmoins appuyer cette proposition si des assurances sont données concernant l'utilisation des ressources. La proposition visant à répartir les ressources disponibles entre les pays des catégories A et B selon un ratio de 9 à 1 est acceptable.

138. Pour ce qui est des prêts à l'appui des réformes, le représentant de la Belgique pense, comme la délégation néerlandaise, qu'ils doivent être en rapport avec le PSA. Toutefois, la participation au PSA ne doit pas être le seul critère d'octroi de ces prêts. Leur pourcentage, à discuter, pourrait être de l'ordre de 20 %.

139. S'agissant des autres opérations, l'accent doit être mis sur le critère de performance, lequel doit être considéré non pas comme accessoire, mais comme la "clé d'entrée". Ce critère ne doit pas être exclusivement quantitatif, mais tenir compte des résultats obtenus dans des domaines comme la lutte contre la pauvreté, l'éducation de base, les services sociaux, etc....

140. Le **REPRESENTANT de la SUISSE** rappelle que lors de la précédente reconstitution des ressources, en 1987, la possibilité a été évoquée que le pourcentage des ressources allouées au FAT atteigne 10 %. La Direction a déployé des efforts considérables pour atteindre ce chiffre, mais cela n'est peut-être pas absolument nécessaire. A ce propos, la délégation suisse considère, comme la délégation française, qu'une partie de ces 10 % doit aller à la préparation de projets, et elle peut accepter le ratio de 9 à 1 proposé pour la répartition des ressources entre les pays des catégories A et B. Les prêts à l'appui de réformes, pour leur part, doivent être en rapport étroit avec le PSA, mais 20 % doit constituer à cet égard un maximum absolu.

141. L'introduction du critère de performance représente un changement majeur. Il reste trois mois pour étudier la question plus avant, formuler une proposition réaliste et tracer la ligne de démarcation entre le critère fondé sur les besoins des pays et le critère de performance.

142. Le **COORDINATEUR** fait observer qu'un délai de trois mois est trop long : il faudra progresser plus vite sur une question aussi importante. Il suggère d'entamer des consultations avec la Direction pour avoir, si possible, au moins un canevas de définition avant la fin de la réunion en cours. Si un consensus se dégage, il sera possible de tracer les grandes lignes d'une définition du critère de performance, ce qui, vu les précédents existants, ne devrait pas être trop difficile.

143. Le **REPRESENTANT de la SUEDE** appuie les propositions tendant à affecter 10 % du total des ressources au FAT à appliquer un ratio de 9 à 1 pour la répartition des ressources entre les pays des catégories A et B.

144. Comme les autres délégations, la délégation suédoise considère que les prêts doivent être liés au critère de performance. Il faut, sur ce point, entretenir le dialogue avec les pays et tenir compte de leurs priorités, et ne pas s'en tenir rigide à deux critères quantitatifs. A cet égard, le critère de performance doit s'appliquer aux activités réalisées dans tous les domaines et ne pas représenter qu'une pondération de 10 %.

145. Comme l'a souligné la délégation autrichienne, il faut en effet donner le maximum d'encouragements aux pays à cet égard, comme l'on s'efforce de le faire dans le cadre de l'Association internationale de développement.

146. La délégation suédoise appuie la proposition tendant à ce que l'octroi des prêts à l'appui de réformes soit liés à la participation au PSA, mais leur montant ne devra pas dépasser 20 % du total.

147. Le **REPRESENTANT de la NORVEGE**, se référant aux ressources à allouer au FAT, pense, comme le représentant de la Suisse, qu'elles pourraient peut-être représenter moins de 10 % du total mais considère que si le chiffre de 10 % est retenu 80 % des ressources du FAT devraient, comme l'a proposé la délégation française, être affectées à la préparation des projets. Pour ce qui est de la répartition des ressources entre les pays des catégories A et B, le ratio de 9 à 1 est acceptable.

148. La question du critère de performance est plus épineuse : elle tient en effet non pas aux besoins des pays, mais à ce que ceux-ci sont en droit d'attendre, comme dans le cadre du système des chiffres indicatifs de planification (CIP) appliqué par le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD). Une révision du système actuel serait une indication positive en ce qu'elle reflèterait une confiance accrue des donateurs dans la gestion et la maturité du FAD. D'un autre côté, donner une plus large latitude à la Direction pourrait comporter certains risques, surtout si l'on considère qu'elle n'a pas toujours répondu aux préoccupations exprimées par les délégations, par exemple en ce qui concerne la proportion non allouée des ressources. La question est complexe aussi car aller dans le sens inverse équivaldrait à revenir à une approche mécanique et rigide. Un critère qualitatif s'impose, mais il est difficile d'harmoniser toutes les considérations en jeu, ainsi que de définir un critère de performance applicable dans des domaines nombreux et divers sans retourner à une approche rigide.

149. En conséquence, s'il faut trouver le moyen d'intégrer un critère qualitatif aux principes régissant les allocations, il faut aussi conserver une allocation de base par pays. La difficulté, enfin, est aussi qu'il convient d'améliorer la qualité des projets, mais sans pour autant créer un système qui nuise à l'efficacité de l'utilisation des ressources.

150. Le **COORDINATEUR** pense qu'il s'agit en l'occurrence d'une question de dosage. Par exemple, nul ne soutient qu'une présence du Fonds est nécessaire dans tous les pays, mais un élément d'appréciation doit intervenir. Ce qu'il faut, c'est trouver un moyen terme.

La séance est suspendue à 13 h30 et reprise à 14 h 50.

151. M. SARR, en réponse aux questions soulevées sur la facilité d'assistance technique, fait savoir que l'observation faite par le Délégué de la Belgique sur l'utilisation exclusive des ressources du FAT pour la préparation et la rapidité d'exécution des projets est tout à fait acceptable à la Direction. Dans ce sens, la Direction est disposée à accepter la proposition d'affecter 80 % des ressources du FAT à la préparation et à la mise en oeuvre des projets, si les Plénipotentiaires conviennent qu'il faut donner la préférence à ces activités dans le cadre de l'assistance technique.

152. Il est trop tôt pour évaluer la performance enregistrée par le FAT au FAD-V, à cause du facteur temps qui est impliqué. Il faut du temps pour préparer les études et les soumettre au Conseil d'administration. Il faut du temps aussi pour que l'étude soit menée, une fois approuvée. Ainsi, une analyse de ce genre est faisable pour les précédentes reconstitutions. Dans le cas du FAD-II, sur trente-deux (32) études financées sur le compte d'Assistance Technique, trente-une (31) concernaient des projets. Sur soixante douze (72) opérations financées sur le CAT du FAD-IV, soixante quatre (64) concernaient des projets. Quatre vingt douze (92) sur les cent sept (107) opérations exécutées au FAD-V étaient liées à des projets.

153. Quant aux résultats, 27 études au FAD-III ont effectivement abouti à des projets, 29 au FAD-V, sans compter 25 études actuellement en cours. S'agissant du FAD-V, sur soixante douze (72) opérations approuvées à ce jour par le Conseil, deux (2) ont été achevées, et soixante deux (62) sont encore en cours d'exécution. La Direction sera en mesure de donner les résultats définitifs vers 1992. Il assure les Délégués qu'un tableau analytique sur ces statistiques pourra être préparé et soumis à leur attention si tel est leur désir.

154. Le REPRESENTANT de la SUISSE aimerait connaître les montants mis en jeu dans les opérations du FAT mentionnées ci-dessus.

155. M. SARR déclare que les statistiques seront établies et mises en temps opportun à la disposition des Délégués.

156. Le REPRESENTANT du ROYAUME-UNI déclare que bien qu'il aimerait voir les opérations du Fonds d'Assistance Technique orientées dans une grande mesure vers les projets, il a quelques réserves sur la tendance à leur fixer un pourcentage donné. Il pense qu'il faut laisser à la Direction une certaine liberté de manoeuvre.

157. Le COORDINATEUR rappelle que la proposition a été avancée par le Délégué de la France, comme un moyen pour souligner la priorité qui doit être accordée aux activités

primordiales du FAT. En fait, la réunion d'Abidjan a indiqué clairement que les Délégués voulaient aller dans cette direction. Le pourcentage doit néanmoins être considéré comme purement indicatif. Il demande aux Délégués d'accepter, sous bénéfice d'inventaire, que 10 % des ressources du FAD-VI soient allouées au FAT, dont 80 % sur ces 10 % seront réservés à la préparation et à la mise en oeuvre des projets.

158. Le **REPRESENTANT du DANEMARK** déclare qu'au lieu de fixer un pourcentage ferme, il suggérerait que les 10 % soient considérés comme un plafond, et non comme une cible.

159. Le **COORDINATEUR** fait remarquer que l'amendement est acceptable aux Délégués. Il conclut aussi qu'il y a un consensus sur la proposition formulée par la Direction à l'effet de maintenir la classification actuelle par pays et les seuils respectifs de reclassement.

160. Il invite la Direction à clarifier le coefficient de pondération à donner à la performance, la définition de la performance, et le rôle des chiffres indicatifs attribués aux différents critères tels que l'illustre l'annexe. Il s'impose aussi d'expliquer l'affectation de 10 % proposée pour les critères de performance.

160. **M. KARIISA (BAD)** explique que la Direction n'a pas l'intention de réserver seulement 10 % des ressources du Fonds pour la performance des pays. La Banque a préparé des documents de programmes par pays tout au long des trois années couvertes par le FAD-V. L'objectif premier de ces documents est la définition des stratégies opérationnelles du Groupe de la Banque dans les pays membres. Beaucoup de Délégués peuvent se le rappeler, le format qui a été arrêté en 1987 tient compte de la situation économique du pays, des politiques économiques, de l'expérience du Groupe de la Banque dans le pays, et du volume du programme de prêt pour la période triennale.

161. Les chiffres mentionnés dans l'annexe sont simplement indicatifs, et fournissent la base sur laquelle la programmation par pays elle-même se fait. Le Fonds demeurera prioritairement une institution de prêts-projets. Il est donc nécessaire d'avoir des chiffres réalistes pour construire les plans. Les chiffres donnés dans l'annexe serviront de guide à la Direction pour déterminer les tailles relatives du programme de prêt. Naturellement, en cas d'échec du processus du document du programme par pays, le programme sera de beaucoup inférieur aux chiffres indiqués. L'impression que ces affectations indicatives sont des droits est donc sans fondement.

163. Les 10 % sont censés motiver les pays membres à viser une bonne performance dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, la protection de l'environnement, et l'intégration des femmes dans le développement. Il ne sont pas inclus dans les affectations indicatives.

164. S'agissant des calculs et des différents coefficients de pondération utilisés, il est nécessaire de faire un rappel du passé. Les différents critères ont en fait été conçus pour aider les pays insulaires et les pays enclavés. On se souviendra qu'un accent particulier avait alors été mis sur les problèmes que ces pays rencontrent en raison de leur situation géographique. Il a pour cette raison été jugé nécessaire de leur accorder une attention spéciale dans l'affectation des ressources du Fonds.

165. En ce qui concerne les critères de présence, ils étaient censés compenser les résultats mécaniques qui pourraient découler de l'application des critères relatifs au revenu par habitant et à la population. Cela devenait plus évident avec les pays appartenant à la catégorie A, mais avec un PNB plus élevé et une population très faible. Ils recevaient des affectations très réduites sur la base du critère population, et partiellement sur la base du critère pauvreté. En l'absence d'un mécanisme pour réduire ce déséquilibre, ces pays seraient condamnés à la portion congrue. Les coefficients de pondération peuvent être réduits dans le cadre d'une reconstitution importante, pour éviter les distorsions.

166. Le **REPRESENTANT de la REPUBLIQUE FEDERALE d'ALLEMAGNE** apprécie les explications données par le personnel de la Banque. Il rappelle qu'avant la pause-café, son collègue du Danemark avait prévenu des risques du passage d'un critère mécanique à un autre ; il l'assure que telle n'est pas l'intention des Délégués. L'intention générale est de veiller à ce que les ressources débloquées soient utilisées de manière plus efficace que par le passé. Le critère de la performance vise à aider le Fonds et les gouvernements bénéficiaires à insérer la lutte contre la pauvreté et la protection de l'environnement dans leurs programmes, et à faire une place aux femmes dans le processus du développement. Ces intentions légitimes doivent être conciliées avec un vaste programme prioritaire réalisable. A n'en pas douter, il doit être établi que tout pays éligible devra avoir accès aux ressources du Fonds.

167. Il convient avec le Délégué qui a dit plus tôt que les mesures d'incitation doivent être inséparables des mesures punitives. L'équilibre doit se faire quelque part, et c'est dans cette optique que les 10 % réservés comme facteur de motivation par rapport aux 65 % de ressources à affecter n'est pas très convaincante. Les souhaits des donateurs peuvent être conciliés avec ceux des bénéficiaires.

168. Le **REPRESENTANT du ROYAUME-UNI** a propos des critères de la présence du Fonds et de l'isolement géographique, fait observer que le critère de pauvreté favorise déjà les pays les plus petits, car il ne tient pas compte de la taille. L'addition des critères de la présence du Fonds et de l'isolement géographique, qui sont des chiffres représentant uniquement des taux qui

ne varient pas avec la dimension du pays, ne fera qu'accumuler les distorsions au risque de les rendre, dans les cas extrêmes, très flagrantes. Le cas de Sao Tome et Principe peut servir d'illustration. Il pense que c'est là une distorsion indésirable dans l'affectation des ressources du Fonds.

169. Il est néanmoins conscient que, du point de vue opérationnel, il puisse y avoir une taille minimale de programme en dessous de laquelle le Fonds Africain de Développement ne souhaiterait pas descendre, s'il veut que ses opérations riment à quelque chose. Il pense qu'il serait préférable de rationaliser ceci en abaissant tout simplement le seuil de tous les programmes par pays. Les autres critères de la population et du PNB par tête seraient alors convertis en un paramètre de programmation provisoire. Si ce chiffre est en-dessous du seuil minimal, il pourra être relevé à ce niveau. L'effet cumulé des trois critères qui ne profite qu'aux petits pays pourra alors être réduit.

170. S'agissant de l'approche de la prise en compte du critère de la performance, il déclare que les commentaires faits par les experts sont très utiles. Il est néanmoins frappé par le fait que cette prise en compte se fasse d'une manière légèrement différente de celle qui est indiquée dans le document. Il se pourrait que si les programmes indicatifs étaient déterminés pays par pays, sur la base des critères de la population et du PNB par tête, les chiffres de base pourraient alors être modifiés à la hausse ou à la baisse d'un certain pourcentage selon les facteurs de performance. Cette procédure pourrait faire justice aux préoccupations exprimées par ses collègues.

171. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** estime que la formule proposée par le Délégué belge est à la fois appropriée et facile à appliquer. Ce à quoi les Délégués devraient s'atteler à présent, c'est de déterminer le pourcentage à appliquer à chaque volet des indicateurs de performance.

172. Le tableau relatif à l'affectation des ressources du FAD montre que sur la base des différents critères, le coefficient pondéré affecté aux critères d'isolement géographique et de présence du Fonds est trop élevé, et cela entraîne évidemment des distorsions. Une solution possible à ce problème pourrait être de réduire ces coefficients ou de leur imposer un plafond.

173. Le **REPRESENTANT de la NORVEGE** trouve difficile de débattre isolément cette question. Il serait utile de considérer les priorités sectorielles. Il attire l'attention sur le fait que les Délégués sont en train de débattre un outil de gestion qui demande des chiffres non disponibles pour le moment. En fait, les Délégués devraient avoir une vue panoramique des priorités

sectorielles et de prêt, ainsi que des prêts à l'appui des réformes. En tout état de cause, les points soulevés cet après-midi sont tous très pertinents, car ils indiquent les orientations des opérations du Fonds.

174. En ce qui le concerne, la performance et les priorités font partie intégrante du programme de prêt. Pour cela, il ne voit pas l'utilité d'un pourcentage à part pour la performance. Les affectations de chaque pays doivent donc varier dans le respect des priorités du programme de prêt.

175. La **REPRESENTANTE du CANADA** trouve très utile la présentation que la Direction a faite de la question à l'ordre du jour. S'agissant des propositions de son collègue du Royaume Uni, elle retient les suggestions relatives à la réduction des critères, et la fixation d'un seuil en dessous duquel les affectations des pays ne doivent pas descendre. Néanmoins, les autres aspects de sa proposition qui concernent la fixation des affectations par pays sur la base de deux critères et d'avoir ensuite une limite supérieure ou inférieure la laissent perplexe, car il n'y aura pas tellement de liberté de manoeuvre. La présence du Fonds dans les pays membres peut se baser sur la performance, comme l'a suggéré le Délégué norvégien, surtout si la performance doit être portée intégrante du programme opérationnel. Ce qui reste à faire, c'est de donner des indications sur la manière dont les prêts à l'appui des réformes s'intégreront dans le contexte global. Elle pense que les prêts à l'appui des réformes devront être intégrés dans l'exercice global de programmation par pays du Fonds.

176. Le **REPRESENTANT des ETATS-UNIS d'AMERIQUE** pense que les documents des Perspectives Economiques et Programmes par Pays (PEPP) doivent servir de véhicules pour les priorités nationales, car les priorités sectorielles des pays membres ne sont pas les mêmes.

177. Le **REPRESENTANT du DANEMARK** déclare que la Direction a raison de dire que du point de vue administratif, une affectation minimale est nécessaire pour exécuter une programmation significative. Mais les annexes laissent voir que deux critères, à savoir la présence du Fonds et l'isolement géographique surcompensent cette condition, car certains pays finissent par avoir une affectation totale de 25 millions d'UCF, alors que Sao Tome et Principe, par exemple, a 35 millions d'UCF. Il pourrait s'avérer judicieux soit de fixer un plafond sur ces critères comme il a déjà été suggéré, soit de les combiner en un seul critère.

178. Il ne considère pas les 10 % comme le coefficient de pondération attribué à la performance, mais plutôt comme les ressources additionnelles qui seront affectées aux pays ayant une bonne performance dans les domaines prioritaires tels que la lutte contre la pauvreté, l'intégration des femmes dans le développement et la protection de l'environnement.

179. Le **COORDINATEUR** rappelle avoir suggéré avant le déjeuner que la question soit examinée de manière informelle au cours d'une séance de travail prévue pour ce soir. Il exhorte les Délégués à participer à cette réunion pour qu'une solution puisse être trouvée au problème de l'affectation des ressources.

L'EXPERIENCE DU FAD EN MATIERE D'OPERATIONS DE PRETS A L'APPUI DES REFORMES ET MESURES DE POLITIQUE, 1986-1990 (ADF-VI/CM.2/90/04) (point 3.2 de l'ordre du jour)

180. **M. KASONGA**, présentant le document sur l'expérience du FAD en matière d'opérations de prêt à l'appui des réformes et des mesures de politique, 1986-1990 (ADF-VI/CM.2/90/04), fait savoir qu'il se compose de trois principaux éléments. La première section passe en revue les opérations de prêts à l'appui des réformes exécutés de 1986 à 1990 du point de vue tant quantitatif que qualitatif. Du point de vue quantitatif, le document donne le nombre des prêts octroyés, avec les montants et les pays bénéficiaires. Il aborde aussi le taux de décaissement. Du point de vue qualitatif, le document examine quatre éléments, à savoir le contenu des programmes, les compétences des économistes impliqués dans la préparation des documents des programmes par pays, le dialogue avec les pays destinataires, et la coordination de l'aide, ainsi que la fixation des conditions des prêts.

181. La deuxième section traite des opérations d'ajustement économique et des décaissements y ayant trait. Une attention spéciale a été accordée au mécanisme opérationnel, aux procédures impliquées dans ces mécanismes, et aux décaissements des tranches respectives.

182. La troisième partie du document est consacrée à l'examen des perspectives des opérations d'ajustement économique pour la période 1991-1993.

183. Il souligne que le Tableau n° 1 de l'Addexe indique des progrès significatifs dans la taille et le nombre des prêts, ainsi que le nombre de pays bénéficiaires. Il y a eu aussi une amélioration importante de la qualité des prêts d'ajustement structurel ; l'accent, qui avait d'abord été placé sur la statilisation, s'est reporté sur les politiques qui peuvent transformer les structures et accélérer ainsi le développement. Grâce à l'expérience acquise par le Fonds, les dimensions sociales et culturelles du programme sont davantage prises en compte. En 1991-1993, le centre de gravité des activités se déplacera des objectifs à court terme vers la croissance et les objectifs à long terme. La troisième section du Document met également l'accent sur les besoins financiers des programmes d'assistance spéciale actuellement financés par la Banque Mondiale.

184. M. **MERGHOUB** (BAD) fait savoir que les opérations de prêt à l'appui des réformes sont au nombre des activités que le FAD partage le plus effectivement avec les autres donateurs, surtout ceux qui participent au PSA, au niveau des discussions sur les programmes des réformes de politique et dans la mesure où les conclusions tirées sont aussi valables pour les programmes du FAD. A l'avenir, les opérations se poursuivront dans le cadre du PSA et en coopération avec les autres agences et bailleurs qui participent au programme. On s'attend à ce qu'à l'avenir les opérations s'étendent à environ 22 à 24 pays, mais sans dépasser le pourcentage cumulé de 20 à 25 % du total des ressources du FAD-VI, conformément à la décision des Plénipotentiaires.

185. Il attire toutefois l'attention sur le fait que depuis que le document a été rédigé, la scène internationale a connu des changements considérables, à la suite de la crise du Golfe. Les récentes estimations de la Banque Mondiale sur l'augmentation des besoins des pays de l'Afrique sub-saharienne qui en découlera, à l'exclusion du Soudan, se chiffre à environ 1 à 1,5 milliard de \$E.U. par an, soit un total atteignant 4 milliards de \$E.U. en plus des chiffres initiaux du PSA-II qui sont d'environ 20 milliards de \$E.U. Ces chiffres ont essentiellement trait à l'effet direct de la crise sur le volet importation de la balance des paiements des ces pays. Ils ne tiennent pas compte de l'impact qu'aura probablement la récession économique internationale sur les exportations, ou sur les remboursements de la dette à la suite des hausses des taux d'intérêt.

186. Le **REPRESENTANT** de l'**AUTRICHE** aimerait savoir ce qu'est la politique du FAD si ces opérations viennent à échouer. Il pense particulièrement à la Somalie qui venir de recevoir un prêt FAD, bien que le programme financé dans ce pays par le Banque Mondiale ont été arrêté.

187. M. **MERGHOUB** fait savoir que ces opérations ne sont lancées qu'à la condition qu'elles soient suivies par le FMI et soient en cours. Les décisions du FAD sont prises en consultations avec les partenaires, comme cela s'est passé dans le cas du prêt agricole à la Somalie.

188. Le **REPRESENTANT** du **JAPON** déclare qu'il continuera à insister sur le fait que la meilleure manière d'attendre l'objectif de la lutte contre la pauvreté à long terme passe par la fourniture d'infrastructure de base pour promouvoir la croissance. Dans ce contexte, l'essentiel des prêts du Fonds doit aller aux projets. Les prêts projets doivent donc être contrôlés de manière stricte, et maintenus au minimum. Tout en admettant que bien conçus, ils peuvent être très efficaces pour surmonter la crise économique à court terme, la proposition d'augmenter la proportion de ces prêts est source de préoccupation. Il faut veiller à ce que ces prêts ne soient par

perçus comme un dû par les pays récipiendaires, pour ne pas augmenter les risques auxquels le Fonds s'expose.

189. Le **COORDINATEUR** signale qu'il faut faire la distinction entre la Banque et le Fonds dans ce débat. Il importe de préciser le nombre d'opérations que le Fonds a co-financées avec la Banque Mondiale, ainsi que le niveau de coordination entre les deux institutions dans le domaine des prêts à l'appui des réformes.

190. S'agissant de la deuxième remarque du représentant du Japon, il constate qu'il ne semble y avoir aucun désaccord au sujet de la proposition émise par le personnel à propos de plus de souplesse sur les prêts à l'appui des réformes, en lieu et place d'un respect de quotas fixes.

191. M. **KASONGA** explique que presque toutes les opérations d'ajustement économique ont été menées en coopération non seulement avec la BIRD, mais aussi avec d'autres agences et bailleurs de fonds, et qu'avec l'augmentation de son expérience, le Fonds gagnait en expertise.

192. Le **REPRESENTANT** du **ROYAUME UNI** retient la suggestion faite par le Canada, à savoir que tous les aspects du dialogue avec le pays doivent être indiqués dans l'approche de la stratégie du pays. Mais il partage aussi le point de vue du délégué japonais qu'il pourrait être préférable de traiter les prêts à l'appui des réformes comme une affectation distincte des programmes indicatifs par pays. Il pense que du point de vue opérationnel, il est judicieux de traiter ainsi les prêts à l'appui des réformes étant donné leur importance particulière pour le Programme Spécial d'Aide à l'Afrique, la nécessité de réagir aux décisions du PSA, de coordonner les agences internationales de financement, et de contrôler la limite globale de cette forme de prêt.

193. Il est heureux d'entendre la Direction confirmer la coordination entre le Fonds et la Banque Mondiale sur les opérations de prêts à l'appui des réformes. Il souhaiterait néanmoins voir en plus une meilleure synchronisation entre les opérations de l'AID et du FAD. Lorsque le Conseil du FAD approuve avec plusieurs mois de retard un prêt AID, il se que les conditions aient changé de manière significative dans le pays, ce qui rend difficile de coordonner les décisions sur les conditionnalités et le déblocage des tranches dans la plupart des cas.

194. Parlant de conditionnalité, il invite à la prudence pour l'introduction éventuelle de conditions distinctes par le FAD.

195. Quant aux modalités des prêts, il a quelques réserves sur la pratique qui consiste à lier les fonds de contrepartie dans les opérations d'ajustement du FAD aux projets FAD. La

position générale du Royaume-Uni est que les fonds de contrepartie produits par les prêts à l'appui des réformes doivent essentiellement être non liés.

196. Il serait également utile d'avoir des éclaircissements sur la définition des prêts à l'appui des réformes qu'utilise la Direction.

197. Il souhaite redire que le Royaume Uni n'appuie pas la proposition de la Direction relative à l'engagement du FAD dans l'allègement de la dette.

198. Le **COORDINATEUR** relève qu'il y a un accord général sur une meilleure synchronisation sur les opérations d'ajustement structurel entre l'AID et le FAD.

199. Le **REPRESENTANT de la REPUBLIQUE FEDERALE d'ALLEMAGNE** dit que la question relative à l'acquisition de l'expérience et de l'expertise est importante. Mais il aimerait à nouveau mettre l'accent sur la nécessité d'être prudent dans le domaine des prêts à l'appui des réformes, et d'éviter d'abandonner les conditions fixées par la Banque Mondiale.

200. A propos des objectifs des vingt-six prêts à l'appui des réformes octroyés jusqu'à présent, il fait savoir qu'il attache beaucoup plus d'importance au quatrième relatif au financement des coûts sociaux de l'ajustement qu'au premier. Il signale que les ressources de l'AID-9 ne serviront pas à l'allègement de la dette. Il partage aussi la préoccupation exprimée par le représentant du Japon, à savoir que si les prêts à l'appui des réformes ne sont pas convenablement planifiés, les pays bénéficiaires pourraient après un certain temps n'être pas en mesure d'honorer les remboursements.

201. Le **COORDINATEUR** déclare que ce serait un motif de satisfaction que les prêts à l'appui des réformes de politique économique soient populaires, pourvu qu'on n'en vienne pas à les considérer comme un dû.

202. Il note que l'un des points soulignés dans le document est celui de l'accumulation.

203. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** fait savoir qu'il considère le seuil de 25 % comme une amélioration par rapport aux 20 %, maintenant que les préoccupations initiales sur le programme ont été apaisées. L'un des objectifs du Fonds devrait être de remplacer les prêts BAD par d'autres prêts ; ce but pourrait justifier le relèvement du pourcentage de ces prêts.

204. Il convient que les donateurs devraient s'entendre sur une même liste de conditions. Il ne partage pas les préoccupations exprimées par le représentant de la République Fédérale

d'Allemagne ; les prêts à l'appui des réformes ne sont pas des subventions, mais des prêts de développement.

205. A son avis, il ne serait pas utile d'utiliser les ressources du FAD pour alléger la dette. Il préférerait les voir servir à améliorer la gestion de la dette et la situation des pays bénéficiaires.

206. Il souhaite redire l'intérêt sans faille qu'il porte aux prêts projets, et ses inquiétudes sur les taux de décaissement de ces prêts.

La réunion est suspendue à 16 h 40 et reprise à 17 heures.

207. Le **REPRESENTANT** du DANEMARK remercie la Direction pour le document extrêmement détaillé sur les prêts à l'appui des réformes et pour la présentation qui a été faite.

208. Il souligne de prime abord qu'il ne remet pas en cause la nécessité pour les pays emprunteurs d'avoir recours à ce type de prêts et qu'il n'objecte pas la proportion que la Direction se propose d'y consacrer. Il y a cependant lieu de reconnaître qu'il s'agit d'allouer des fonds dans un cadre limité de ressources ; par conséquent, il ne peut pas y avoir de transferts entre les montants affectés aux prêts à l'appui des réformes et les sommes consacrées aux prêts projets ; cela en soit fixe une limite sur ce qui peut être fait.

209. Il constate que plusieurs délégations ont posé la question de savoir si la part accordée à ces prêts devrait être faite à l'intérieur ou à l'extérieur des allocations régulières et rappelle à ce propos qu'il avait mis en exergue l'avantage de programmer ces prêts à l'extérieur des allocations régulières. Cette approche permettra une plus grande flexibilité car il serait souhaitable d'accorder un traitement égal à tous les pays éligibles.

210. Concernant le niveau global des prêts à l'appui des réformes pour la période du FAD-VI, il note dans le document une référence à l'amélioration des qualifications des experts dans ce domaine. Même s'il félicite la Direction d'avoir développé cette expertise additionnelle, il trouve que ce n'est pas un argument suffisant pour en justifier l'utilisation à hauteur de 100 %.

211. Quant aux pourcentages effectifs, il pense qu'il est difficile à ce stade de se prononcer pour 20 ou 25 % dans la mesure où il n'y a pas une définition claire de ce que l'on entend par prêts à l'appui des réformes. Il ne nie pas le fait qu'une définition existe pour la période du FAD-V ; mais dans le cadre du FAD VI, il y a lieu de savoir s'il faut la maintenir ou l'ajuster.

212. Au sujet du rôle du Fonds dans le PSA II, la délégation danoise ne pense pas que le FAD doit nécessairement soutenir les opérations de prêts à l'appui des réformes dans le cadre du PSA II dans tous les pays qui sont éligibles.

213. En ce qui concerne la substance de ces prêts, il souscrit aux observations du délégué du Royaume-Uni, à savoir qu'une plus grande synchronisation serait utile entre la Banque Mondiale et le FAD. Il partage également l'avis selon lequel il faut faire très attention aux conditionalités séparées, surtout dans le domaine macro-économique.

214. A la question de savoir si le rôle du FAD devrait essentiellement être limité à empêcher les conséquences sociales adverses des programmes d'ajustement, le Représentant du Danemark répond par la négative. Bien au contraire, il serait justifié d'accorder au Fonds un rôle beaucoup plus étendu.

215. A propos de la question de la dette, il partage l'opinion selon laquelle, il n'est pas approprié d'utiliser les ressources du Fonds pour des activités identiques à la facilité de la Banque Mondiale de 100 millions de \$ E.U. Cette facilité de la Banque Mondiale est suffisamment pourvue pour faire face à la question ; c'est pourquoi, il ne serait pas judicieux d'introduire une deuxième facilité dans le cadre du FAD.

216. Quant à la question du refinancement des prêts consentis par la BAD en utilisant des ressources du Fonds, il souligne que ce n'est pas non plus le rôle du FAD étant donné qu'une facilité existe à cette fin dans le cadre de l'AID.

217. La **REPRESENTANTE de la SUEDE** convient que ces prêts à décaissement rapide sont nécessaires pour appuyer les efforts de développement des pays africains surtout avec l'impact de la crise du golfe sur la plupart de ces pays.

218. Le niveau de ce type de prêts doit être maintenu à 20 % pour les raisons qui ont été très bien expliquées par son collègue du Japon. Le FAD devrait concentrer son intervention au titre de ces prêts sur les réformes sectorielles compte tenu de l'expérience bien campée de ses experts dans ce domaine. Ces prêts d'ajustement sectoriels devront être bien conçus et bien coordonnés avec les donateurs bilatéraux, la Banque Mondiale et le FMI qui opèrent au niveau macro-économique. Elle souscrit aux conclusions du document de travail qui indique que pour accorder ces prêts, il faudra tenir compte de la disposition des pays à élaborer des programmes de dépenses publiques qui donnent la priorité aux activités de lutte contre la pauvreté ainsi qu'à celles relatives à la dimension sociale de l'ajustement.

219. Elle met également l'accent sur l'importance qu'il y a à articuler ces prêts dans les stratégies des pays et à les lier à la politique de dialogue avec les pays.

220. Concernant la réduction de la dette, la délégation suédoise est également d'avis qu'il ne serait pas approprié que le FAD se lance dans des opérations de cette nature.

221. Le **REPRESENTANT des PAYS-BAS** convient que le FAD doit continuer à financer des prêts à l'appui des réformes ; mais il y a lieu de noter que la Banque Mondiale est en train de se départir progressivement de ce type d'opérations au profit des prêts projets. Il serait bon de procéder à une évaluation systématique de ces prêts ; il admet que la tâche n'est pas aisée, aussi suggère-t-il à la Direction de consulter les conclusions des deux études que la Banque Mondiale a élaboré à ce propos.

222. Il souscrit à la deuxième conclusion du document, à savoir que l'allocation des ressources du FAD destinées à financer les opérations d'ajustement économique devra d'abord obéir aux critères de performance. Le cadre offert par le PSA est utile à cet égard.

223. Quant à la formation des économistes, il note l'absence de référence à la collaboration avec la Banque Mondiale dans les conclusions. Aussi souligne-t-il qu'il est utile d'entretenir une collaboration étroite avec la Banque Mondiale non seulement pour arriver à élaborer des politiques conséquentes, mais aussi pour renforcer cette formation.

224. La délégation néerlandaise est prête à envisager le pourcentage de 25 %, mais elle réitère la nécessité d'une collaboration étroite avec la Banque Mondiale et souligne l'utilité d'avoir un mécanisme automatique de contrôle qui empêchera de dépasser le plafond qui sera fixé. L'expérience encore récente de la Banque pour ce type de prêts nécessite l'existence d'un tel mécanisme.

225. Concernant la définition des prêts à l'appui des réformes, les explications de la Direction ne sont pas satisfaisantes. Les autorités néerlandaises préféreraient que tous les prêts hors projets ainsi que les prêts sectoriels soient inclus dans la définition des prêts à l'appui des réformes.

226. L'élaboration d'un meilleur pipeline de ces prêts est également nécessaire et dans le cadre d'une revue à mi-parcours, il faudra procéder à une évaluation minutieuse car elle fait défaut.

227. La **REPRESENTANTE** du **CANADA** pense que tous les délégués ont admis que des réformes de politique sont nécessaires dans les pays qui utilisent les ressources du FAD ; ils reconnaissent également que l'institution a un rôle très important à jouer avec la Banque Mondiale, le FMI et les donateurs bilatéraux dans le cadre du PSA. A son avis, la question clé est de savoir comment utiliser cet instrument de prêts.

228. La stratégie par pays constitue le noyau des rapports entre une institution et les pays emprunteurs ; c'est pourquoi ces réformes doivent être appuyées par toute la gamme des opérations de la Banque et pas seulement par les prêts à l'appui des réformes. Un bon prêt ne peut pas être identifié dans un mauvais cadre de politique. Chaque prêt d'une manière ou d'une autre est une sorte de prêts à l'appui des réformes si l'on considère la définition la plus large. Les vues détaillées du Canada sur cet aspect sont indiquées au paragraphe 25 du rapport de l'AID-9.

229. Elle pense qu'il y a eu collaboration avec la Banque Mondiale, le FMI aussi bien qu'avec les donateurs bilatéraux sur les questions macro-économiques. A son avis, les donateurs bilatéraux se rendent de plus en plus compte qu'eux aussi ont un rôle à jouer dans ses efforts d'ajustement économiques. Aussi, réitère-t-elle la nécessité pour le FAD d'entretenir une collaboration étroite avec l'AID et toutes les sources analogues. Sur ce point, elle ajoute que toutes les opérations à l'appui des réformes doivent avoir pour base la programmation par pays.

230. Il serait par ailleurs indiqué de connaître pourquoi la Banque Mondiale est en train de se détourner des prêts à l'appui des réformes au profit des prêts sectoriels. Toujours à propos de la définition, il serait bon que dans le cadre du FAD, elle soit rétrécie pour se concentrer sur l'aspect sectoriel. La détermination du pourcentage exact dépendra de la définition qui sera arrêtée.

231. Concernant la réduction de la dette, elle souscrit aux remarques selon lesquelles, il n'est pas approprié d'utiliser les ressources du FAD à cette fin.

232. Le **REPRESENTANT** de la **NORVEGE** pense qu'aucun délégué ne remet en cause la nécessité des prêts d'ajustement économiques, mais il y a une limite à ce que le FAD peut entreprendre. Par conséquent, la proportion à allouer à ce type de prêts doit être limitée pour le FAD-VI comme cela a été le cas pour le FAD-V. Il souscrit à l'approche plus large proposée par le Canada, parce que les transformations qui ont lieu au sein des sociétés africaines impliquent beaucoup plus d'aspects que ces ajustement structurels classiques au niveau macro-économique. C'est pourquoi les prêts traditionnels ont également un rôle à jouer dans ce processus.

233. A propos du PSA, il n'a aucun problème au niveau de la définition ou des cofinancements dans ce cadre. Mais il faut signaler que tous les pays ne sont pas éligibles au PSA même s'ils entreprennent des programmes d'ajustement structurels. Pour y être admis, il faut qu'ils aient de sérieux problèmes de dettes. Ceci l'amène à aborder la question de la synchronisation avec la Banque Mondiale. Même s'il apprécie cette synchronisation des activités de la Banque Mondiale et du FAD, il pense qu'il faut introduire une certaine flexibilité. En effet du côté bilatéral, la Norvège a cofinancé des programmes d'ajustement dans le cadre du PSA sans avoir à synchroniser ses actions avec celles de l'AID et pourtant il n'y a eu aucun problème.

234. Le **REPRESENTANT de la NORVEGE** est en position d'accepter la définition actuelle mais demande que la proposition soit limitée à 20 % pour les raisons avancées lors de la 1ère réunion à Abidjan.

235. Concernant la dette, il s'associe pleinement aux vues exprimées et ajoute que si les ressources du FAD sont utilisées pour des opérations de rachat de la dette, cela posera un véritable problème à ses autorités. Le Parlement norvégien a clairement stipulé que l'argent de l'aide ne doit absolument pas être utilisé à cette fin. Si cette vue n'est pas respectée, ses autorités auront des difficultés à contribuer à cette sixième reconstitution.

236. La **REPRESENTANTE de la FINLANDE** pense que les prêts à l'appui des réformes sont une forme d'assistance à retenir au cours du FAD-VI et qu'ils doivent être coordonnés avec les PSA. Par conséquent, une collaboration étroite avec la Banque Mondiale est essentielle.

237. Elle aimerait savoir comment les prêts sectoriels et les prêts de réhabilitations seront introduits dans les programmes à l'appui des réformes.

238. A propos du plafond des 25 %, elle souscrit à la proposition des autres délégations scandinaves, à savoir qu'il faut maintenir 20 %. Il ne serait vraiment pas prudent d'augmenter cette proportion.

239. Il est très clair que les opérations de la réduction de la dette ne peuvent pas être financées à partir des ressources du FAD. Il existe des mécanismes tels que le club de Paris qui peuvent s'occuper entièrement de ce problème.

240. Concernant les décaissements rapides, elle aimerait avoir des informations complémentaires à propos du tableau 2 relatif aux décaissements annuels des prêts à l'appui des

réformes pour la période de 1986-1990, car ces chiffres varient énormément alors que de nombreux prêts n'ont pas été dépensés.

241. M. MERGHOUB (BAD), en réponse aux observations formulées, explique concernant l'orientation des opérations vers l'ajustement sectoriel que la Direction va y revenir. Les pays qui vont bénéficier du PSA II sont à quelques exceptions près les mêmes qu'au PSA I. L'accent a été mis sur les ajustements macro-économiques dans le PSA I ; en revanche, le PSA II se focalisera sur les ajustements sectoriels, étant donné les progrès enregistrés dans la gestion macro-économique et la nécessité d'orienter les ressources vers des réformes sectorielles de plus long terme.

242. Concernant le pipe-line des prêts à l'appui des réformes pour les 3 prochaines années, il souligne que l'identification des pays dans le pipe-line ne veut pas nécessairement dire que des projets de ce type seront réalisés automatiquement dans ces pays. La Direction sera guidée à chaque fois par ses PEPP et sa stratégie par pays.

243. A propos de la synchronisation des opérations, il fait observer que le FAD ne finançant pas toutes les opérations de cette nature dans un pays, il est souvent invité à se joindre à une opération qui a été initiée par la Banque Mondiale ou est en train d'être étudiée. La Direction du FAD doit alors à ce moment élaborer les conditionalités appropriées en collaboration avec la Banque Mondiale, dans le réalisme et l'harmonie avec la situation macro-économique qui prévaut à ce moment. Quand l'intervention du FAD suit, la Banque Mondiale évalue l'opération, et le Fonds a normalement besoin d'actualiser sa liste de conditionnalités en coordination avec la Banque Mondiale, et ceci en raison du nouvel environnement macro-économique. Les interventions du Fonds consécutives à celles de la Banque Mondiale se sont avérées bénéfiques, car elles apportent un appui supplémentaire aux programmes soutenus par toute la communauté des bailleurs de fonds. Il s'agit en fait d'une conditionalité actualisée. Il existe donc bien une bonne synchronisation des opérations, et la plupart du temps (sinon toujours) la Banque Mondiale et le FMI sont heureux de l'appui au FAD.

244. Concernant la formation des experts, M. Merghoub signale qu'il y a des échanges d'experts entre la Banque Mondiale et la Banque. Cette année, quatre experts de la BAD seront envoyés au centre de formation du FMI dans un programme très bien défini. Il y a également des échanges d'experts au niveau de certaines opérations, telles que la DSA, la préparation des mémoranda macro-économiques, etc...

245. Quant à la définition des prêts à l'appui des réformes puisque le FAD travaille dans le cadre du PSA, il utilise les mêmes normes que les autres bailleurs de fonds. La définition donnée

dans le document est celle qui a été adoptée par toutes les parties ayant adhéré à ce programme. Si le FAD doit se départir de cette définition, il faudra le faire après discussions avec les autres parties. Il y a lieu d'indiquer que la définition du FAD n'englobe pas les prêts sectoriels et ceux de réhabilitation car ces prêts ne soutiennent pas la balance des paiements.

246. A l'annexe 2 du document figurent les observations liées aux décaissements. Cette annexe démontre clairement la prudence observée par le FAD dans le domaine des prêts à décaissements rapide ; la direction accorde une attention particulière aux conditionalités même si cela implique que le prêt doit être décaissé en 3 ou 4 ans au lieu de 18 mois.

247. M. KASONGA (BAD) ajoute à propos de la formation des économistes qu'outre, l'envoi d'experts de la BAD en stage sur l'analyse macro-économique et financière, des séminaires sont également organisés en étroite collaboration avec les autres bailleurs de fonds et plus particulièrement avec l'institut de développement économique de la Banque Mondiale. Des séminaires sont aussi organisés, toujours avec la Banque Mondiale, sur les mesures d'accompagnement, plus particulièrement la dimension sociale de l'ajustement structurel.

248. A la question de savoir si la Direction intègre la question de l'allègement de la pauvreté dans les opérations d'ajustement économique, M. Kasonga répond par l'affirmative. En effet dans les programmes d'ajustement de la 2ème génération auxquels le FAD a affaire depuis 1988, cet élément est pris en considération. La dimension sociale de l'ajustement comporte trois composantes :

- La première consiste à compenser les coûts sociaux ;
- la deuxième consiste à protéger les groupes vulnérables ;
- la troisième consiste à inclure dans les programmes d'investissements publics des projets à rentabilité sociale bien que cette rentabilité soit différée dans le temps.

249. Le **REPRESENTANT des ETATS-UNIS d'AMERIQUE** demande que soit distribué un schéma qui se rapporte à la discussion sur l'allocation des prêts à l'appui des réformes, le FAT ainsi que le PSA et sur lequel il appuiera son intervention.

Il en est ainsi décidé

250. Le REPRESENTANT des ETATS-UNIS d'AMERIQUE fait savoir que le tableau qu'il a fait distribuer a trait aux discussions sur les affectations de ressources, les prêts à l'appui des réformes, ainsi qu'aux problèmes concernant le programme essentiel, le PSA et le FAT.

251. Il souligne que bien que les négociations du PSA II ne soient pas encore achevées, il est clair qu'on insistera moins sur les critères de service de la dette.

252. L'impression du COORDINATEUR, c'est que même si quelques pays vont être ajoutés à ceux qui peuvent déjà bénéficier du PSA, les principaux critères du programme resteront néanmoins les mêmes.

253. Le REPRESENTANT des ETATS-UNIS d'AMERIQUE fait savoir que le principal objectif qu'il assignait à son tableau en préparant le document, c'était de présenter une synthèse des commentaires formulés cet après-midi, surtout sur l'utilisation efficace des maigres ressources du Fonds et sur la mise en place d'un mécanisme simple pour mieux souligner la performance. Une option consisterait à définir un seuil de performance, et ensuite le gros des ressources pourrait aller aux pays qui sont au-dessus de ce seuil. Le solde des ressources serait réparti entre les autres. Des programmes indicatifs peuvent être élaborés pour les pays bénéficiaires, sur la base surtout de critères légèrement révisés de PNB par tête et de population. Le contenu de ces programmes devra être en harmonie avec les PEPP qui à leur tour devront être cohérentes avec la réserve de projets, le secteur d'investissement, les prêts à décaissement lent, et les orientations en direction du secteur social, y compris la lutte contre la pauvreté, l'environnement, et l'intégration des femmes dans le développement.

254. Le problème des prêts à l'appui des réformes doit être traité à part, et non avec le programme indicatif, ni avec le programme essentiel, ni avec le FAT. Il espère que le tableau, tel que présenté, permettra aux Délégués de parvenir à un consensus sur la question.

255. Le COORDINATEUR, se référant au schéma distribué aux participants par la délégation des Etats-Unis, croit comprendre que, bien qu'aucun chiffre ne soit indiqué, l'intention est de fixer des minimums. En outre, il y a lieu de présumer que les pays figurant dans les deux cases inférieures seraient également englobés dans le système de perspectives économique et de programmation par pays (PEPP). C'est là un point important car, comme l'a fait valoir la délégation canadienne, le dialogue concernant la programmation par pays doit couvrir tous les éléments pertinents. Par ailleurs, la mention qui est faite dans le schéma du PNB par habitant et de la dimension des pays en tant que principaux critères à prendre en considération correspond à la position exposée par la délégation du Royaume-Uni.

256. Le **REPRESENTANT des ETATS-UNIS d'AMPERIQUE** précise que, selon le schéma proposé, les ressources allouées aux activités de base seraient affectées sur la base des projets et non sur celle des programmes d'ajustement que les pays auraient entrepris. Pour ce qui est du dialogue politique avec les pays, le système de PEPP pourrait être élargi car il est extrêmement utile aux fins de la programmation indicative, compte tenu également du critère du performance.

257. Le **REPRESENTANT du ROYAUME-UNI** souligne que les deux principaux facteurs à prendre en considération aux fins de la détermination par pays des ressources programmables doivent être le PNB par habitant et les effectifs de la population, car l'introuction du critère concernant la présence du Fonds risque de fausser la répartition des ressources entre les grands et les petits pays.

258. Le **COORDINATEUR**, résumant la discussion, déclare que les participants sont convenus, tout d'abord, que les prêts à l'appui de réformes devront jouer, pendant la période couverte par la sixième reconstitution des ressources du FAD, un rôle aussi important que pendant la période précédente.

259. Deuxièmement, les prêts à l'appui de réformes devront être accordés rigoureusement dans le cadre du Programme Spécial pour l'Afrique (PSA), en consultation avec la Banque mondiale, le FMI lorsqu'il y a lieu et les autres donateurs.

260. Troisièmement, la Direction a pris note des problèmes soulevés à propos de la synchronisation et de la conditionnalité ; l'important est qu'elle observe les directives générales fixées en la matière et harmoniser son action avec celle des autres organismes intéressés.

261. Quatrièmement, les participants ont été unanimes à se féliciter des efforts déployés pour approfondir l'expérience des membres du personnel du FAD dans les domaines où sont réalisées des activités conjointes avec la Banque mondiale. Ces efforts de formation permettent au personnel du FAD de participer au dialogue avec la Banque mondiale et, ainsi, d'exercer une influence propre.

262. Cinquièmement, la plupart des orateurs ont considéré que les prêts à l'appui de réformes devraient mettre un accent plus marqué sur les activités sectorielles, éventuellement en coopération avec la Banque mondiale. Les participants se sont accordés à appuyer l'idée selon laquelle le FAD devrait accorder la priorité à l'agriculture et aux secteurs sociaux. Le rapport final devrait cependant être rédigé en termes assez souples sur ce point, étant donné que la crise

dans le Golfe exigera sans doute des ajustements macro-économiques et influera certainement sur l'attitude que les donateurs adopteront au sujet du second Programme Spécial pour l'Afrique.

263. Pour ce qui est du pourcentage des ressources à affecter aux prêts à l'appui de réformes, certaines délégations ont dit que 20 % devrait être un maximum, mais d'autres sont favorables à un chiffre de 25 %. La décision sur ce point dépendra de celle qui sera adoptée au sujet du processus d'allocation des ressources dans son ensemble, ainsi que du volume de la reconstitution des ressources. Néanmoins, l'accord s'est fait sur un point, à savoir qu'il devra être fixé une limite maximum à ne pas dépasser. Par ailleurs, les participants sont convenus que les prêts à l'appui de réformes ne doivent pas être considérés comme un droit ou comme une expectative légitime, mais plutôt comme un encouragement devant inciter les pays à entreprendre des réformes difficiles, voire douloureuses.

264. La question de l'accès aux prêts à l'appui de réformes devra être régulièrement passée en revue par la Banque et les emprunteurs, dans le cadre de leur dialogue, pendant toute la période de trois ans. Il ne sera pas nécessaire que la Direction élabore un nouveau document sur ce point : le projet de rapport pourra refléter l'entente intervenue, avec des variantes tenant compte des différentes vues exprimées.

265. Enfin, il convient de souligner non seulement que nul n'a encouragé la Direction à utiliser les ressources du FAD à des fins de restructuration de la dette, mais encore que certaines délégations s'y sont énergiquement opposées. Il faut par conséquent considérer qu'il s'agit là d'une question sur laquelle l'on ne reviendra pas.

266. Le **REPRESENTANT** de la **REPUBLIQUE FEDERALE d'ALLEMAGNE** pense qu'il faudrait, dans le rapport, bien mettre en relief, comme l'a signalé la délégation néerlandaise, le fait que la Banque Mondiale, pour différentes raisons, met de plus en plus l'accent non plus sur les prêts à l'appui de réformes, mais sur les prêts sectoriels. Cela semble être la tendance pour les années 90.

267. Par ailleurs, comme l'a déclaré la délégation norvégienne, il faudra s'en tenir à la limite de 20 % en matière de prêts à l'appui de réformes si les définitions sur lesquelles repose le PSA ne changent pas. Dans le cas contraire, il faudra peut-être faire preuve de souplesse.

268. Le **COORDINATEUR** n'est pas certain qu'une telle souplesse soit possible à ce stade, vu que certaines délégations sont opposées à un chiffre supérieur à 20 %. Néanmoins, si la

Banque Mondiale modifie les définitions utilisées en vue du second Programme Spécial pour l'Afrique, la Banque africaine de développement devra suivre.

269. En ce qui concerne la formule d'allocation des ressources, le Coordinateur note que la délégation des Etats-Unis s'est montrée disposée à rechercher une formule commune qui tienne compte à la fois des besoins des pays et du critère de performance.

270. A ce propos, le Coordinateur suggère qu'un groupe de travail se réunisse après la séance pour l'aider à élaborer un texte qui puisse servir de base aux travaux futurs et à un consensus sur la question. Il suggère de se fonder à cette fin sur les documents élaborés en vue de la dernière reconstitution des ressources de l'IDA, étant entendu que les délégations pourront présenter toutes les suggestions qu'elles jugeront appropriées.

271. Le **COORDINATEUR** rappelle que le principal sujet de discussion qui reste dans le cadre de cette rubrique, c'est de savoir s'il convient que certains pays de la catégorie A continuent d'avoir accès aux ressources de la BAD.

272. Le **REPRESENTANT** du **DANEMARK** fait savoir qu'il hésiterait à soutenir un refus en bloc des prêts BAD aux pays de la catégorie A, et ce pour un certain nombre de raisons, dont la nécessité dans cette éventualité de consentir en compensation à ces pays un niveau de reconstitution plus élevé.

273. Le **COORDINATEUR** relève que la question qui se pose c'est de savoir s'il est souhaitable et dans la mesure du possible, de substituer pour ces pays des prêts du Fonds aux prêts de la Banque. Il constate que pour la période 1988-189 le total de ces prêts de la Banque a atteint 625 millions d'unités de compte.

274. Le **REPRESENTANT** du **ROYAUME-UNI** ne voit pas de raison à ce que le Fonds prenne à son compte les anciens prêts de la Banque. L'aide non-concessionnelle doit se limiter aux pays solvables. Mais il ne considère pas qu'il soit souhaitable de refuser en bloc les prêts de la Banque aux pays de la catégorie A. Il convient de noter que la plus grande partie des ressources de la Banque injectées dans ces prêts est allée au Zaïre, pour des raisons qui restent obscures pour lui, étant donné la situation d'endettement de ce pays.

275. Le **COORDINATEUR** fait savoir que plusieurs pays ont bénéficié de prêts de ce genre ; en tout état de cause, il s'agit d'un problème de politique générale, non de tel ou tel pays en particulier.

276. Le **REPRESENTANT des ETATS-UNIS d'AMERIQUE** déclare qu'il ne convient, ni du point de vue de la Banque, ni de celui du Fonds, d'ouvrir l'accès des prêts de la Banque aux pays de la catégorie C ; il verrait d'un très bon oeil ces pays n'avoir accès qu'aux ressources du Fonds.

277. La **REPRESENTANTE du CANADA** déclare qu'il pourrait être utile de suivre l'exemple de l'AID où il n'existe pas de règle fixe, mais plutôt une convention qui aligne certains pays devant le guichet des taux réduits plutôt que devant le guichet des taux commerciaux.

278. Elle ne pense pas que le mixage doive être simplement considéré comme un moyen pour les pays de diminuer les taux d'intérêt, mais plutôt comme un moyen d'approcher certains projets qui ont diverses composantes, donc les uns génèrent plus de profits que d'autres.

279. Le **REPRESENTANT de la SUISSE** pense qu'il ne faut pas interdire aux pays de la catégorie A l'accès aux prêts de la Banque, étant donné surtout que les ressources du Fonds sont limitées.

280. Le **REPRESENTANT de la NORVEGE** déclare qu'il est important d'avoir des directives sur l'utilisation des fonds de la BAD par les pays de la catégorie A.

281. Le **REPRESENTANT de la FRANCE** pense que la règle générale à adopter devrait être d'éviter d'ouvrir l'accès aux fonds de la Banque aux pays de la catégorie A.

282. Le Vice-Président **LOUNES** déclare que la Direction a toujours considéré que l'accès des pays de la Catégorie A aux fonds de la Banque devait être plutôt l'exception que la règle, et qu'elle a toujours agi en conséquence.

283. Il note qu'un document sur le mixage a été distribué au Conseil d'Administration lors de sa dernière réunion ; mais le Conseil a décidé d'en reporter l'examen à plus tard.

284. C'est la Banque qui décide des conditions auxquelles elle octroie ses prêts aux pays de la catégorie A. Il soulignerait néanmoins qu'à la dernière réunion, une directive a été émise, demandant à la Banque de diversifier ses activités ; il craint qu'il ne soit pas tout à fait logique de demander maintenant à la Banque de restreindre ses activités.

285. S'il est envisagé de réduire les activités de la Banque, il faut aussi réaliser qu'un certain nombre de politiques à instituer dans le cadre du FAD-VI demanderont une augmentation des ressources du Fonds.

286. Le **REPRESENTANT de l'ITALIE** suggère de demander au personnel de préparer un document sur les effets possibles du mixage de ressources sur certains grands pays, avant qu'une décision ne soit prise.

287. Le **REPRESENTANT de la NORVEGE** déclare que le document mentionné par le Vice-Président Lounes ne parle pas de l'utilisation des ressources de la Banque, ce qu'implique la notion de mixage. C'est pour cette raison que l'examen du document a été renvoyé à plus tard.

288. La **REPRESENTANTE du CANADA** rappelle les discussions qui ont déjà eu lieu sur les prêts à l'appui des réformes, et leur relation aux critères de performance. Il est difficile de faire un bon prêt en mauvaise conjoncture économique ; elle n'aimerait pas que la Banque octroie des prêts là où la situation de la dette est insatisfaisante.

289. Le **REPRESENTANT du ROYAUME-UNI** déclare que si les Etats participants du Fonds veulent poursuivre la question du mixage, il faut qu'ils demandent au personnel de préparer un rapport sur le sujet, et le soumettre aux instances supérieures de la Banque. Les questions de politique qui sont du ressort de la Banque doivent être traitées au sein de la Banque.

290. Bien que le désir du Fonds soit de répondre aux besoins des pays en prêts concessionnels, il ne voit pas de lien entre ce désir et le niveau de la reconstitution.

291. Le **REPRESENTANT des ETATS-UNIS d'AMERIQUE** est en faveur de la préparation d'un rapport, mais déclare qu'il veut faire savoir clairement que ses autorités s'opposent formellement à ce que la Banque octroie des prêts aux pays de la catégorie A.

POUR UNE STRATEGIE DU FAD EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
(ADF-VI/CM-2/90/05) (Point 3.3 de l'ordre du jour)

292. Le **COORDINATEUR** demande à M. London de présenter le document relatif à ce point de l'ordre du jour, et fait observer que les autres questions intersectorielles et sectorielles connexes telles que la protection de l'environnement et le rôle des femmes dans le développement pourraient être abordées en éme temps.

293. M. LONDON (BAD), présentant le document, fait savoir que la lutte contre la pauvreté est importante pour les pays africains. L'approche adoptée dans le document consiste en trois éléments fondamentaux : l'accent est mis, dans un premier temps, sur l'importance critique des politiques macro-économiques ; en deuxième lieu, le document reconnaît aussi la nécessité de prêter attention aux domaines spécifiques d'action au niveau sectoriel ; enfin, étant donné l'existence de quelques besoins très spécifiques, il a été tenu compte de la nécessité de s'appesantir sur des problèmes particuliers, dans le contexte de la politique d'ensemble.

294. La Direction n'a pas l'intention de créer une unité spéciale à la Banque qui serait consacrée à la lutte contre la pauvreté ; son approche sera intersectorielle, et se concentrera sur des sujets spécifiques. La Direction est consciente que les efforts demandent du temps et de l'argent mais elle estime que la question est suffisamment importante pour qu'il faille agir immédiatement ; c'est la raison pour laquelle elle soumet le document à ce moment-ci.

295. La REPRESENTANTE du CANADA rappelle que lors de l'ouverture des Assemblées Annuelles de la Banque Mondiale le vendredi précédent au matin, le Président de la Banque Mondiale a déclaré que l'allègement de la pauvreté devait être la mesure du progrès dans son ensemble. C'est dans cet esprit qu'elle est très heureuse de l'introduction que vient de faire la Direction, ainsi que du document qui a été remis aux Etats participants. Elle reconnaît que le document a été rédigé à la hâte après la réunion d'Abidjan, et à ce titre, c'est plutôt un cadre de travail qu'un document détaillé. Cela étant, il importe de relever que c'est un document qui est allé très loin dans la bonne direction.

296. Des changements radicaux sont survenus dans les milieux dont le développement est la préoccupation majeure. Même dans les régions du monde qui ont connu une croissance économique phénoménale comme l'Asie, des millions de personnes continuent de vivre dans la pauvreté. En Afrique, la pauvreté est encore plus cruciale ; les perspectives de croissance économique demeurent pessimistes, et les Délégués sont confrontés au problème très insaisissable de la lutte contre la pauvreté. Il y a au sein des milieux qui s'occupent du développement un accord réconfortant sur ce que devraient être les éléments de cette approche, est un consensus de plus en plus large se dégage parmi les institutions les plus importantes.

297. Les trois éléments que la Direction a soulignés dans l'approche globale, à savoir l'environnement des politiques économiques, les mesures à prendre pour augmenter la productivité des couches les plus pauvres de la population et les investissements dans le secteur

social, c'est-à-dire les mesures visant à assurer l'accès à l'enseignement primaire et aux soins de santé de base, sont trois éléments que le Canada appuie sans réserve. Elle en ajouterait un quatrième, et c'est, malgré les difficultés que crée aux gouvernements africains le bas niveau des revenus, la fourniture de système de sécurité sociale pour les pauvres pendant ce qui va être une période d'ajustement assez longue.

298. Le monde a appris une leçon très pénible dans les années 1980. En 1980, la Banque Mondiale a produit le Rapport sur le Développement des ressources humaines dans le monde, qui a démontré mathématiquement que les pays qui ont connu la croissance économique la plus importante dans la décennie de développement des années 1970 étaient ceux qui avaient démarré les années 1980 avec les indicateurs de qualité de la vie les plus élevés. Cette leçon a été mise de côté en 1980 suite à la crise économique. Et la Banque Mondiale admet maintenant qu'une erreur de jugement très grave a été commise à cette époque. Gouvernements et institutions ont pensé que la crise de 1982 allait être de courte durée, et qu'elle pouvait être surmontée par ce qui a alors été défini comme un choc momentané et aigu de la stabilisation. Mais elle craint que le choc momentané et aigu ait été en fait un choc profond pour beaucoup de personnes qui en souffrent, y compris ceux qui meurent de malnutrition.

299. Il a fallu beaucoup de temps pour s'en remettre. Mais lentement, les donateurs ont appris à tourner le dos à la stabilisation, puis à passer de la stabilisation à la croissance, à l'ajustement à visage humain, aux dimensions sociales de l'ajustement, et au débat CEA/Banque Mondiale qui a eu lieu il y a un an. Mais il reste encore beaucoup de progrès à accomplir. On peut encore entendre des déclarations, même de la part de certains gouvernements ici représentés, affirmant que les investissements sociaux sont quelque chose qui se fait avec les fonds générés par la croissance économique. Elle voudrait rejeter cette affirmation. Il faut aller beaucoup plus loin que cela. Tout d'abord, le développement ne doit assurément faire aucun mal. Aider les gens n'est pas un épiphénomène. Le développement doit créer un climat de croissance économique qui permette aux êtres humains d'améliorer leur qualité de vie, et non leur poste de profit.

300. Dans ces circonstances, mettre les organes de contrôle entre les mains du peuple prend un sens différent. La productivité et l'octroi des droits civiques aux pauvres, particulièrement aux femmes, sont devenus le premier principe. On ne peut mettre en place un programme d'allègement de la pauvreté et espérer le réussir sans une analyse très affinée des rôles relatifs des deux sexes dans la société. Le Comité de Développement a établi très clairement le lien entre l'émancipation des femmes et l'approche de la pauvreté, mais il lui faut reconnaître que ce sont les Délégués de sexe masculin qui ont pris l'entière initiative de cette approche. Elle suggérerait que les gouvernements qui soutiennent l'intégration des femmes dans le processus du développement prennent cela à coeur.

301. La stratégie que la Banque propose représente, comme elle l'a déjà dit, une approche intégrée que le Canada est tout à fait disposé à accepter. Mais, et la Banque l'admet, il manque encore des indicateurs appropriés pour assurer de manière effective le suivi du progrès. Elle attend du Groupe Spécial de la Haute Direction sur la lutte contre la pauvreté des détails plus explicites sur le mécanisme opérationnel. Le rapport du Groupe Spécial complètera, sans nécessairement le copier, le travail déjà effectué par le Rapport sur le Développement dans le monde concernant la pauvreté, et le rapport du PNUD sur le Développement de Humain, qui tous les deux, ont permis aux Délégués de progresser beaucoup dans ce débat.

302. Malheureusement, ces rapports prennent essentiellement appui sur les expériences des pays d'Asie et d'Amérique latine, et il aurait valu la peine de comprendre les expériences positives des autres pays africains. Elle regrette beaucoup que la Banque Mondiale n'ait pas mené cette analyse. Il reviendrait peut-être à la Banque Africaine de Développement de présenter les expériences positives du continent dans ce domaine. Tout n'est pas négatif en Afrique.

303. Toutefois, d'une manière générale, un certain nombre des leçons apprises de l'expérience asiatique sont applicables, à savoir que les pays qui ont réussi à réduire la pauvreté ont encouragé un modèle de croissance utilisant de manière efficace la main d'oeuvre du secteur rural, ont amélioré la capacité de production des pauvres, et fait des investissements intensifs dans le capital humain. Elle fait allusion à des pays tels que la Thaïlande et l'Indonésie qui ont fait des percées fantastiques. Il reste toutefois que ces percées impressionnantes ont été effectuées dans des situations où la population de ces pays avait libre accès à l'éducation et à la santé. C'est pour cela qu'il est devenu crucial que l'Afrique investisse dans ces secteurs, car le point de départ n'y est pas le même que dans la plupart des pays asiatiques.

304. Augmenter la productivité des pauvres, ce qui par contre-coup entraînera une élévation du pouvoir d'achat, et augmenter les investissements publics au rythme des revenus constituent à son avis, la manière la plus durable d'augmenter les niveaux de vie. Il est donc important que le Fonds participe davantage au dialogue sur les politiques économiques avec les pays membres emprunteurs et avec toutes les couches sociales de ces pays. Dans ce contexte, elle est très heureuse de l'approche adoptée par la Direction qui tente d'étendre le dialogue au niveau de la base, c'est-à-dire aux ONG et aux communautés locales. Une approche pourrait consister à définir dans les PEPP des objectifs sociaux à portée nationale, tels qu'une répartition plus équitable du revenu, l'augmentation des taux d'alphabétisation, la réduction du taux de mortalité infantile, la mise en oeuvre d'un programme de vaccination continu, la fourniture de soins de santé primaire à faibles coûts, l'amélioration de l'accès à l'eau propre dans les zones rurales, etc..... La liste est loin d'être exhaustive. Les progrès enregistrés dans la poursuite de ces objectifs peuvent être suivis et mentionnés dans les PEPP ; ce sont des indicateurs mesurables.

305. Elle estime que si les programmes sociaux ne comportent pas d'objectifs sociaux à portée nationale, surtout la fourniture de services de base qui profitent aux pauvres, les fonds mis à disposition risquent d'être insignifiants. Cela est particulièrement vrai pour les pays qui entreprennent des programmes d'ajustement structurel où on peut faire davantage pour protéger et renforcer le secteur social. Ce qui implique qu'il faut aller au-delà de la compréhension des coûts sociaux et économiques de l'ajustement pour intégrer les objectifs sociaux dans les programmes de réformes économiques.

306. Le Canada n'est pas exagérément optimiste. Les gouvernements représentés autour de cette table sont les donateurs bilatéraux les plus importants qui sont tous confrontés aux mêmes problèmes et essayent tous de définir les moyens grâce auxquels ce problème peut être abordé. Son pays s'attend à ce que la Banque Africaine de Développement et le Fonds Africain de Développement collaborent avec les bailleurs de fonds pour atteindre les plus pauvres parmi les pauvres. Elle appuie sans nul doute la proposition émise par le Coordinateur à l'effet de poursuivre la mise en oeuvre des directives, et elle demande que le cadre soit défini dès 1991.

307. Le COORDINATEUR remercie la Déléguée pour l'examen exhaustif qu'elle vient de faire de la stratégie de lutte contre la pauvreté et son approche positive de ce qu'il considère comme une stratégie très impressionnante avancée par la Direction.

308. Il signale que ce n'est pas uniquement le Groupe de la Banque qui n'a pas encore d'indicateurs de pauvreté. Les résultats du séminaire organisé par la Banque Mondiale cette semaine l'ont convaincu que la Banque Mondiale elle-même lutte encore avec ce problème. Il est donc nécessaire que les institutions régionales de développement, particulièrement le Groupe de la Banque, et la BIRD, coopèrent sur cette question.

309. En outre, l'une des décisions de politique à prendre en fin de compte dans le cadre de ces négociations porte sur les domaines auxquels le Fonds et la Banque devraient accorder la priorité en matière de préparation et de financement des projets.

310. Le REPRESENTANT de la NORVEGE est très reconnaissant à la Déléguée du Canada pour sa déclaration panoramique, que lui-même appuie sans réserve.

311. A propos du document soumis par la Direction, il fait savoir que les orientations envisagées vont dans le bon sens. C'est un résumé du document de politique que la Direction préparera ultérieurement et soumettra aux Conseils pour adoption, et des stratégies que le

Groupe de la Banque mettra bientôt en place pour ses opérations à venir. Il appuie ces stratégies, car elles vont dans le sens des résultats des discussions qui ont lieu actuellement au niveau international sur la lutte contre la pauvreté. En plus des rapports mentionnés par la Déléguée du Canada, il souligne l'importance du Rapport sur les Perspectives à Long Terme de la Banque Mondiale publiées l'année dernière. Tous mettent l'accent sur l'intérêt que la communauté internationale met actuellement sur le concept de la lutte contre la pauvreté. Le FAD est sur le point de se joindre au mouvement. Il apprécie l'approche intégrée proposée par la Direction, et qui incorpore la lutte contre la pauvreté à tous les projets financés par le Groupe de la Banque. Il rappelle que les Plénipotentiaires avaient recommandé une approche similaire pour l'environnement et l'intégration des femmes dans le développement. Il suggère que les Conseils d'administration tiennent compte des points de vue des Plénipotentiaires lors de l'approbation du budget administratif du Groupe de la Banque pour 1991, puisqu'il faudra un surcroît d'effectifs dans ces nouveaux domaines d'opérations.

312. Le **REPRESENTANT de la REPUBLIQUE FEDERALE d'ALLEMAGNE** suggère que le texte de la déclaration de la Déléguée du Canada soit distribué à tous les Délégués. Il convient que des concepts tels que la lutte contre la pauvreté et l'environnement ont gagné du terrain au niveau international, et que l'exercice de la reconstitution des ressources du Fonds est le moment opportun pour leur donner la priorité qui leur revient dans les activités opérationnelles du Groupe de la Banque.

313. Il reconnaît que la Direction a préparé le document à la hâte, car certains éléments clés ont été omis, tels que le rôle des gouvernements, la participation des populations cibles, et les ONG qui opèrent à la base. Le Groupe de la Banque a un rôle important à jouer dans la mise en oeuvre des concepts-clés mentionnés ci-dessus.

314. Il est conscient du fait qu'il y a des incidences à prendre en compte sur les effectifs, et admet avec le Délégué de Norvège qu'il faut des experts dans ces domaines, et à son avis, ceux-ci doivent être recrutés à l'extérieur.

La séance est suspendue à 10 h 45 et reprise à 11 h 10.

315. La **REPRESENTANTE de la FINLANDE** appuie les déclarations faites par la Déléguée du Canada. Elle se félicite du document soumis par la Direction, et appuie l'approche ainsi que les stratégies qui y sont proposées. Elle fait néanmoins remarquer que la mise en oeuvre des directives recommandées demande beaucoup de travail supplémentaire. Il est donc nécessaire que les Délégués sachent à quel rythme progresse le dialogue de la Banque sur les politiques économiques avec les pays membres emprunteurs et les autres institutions analogues. La question

des indicateurs et des critères d'évaluation des progrès et de la performance mérite d'être sérieusement examinée au cours de ces négociations. Les Délégués doivent également être informés de la manière dont la Direction compte traduire en actes les concepts de protection de l'environnement, d'intégration des femmes dans le processus du développement, et de lutte contre la pauvreté.

316. Elle attend le rapport du Groupe Spécial de la Haute Direction sur la lutte contre la pauvreté, qui peut être d'une grande utilité pour les présentes négociations. Elle attire l'attention sur le paragraphe 4.5 du document, où l'expression "peut-être conviendrait-il de mettre davantage l'accent" devrait plutôt se lire : "il importe de mettre davantage l'accent..." pour aller dans le sens de la tendance actuelle.

317. La **REPRESENTANTE de la FRANCE** rappelle que comme les précédents orateurs l'ont souligné, il y a eu un consensus général sur ce qu'il y a lieu de faire dans le domaine de la lutte contre la pauvreté. Il y a eu des discussions sur la question au sein du Comité de Développement ; la Banque Mondiale a préparé un excellent rapport, et la représentante du Canada s'y est étendue en longueur. L'approche est tout à fait claire sur ce qu'il y a lieu de faire pour les couches les plus défavorisées de la population, et sur les politiques à mettre en oeuvre.

318. Elle attire l'attention sur la page 11 du document, et fait observer que la croissance économique est une condition nécessaire, mais non suffisante à l'allégement de la pauvreté. Elle est néanmoins satisfaite du fait que la lutte contre la pauvreté est au centre de la stratégie proposée. En plus des domaines mis en relief par les orateurs précédents, elle pense qu'il est absolument nécessaire que le Groupe de la Banque concentre son attention sur l'enseignement primaire, les soins de santé primaire, et les projets agricoles à la base. Il est également important de promouvoir la participation des masses à la mise en oeuvre des projets, ainsi que les efforts de planning familial, puisqu'une croissance démographique incontrôlée est l'un des facteurs responsables de la pauvreté. Elle est heureuse que le document de la Direction aborde ce sujet particulier.

319. En outre, le document fait référence à l'agriculture et au développement rural, qui constituent en effet des éléments-clés pour la lutte contre la pauvreté dans les zones rurales. Malheureusement, rien n'a été dit par contre de la pauvreté urbaine. Elle rappelle que lors des négociations sur la reconstitution du FAD-V, les Délégués avaient demandé à la Direction de préparer des indicateurs sur chacun des objectifs fixés à cette reconstitution pour soumission au Conseil d'administration. Elle pense que l'idée était bonne, et demande que des indicateurs semblables soient soumis sur la lutte contre la pauvreté dans le contexte du FAD-VI.

320. Le **COORDINATEUR** assure les Plénipotentiaires que la Direction sera invitée ultérieurement à clarifier les questions soulevées par le précédent orateur, notamment le planning familial et la démographie, ainsi que les indicateurs concernant la lutte contre la pauvreté.

321. La **REPRESENTANTE de la SUEDE** s'associe pleinement aux commentaires faits par la représentante du Canada sur la lutte contre la pauvreté. Elle l'a mentionné à juste titre, la lutte contre la pauvreté est maintenant reconnue comme une haute priorité pour les affectations de ressources au titre des programmes bilatéraux et multilatéraux. Elle suggère que les recommandations contenues dans le rapport du Comité de Développement et les conclusions soulignées dans le rapport annuel 1990 de la Banque Mondiale, ainsi que dans le rapport du PNUD sur le Développement Humain soient prises en compte par la Direction et incorporées dans les programmes opérationnels du Groupe de la Banque.

322. Elle pense que l'approche décrite par la Direction dans le document peut constituer une bonne base pour les activités du Groupe de la Banque en matière de lutte contre la pauvreté. Elle souligne l'importance de l'inclusion de ces aspects dans les stratégies par pays, le dialogue sur les politiques économiques avec les pays membres emprunteurs, et ce que la représentante du Canada a appelé les objectifs sociaux de portée nationale.

323. Comme la lutte contre la pauvreté est le point focal du FAD-VI, il est nécessaire que le Groupe Spécial de la Haute Direction travaille d'urgence pour soumettre son rapport très bientôt. Il serait en effet souhaitable que le programme d'action de lutte contre la pauvreté soit prêt pour mise en oeuvre avant que la période couverte par le FAD-VI arrive à son tiers.

324. Elle aimerait aussi souligner l'importance qu'il convient d'attacher dans le programme d'action à l'intégration des femmes dans le développement, car cette composante est une condition absolument nécessaire au succès des activités du Groupe de la Banque. Un personnel adéquat, tel que des experts en santé et en éducation, des démographes et des sociologues, devrait être recruté. Les programmes de redéploiement et de mise à la retraite anticipée devraient offrir des occasions pour l'embauche de ces experts.

325. A propos d'environnement et de population, les Plénipotentiaires espèrent que le programme actuel de la Banque sera mis en oeuvre de manière plus vigoureuse. Dans ces domaines également, un plus grand renforcement de la capacité des effectifs s'impose.

326. Les questions démographiques doivent faire partie des soins de santé primaire et des programmes relatifs à l'éducation et être aussi intégrés dans ces activités. Dans ce contexte, elle

souligne l'importance d'une étroite collaboration avec les autres experts qui travaillent dans ces domaines, de même qu'avec les organisations plus expérimentées telles que le FNUAP et le FISE.

327. Le **REPRESENTANT du JAPON** déclare qu'il est en faveur, dans le cadre du FAD-VI, d'un examen prioritaire de tous les domaines identifiés par la Direction, à savoir l'intégration des femmes dans le processus du développement, la lutte contre la pauvreté, l'environnement, la population et l'intégration économique. En plus de ces domaines, il pense que la valorisation des ressources humaines, avec en particulier l'éducation primaire, doit également être tenue pour prioritaire, comme l'ont suggéré les délégués de la France et de la Finlande.

328. S'agissant de l'environnement, il est inquiet de la déforestation et de la désertification en Afrique sub-saharienne. Il souligne aussi qu'il est nécessaire d'établir un lien entre ces domaines prioritaires.

329. Enfin, tout en reconnaissant la nécessité de renforcer les ressources humaines du Groupe de la Banque pour les domaines dont le caractère prioritaire est reconnu, il pense que la Direction devrait être prudente dans son exercice de recrutement. Elle doit d'abord examiner la possibilité de supprimer les postes qui font double emploi, de redéployer le personnel actuellement en poste, et de pourvoir les postes vacants avant de se lancer dans de nouveaux recrutements.

330. La **REPRESENTANTE des ETATS-UNIS d'AMERIQUE** appuie la plupart des points soulevés par les précédents orateurs, ainsi que les directives stratégiques de base contenues dans le document soumis par la Direction. Elle partage aussi le point de vue de ceux qui ont fait remarquer qu'il y a plus de travail à faire dans les domaines identifiés. Elle appuie l'accent mis sur une croissance durable et l'amélioration des services sociaux à l'intention des pauvres, sur la base de l'éducation de base et des soins de santé primaire. Comme plusieurs pays africains ont des pourcentages non négligeables de leur population qui sont en dessous du seuil de pauvreté absolue, et qui souffrent de contraintes financières et administratives sévères, elle pense que les interventions en direction de groupes particuliers doivent être limitées.

331. Elle recommande également que le Fonds concentre ses opérations sur la lutte contre la pauvreté, qui devrait aussi faire partie du dialogue sur les politiques économiques avec les pays membres emprunteurs. Les Etats-Unis souhaitent relever que les emprunteurs recevront l'aide nécessaire pour développer les stratégies nationales de lutte contre la pauvreté dans le cadre de la reconstitution des ressources de l'AID-9. Il convient donc d'encourager le FAD à travailler avec l'AID dans ce domaine.

332. Elle pense que les objectifs que les pays se fixent en matière de lutte contre la pauvreté doivent être un élément d'appréciation dans l'affectation des ressources du FAD. Le Fonds doit donner la priorité aux projets susceptibles d'améliorer la productivité des pauvres, particulièrement dans les domaines de la santé, de la population, de l'éducation et de l'intégration des femmes dans le processus du développement.

333. Comme les autres représentants l'ont fait savoir, le Fonds devra intensifier ses consultations avec les organismes sociaux et les ONG des pays membres emprunteurs. Le Fonds d'Assistance Technique devra aider ces pays à formuler des politiques de lutte contre la pauvreté et en évaluer l'impact sur les résultats des projets. Les Etats-Unis encourageront aussi le Fonds à effectuer un suivi et des examens sérieux des projets et des programmes, afin de mesurer les progrès de la réalisation des objectifs de la lutte contre la pauvreté.

334. Le **COORDINATEUR** attire l'attention sur un nouvel élément apparu dans les observations faites par la représentante des Etats-Unis, qui est la possibilité d'orienter et de contrôler les effets environnementaux des opérations menées dans les pays emprunteurs à travers l'assistance technique.

335. Le **REPRESENTANT** du **ROYAUME-UNI** félicite la déléguée du Canada pour sa riche intervention sur la question de la lutte contre la pauvreté.

336. Il croit aussi que les directives présentées dans le document de la Direction sont opportunes. La lutte contre la pauvreté est l'une des orientations de politique identifiées comme prioritaires dans la présente reconstitution du FAD-VI. Il convient avec les autres orateurs qu'il reste beaucoup à faire pour rendre le concept opérationnel et mettre la dernière main au document de politique. Il espère que l'exercice sera effectué promptement.

337. Il est clair que les problèmes intersectoriels de lutte contre la pauvreté, d'environnement et de croissance démographique sont inter-dépendants. La cause fondamentale de ces difficultés que rencontrent les pays en développement est probablement l'explosion démographique. Le Fonds doit donc accorder la priorité au problème de la population dans le cadre de la prochaine reconstitution de ses ressources. La question doit être abordée sur la base d'une approche globale qui ne couvre pas uniquement la fourniture de services de planning familial par le biais des services de santé, mais aussi l'éducation de base, les programmes d'information, et la fourniture d'opportunités économiques aux femmes. Il pense que le problème de la démographie devrait retenir beaucoup plus l'attention dans le dialogue du Fonds sur les politiques économiques avec les pays membres emprunteurs et dans les PEPP.

338. S'agissant de l'environnement, il rappelle avoir déclaré à la réunion d'Abidjan que le Groupe de la Banque a, sur la question, un document de politique qui est excellent, mais il faudrait maintenant des actions efficaces pour concrétiser ces idées. Néanmoins, le Royaume-Uni a des réserves sur la capacité actuelle de la Banque à répondre avec efficacité à tous ces défis opérationnels. Le message sans ambiguïté de la Direction est la nécessité de recruter du personnel additionnel pour mettre en oeuvre ces orientations de politique au cours de la prochaine période à couvrir par la reconstitution des ressources. A son avis, cela n'implique pas nécessairement une grande augmentation du budget administratif. L'exercice de redéploiement est en cours, et il pense que la Direction le portera à ses dernières limites avant d'envisager de nouveaux recrutements.

339. Un élément essentiel sur lequel il aimerait attirer l'attention, et qui a été souligné dans l'Etude Perspective à Long Terme de la Banque Mondiale sur l'Afrique, c'est l'importance d'un bon gouvernement. Dans le discours qu'il a prononcé lors des Assemblées Annuelles de cette année, le Président de la Banque Mondiale a souligné une fois de plus que le développement a plus de chances de succès là où le gouvernement est honnête, compétent, ouvert et juste. Il pense que ces facteurs devraient être introduits dans les discussions de politique pour les reconstitutions des ressources du FAD-VI.

340. Le Fonds doit examiner comment il peut faire justice au désir général de promouvoir et de renforcer de bons gouvernements à travers le continent ; et surtout, comment il peut aider les pays membres à développer une comptabilité et des priorités plus efficaces en matière d'audit, des systèmes juridiques plus transparents et plus fiables, et d'une manière générale, promouvoir une gestion économique efficace et saine. Il pense que ces observations devraient être introduites dans les conclusions du rapport relatif aux discussions générales sur les priorités intersectorielles.

341. Le **COORDINATEUR** mentionne que le dernier point soulevé par le Délégué du Royaume-Uni ajoute une nouvelle dimension à la discussion mais qu'il est opportun de se préoccuper de ce que le Groupe de la Banque fera dans des domaines tels que la lutte contre la pauvreté, l'environnement, la femme dans le développement et la population. Il est d'accord sur le fait que la communauté internationale accordera une plus grande attention à la question et que par conséquent le Groupe de la Banque devrait être sensibilisé à ce processus.

342. Le **REPRESENTANT** de la **BELGIQUE** est heureux de voir les participants parvenir à un consensus sur le fait que la lutte contre la pauvreté est la pierre angulaire de tout développement soutenu et durable. Le concept en lui-même n'est pas nouveau pour le Groupe de la Banque puisqu'il est dit dans le rapport du FAD-V qu'il est nécessaire de satisfaire les besoins primaires des catégories de population à revenus faibles et d'encourager la participation

directe des bénéficiaires finaux à l'exécution des projets. Il apprécie le fait que l'accent soit aussi mis sur cette priorité. Ceci se reflète de manière adéquate dans les discussions qui ont eu lieu au sein du Comité de Développement ainsi que pendant les Assemblées Annuelles de la Banque Mondiale.

343. Il appuie les orientations recommandées par la Direction dans son document au sujet de la lutte contre la pauvreté, mais regrette qu'il n'ait pas été dit grand chose sur le rôle de la femme dans le développement. En ce qui concerne la stratégie envisagée, il pense que la Direction devrait prendre des précautions face à une approche exclusivement économique, car s'il est vrai qu'un environnement économique propice est indispensable à la viabilité des projets, il faut reconnaître aussi que le développement à lui tout seul ne suffit pas pour alléger la pauvreté. Le développement doit être accompagné d'une série de mesures. La condition essentielle est que les pays membres emprunteurs poursuivent des politiques économiques saines dans les domaines structurels. Les prêts à l'appui des réformes peuvent être fondamentaux dans un tel contexte.

344. Il souscrit à la déclaration de la représentante de la France sur le problème de l'explosion démographique incontrôlée, car ce phénomène a annulé le développement économique réalisé au cours de la dernière décennie. Tous devraient avoir accès aux prestations sociales de base de sorte que les différentes catégories de la population bénéficient de la croissance économique. Il est également nécessaire de faire attention à une approche qualitative. La Direction devrait assurer la participation active de la population visée et le Groupe de la Banque devrait encourager le dialogue de politique économique avec les gouvernements des pays membres emprunteurs, les communautés locales et les ONG.

345. La lutte contre la pauvreté devrait être par conséquent intégrée dans les programmes sectoriels du Groupe de la Banque. Comme l'a souligné la déléguée française, ce qui a été envisagé dans le cadre du FAD-V, notamment la préparation d'un certain nombre d'indicateurs pour mesurer les progrès effectués dans la lutte contre la pauvreté, devrait être exécuté par la Direction. De tels indicateurs sont indispensables dans la mesure où ils permettront au Groupe de la Banque de gérer les progrès accomplis dans les pays emprunteurs et d'encourager de tels efforts. Les autres institutions ont des indicateurs de ce genre, en particulier la Banque Inter-Américaine de Développement où à chaque reconstitution, un objectif spécifique est fixé pour qu'une part du programme de prêt soit affecté aux groupes à faibles revenus.

346. Le **REPRESENTANT** des **PAYS-BAS** dit qu'il est nécessaire de renforcer la capacité de lutte du Fonds contre la pauvreté, puisque la tendance dans la plupart des banques et fonds multilatéraux est de donner la priorité à l'opérationnalisation du concept. L'essentiel des

activités du Groupe de la Banque devrait par conséquent viser à cela et la Direction devrait tout faire pour réaliser cela.

347. Il apprécie le document soumis par la Direction et le qualifie d'étendu dans son contenu, exhaustif et honnête dans l'exposé des activités précédentes du Fonds. Il regrette cependant que dans le cadre du FAD-V, le Fonds n'ait été capable d'atteindre les objectifs établis par les délégués au cours des négociations. La seule source d'encouragement est, comme il l'a dit plus tôt, l'évaluation honnête faite par la Direction sur la situation. Il espère que dans le même esprit d'honnêteté, la Direction fera tout pour se conformer aux priorités à tenir dans le cadre du FAD-VI et qui seront établies par les Etats participants du FAD-VI.

348. Les orientations fournies dans le document sont dans la bonne direction, mais il souligne que la lutte contre la pauvreté doit être une partie intégrale de toutes les activités du FAD, y compris les PEPP et celles du Fonds d'Assistance Technique. Il fait une mise en garde contre la tendance à accorder trop d'importance à l'aspect macro-économique de la politique de lutte contre la pauvreté. Il affirme que même au stade de projet, la lutte contre la pauvreté doit demeurer un domaine majeur de politique pour le Fonds. Néanmoins, il serait très difficile d'évaluer les progrès effectués, et il ne pense pas qu'il ait une institution qui soit arrivée à établir un ensemble déterminé d'indicateurs. Il serait donc présomptueux de demander à la Direction du Fonds d'arriver maintenant à des indicateurs transparents et applicables. Cependant, les indicateurs demandés précédemment dans le cadre de la cinquième reconstitution devraient être fournis aussi tôt que possible. Les délégués pourront les réviser ou en discuter pendant la revue à mi-parcours.

349. Finalement, il regrette que la Direction n'ait pas inclus dans le document le lien entre la lutte contre la pauvreté, l'environnement et la femme dans le développement. Par ailleurs, il aimerait avoir des clarifications sur ce que la Direction a l'intention de faire dans le domaine du contrôle de la population et il suggère qu'un résumé de ses intentions soit élaboré et soumis aux représentants.

350. Le **REPRESENTANT de la SUISSE** dit que les performances du Fonds dans le cadre du FAD-VI et concernant la lutte contre la pauvreté, n'ont pas été très satisfaisantes. Il considère le document soumis par la Direction sur le sujet comme étant vraiment un préliminaire allant dans la bonne direction, mais laissant de nombreuses questions en suspens, particulièrement pour ce qui est de l'exécution d'une telle politique. Il contient de nombreuses suggestions intéressantes qui doivent être traduites en un plan d'action clair et résolu pour les années à venir. Ce plan devra démarrer le plus tôt possible.

351. Il voudrait mettre en exergue l'importance du dialogue de politique économique avec les pays récipiendaires, la coordination avec d'autres donateurs, la participation des bénéficiaires de projets à l'exécution des projets ainsi que l'utilisation des capacités et de l'expérience des ONG et des institutions locales. Il attend le rapport du Groupe de travail de la Haute Direction et le document de politique à soumettre en 1991. En ce qui concerne l'environnement, il faut rappeler que les ONG ont distribué un document de consensus aux Etats participants. Il considère les inquiétudes exprimées dans ce document comme étant réelles et honnêtes. Il serait reconnaissant à la Direction d'indiquer par écrit sa position par rapport à ce document de consensus.

352. Le **REPRESENTANT du DANEMARK** souligne que le seul paragraphe - le paragraphe 5.1.1.2 - du document à l'examen (ADF-VI/CM.2/90/05) qui a trait à la politique en matière de population contient une constatation troublante : même si le PIB en Afrique augmente, le nombre de pauvres passera sans doute de 180 millions en 1985 à 265 millions en l'an 200. Cette projection est extrêmement alarmante, et les pays d'Afrique doivent s'attacher plus activement à résoudre le problème posé par l'accroissement démographique.

353. Par ailleurs, la délégation danoise appuie les observations du représentant du Royaume Uni concernant la nécessité d'une bonne administration dans les pays bénéficiaires. Il s'agit là d'une question importante pour les négociations relatives à la reconstitution des ressources du FAD dans la mesure où une bonne administration, de même que le respect des droits de l'homme, sont considérées comme primordiales par l'opinion publique, et par conséquent par les contribuables et les gouvernements des pays donateurs. Il est à prévoir, par conséquent, que les ressources disponibles iront en premier lieu aux pays qui accordent la priorité à ces questions.

354. Le **REPRESENTANT de la REPUBLIQUE FEDERALE d'ALLEMAGNE**, se référant à la question posée par la délégation néerlandaise sur la façon de mesurer les progrès accomplis sur la voie de la réduction de la pauvreté, fait observer que, comme l'a souligné récemment le Président de la Banque Mondiale, il existe déjà des normes objectives et différents indicateurs qui peuvent être utilisés à cette fin.

355. L'accroissement démographique en Afrique est un problème qui doit revêtir la plus haute priorité et qui doit être intégré au dialogue des politiques entre la Banque africaine de développement et les gouvernements des pays bénéficiaires.

356. La nécessité d'une bonne administration, mise en relief par la délégation britannique, n'est pas une question abstraite : il s'agit au contraire d'accroître, dans la pratique, l'efficacité des

efforts entrepris pour renforcer les économies. Ce point a d'ailleurs été souligné aussi par la Commission Nyerere, qui a confirmé que des institutions démocratiques, la participation populaire, la liberté politique et le libre choix des dirigeants sont essentiels au développement.

357. La coopération régionale, par ailleurs, ne reçoit qu'une attention insuffisante en Afrique. Il importe pour le FAD de mettre l'accent sur ce point. Le fait que les échanges intra-africains, par exemple, ne constituent que 0,5 % du total des échanges de l'Afrique est préoccupant. Les pays d'Afrique continuent d'axer leurs efforts sur les pays industrialisés, alors qu'une coopération à l'échelon régional peut apporter des avantages à long terme qui sont indispensables à une expansion durable. C'est là un point qui devra être souligné dans le rapport de la réunion.

358. Pour ce qui est des documents futurs, il ne faut pas perdre de vue la capacité limitée des services de la Banque et du FAD, ni être trop ambitieux. Bien des rapports - notamment ceux de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement et le Rapport sur le développement humain - existent au sujet de la lutte contre la pauvreté, et la question de l'intégration des femmes au développement, entre autres, a elle aussi fait l'objet d'une abondante documentation. Ce qu'il faut, c'est orienter davantage les efforts vers des activités concrètes, plutôt que vers des recherches théoriques.

359. Le **REPRESENTANT de la CHINE** déclare que son pays, qui est aussi un pays à faible revenu, a appris que le renforcement du secteur agricole est le moyen le plus important de réduire la pauvreté. Or, comme il est dit au paragraphe 5.1.2.2? Les engagements de prêts du FAD au titre des activités de production alimentaire ont représenté moins de 12 % de toutes les opérations du Fonds, chiffre qui ne donne pas du tout satisfaction eu égard aux besoins actuels de l'Afrique. La délégation chinoise souhaiterait par conséquent avoir des indications sur l'augmentation envisagée des investissements dans le secteur agricole.

360. Le taux d'accroissement démographique enregistré en Afrique (3,1 % par an) est le plus élevé du monde et suscite des problèmes sociaux et économiques de plus en plus difficiles à résoudre. La Chine, qui a dû elle-même s'attaquer à un problème semblable, considère qu'un accent plus marqué doit être mis sur les stratégies à suivre à cet égard.

361. Le **REPRESENTANT de l'AUTRICHE**, s'associant à la plupart des orateurs qui l'ont précédé, pense lui aussi que l'éducation est la clé de l'avenir et que l'Afrique doit redoubler d'efforts dans le domaine de la participation populaire. D'autre part, comme il est fort à craindre

que l'Afrique s'appauvrisse encore pendant les années 90, la seule solution semble résider dans l'ajustement structurel. En conséquence, la Banque devra, dans son dialogue avec les gouvernements, faire bien ressortir la nécessité de cet ajustement.

362. En ce qui concerne les questions démographiques, il est regrettable que le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) ne coopère pas encore avec tous les pays d'Afrique, et la Banque a également un rôle à jouer à cet égard en s'efforçant de mobiliser une action dans ce domaine.

363. Pour ce qui est des mesures de lutte contre la pauvreté, il importe de tirer les leçons voulues de l'expérience peu satisfaisante de la Banque interaméricaine de développement et de veiller à ce que les ressources mises de côté à cette fin servent effectivement à combattre la misère.

364. Le **REPRESENTANT de l'ESPAGNE** considère que l'orientation future que le FAD se propose de donner à ses activités en matière de lutte contre la pauvreté est satisfaisante, encore que ces activités envisagées n'aillent peut être pas encore assez loin. Dans ce domaine, il est indispensable de quantifier des objectifs à la fois ambitieux et crédibles, et de déterminer des indicateurs pour mesurer les progrès accomplis. La lutte contre la pauvreté est une question qui ne peut pas être laissée au jeu du marché et qui relève au contraire de l'action gouvernementale. Si les gouvernements ne lui accordent pas la priorité, les efforts du FAD resteront vains. Ses prêts doivent être subordonnés à ce que l'on pourrait appeler une conditionnalité sociale.

365. La **REPRESENTANTE du PORTUGAL** considère que, comme l'a dit le représentant du Danemark, le principal problème consiste à réduire l'accroissement démographique en Afrique.

366. Le **COORDINATEUR** invite les membres de la Direction à répondre aux questions posées par les délégations.

367. M. **MWAMUFIYA (BAD)** déclare que la Direction du FAD a pris dûment note des observations formulées par les participants au sujet des mesures à prendre pour lutter contre la pauvreté et des mécanismes à mettre en place pour accroître l'efficacité pratique des activités entreprises.

368. En ce qui concerne l'étude sur les indicateurs dont l'établissement a été demandé lors des réunions relatives à la cinquième reconstitution des ressources, M. Mwamufiya signale que le

FAD a recruté à cette fin un consultant qui a déjà remis son projet de rapport. Ce rapport est actuellement à l'étude, et les indicateurs seront mis au point et utilisés pendant la période couverte par la Sixième reconstitution des ressources pour évaluer les activités réalisées.

369. LA BAD et l'Afrique en général sont très conscientes du problème posé par l'accroissement démographique sur le continent africain, qui a des incidences très réelles et préoccupantes sur le développement. Pour s'attaquer au problème que constitue le niveau élevé des taux de fécondité, lui-même lié à des taux de mortalité élevé, bien qu'en voie de diminution, la Banque a entrepris un large effort de sensibilisation et d'information des populations en vue de renforcer les capacités de choix et de former les femmes pour les amener à répondre à des motivations autres que la maternité.

370. Dans le domaine de la santé, les éléments et mécanismes existants devront être renforcés et concourir à la mise en oeuvre d'une politique visant à s'attaquer réellement au problème démographique.

371. Au niveau des services opérationnels, et bien que le nombre de démographes dont elle dispose soit limité, la Banque a entrepris un effort de formation dans le domaine de la population, et travaille à la définition d'un cadre pour la politique démographique. Ce travail sera achevé pendant la période couverte par la sixième reconstitution des ressources, peut-être au début de 1992.

372. La Direction a également pris bonne note des observations formulées au sujet de l'éducation, et notamment de l'éducation de base. Comme l'a réaffirmé la Conférence de Bangkok sur l'Education pour Tous, il importe de mettre en place les services, le matériel et l'infrastructure nécessaires. Tous ces éléments correspondent à l'orientation des activités de la Banque dans le domaine de l'éducation. Ce qu'il faudra, c'est trouver le moyen de les traduire dans la réalité.

373. Pour ce qui est de la stratégie que la Banque compte suivre pour lutter contre la pauvreté et pour aider à la formulation de politiques nationales en la matière, M. Mwamufiya indique que, dans le cadre du projet de renforcement de la sécurité alimentaire en Afrique, réalisé conjointement par la Banque, le PNUD et la Banque mondiale, la Banque a déjà adopté une méthodologie qui repose sur des discussions et un dialogue avec les pays, ainsi que sur une participation active du secteur privé, des organisations non gouvernementales et des populations bénéficiaires, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

374. Le Vice-Président **LOUNES** déclare que la BAD est extrêmement préoccupée par les perspectives et estimations démographiques. A cet égard, il importe de replacer la politique en matière de population dans son contexte approprié. La politique de la BAD comprend déjà les principaux éléments d'une politique démographique visant, au moyen de toute la gamme d'interventions nécessaires, à faciliter la transition démographique, c'est-à-dire à stabiliser la fécondité et à réduire la mortalité. En matière de réduction de la fécondité, l'accent doit être mis sur l'éducation, en particulier des pauvres et des femmes et sur une action visant à accroître les taux d'activité, notamment chez les femmes, dans la mesure où toute élévation des taux d'activité se traduit par une réduction de la fécondité.

375. Il importe aussi de favoriser l'insertion des femmes à l'activité économique et sociale : les efforts visant à renforcer la participation des femmes au développement devront par conséquent être un élément essentiel de l'action entreprise pour réduire la pauvreté dans ses dimensions générales. Dans le domaine de la santé, les efforts devront porter surtout sur la santé maternelle et infantile ; cet élément se retrouve déjà dans la politique de la Banque.

376. S'agissant de la nécessité de favoriser une bonne administration, il est incontestablement utile d'entreprendre une action de sensibilisation en raison du rapport étroit qui existe entre les formes de gouvernement propres à susciter l'adhésion, la participation populaire, l'équité dans l'application des politiques et la redistribution du progrès social en faveur des masses et des secteurs défavorisés de la population. Toutefois, il s'agit d'un problème fort complexe, dont les incidences doivent être envisagées avec prudence. L'objectif du FAD est de lutter pour le développement économique, et son action ne devrait pas être soumise à une conditionnalité politique, d'autant que s'il est déjà difficile de définir des indicateurs, il est encore plus délicat de définir des indicateurs de performance politique.

377. Le **COORDINATEUR** se félicite de ce que la Direction ait manifesté l'intention d'établir un document de synthèse sur la question, dont tous les participants se sont accordés à reconnaître qu'elle doit recevoir une attention primordiale. Le FAD et la BAD doivent jouer un rôle plus actif afin d'intégrer l'éducation en matière de population à l'éducation de base, ainsi qu'aux activités dans le secteur de la santé.

378. **M. MERGHOUB** (BAD) dit que la lutte contre la pauvreté, question au sujet de laquelle les participants ont eu une très importante discussion, est l'un des domaines dans lesquels les efforts de coordination ont été les plus efficaces, comme en témoignent les prêts à l'appui des

réformes accordés dans le cadre du PSA. Il existe en la matière des consultations constantes avec les pays donateurs et les organisations internationales, ainsi qu'une étroite coopération avec la Banque mondiale, le PNUD, les agents d'exécution, le programme relatif aux dimensions sociales de l'ajustement, etc.....

379. Il convient également de mentionner une deuxième initiative, qui fait suite à un rapport publié par la Banque mondiale en 1989, dans le cadre de laquelle la Banque travaille avec les gouvernements à la formulation de perspectives nationales à long terme visant en particulier à réduire la pauvreté et à assurer une meilleure administration. Ces efforts mettent un accent très marqué sur la participation populaire, notamment au niveau des organisations de masse et des ONG, dans les pays d'Afrique.

380. Il est à signaler aussi qu'il existe déjà un mécanisme - le système des perspectives économiques et de la programmation par pays (PEPP) - permettant, grâce au dialogue de politique avec les gouvernements, de veiller à ce que les prêts accordés par le FAD soient orientés vers la lutte contre la pauvreté dans tous les secteurs.

381. Le **REPRESENTANT de la REPUBLIQUE FEDERALE d'ALLEMAGNE** tient à apporter deux éclaircissements au sujet de l'action à entreprendre en matière de population. Premièrement, au niveau politique, dans ses rapports avec les gouvernements, la Direction doit s'employer activement à faire en sorte que les dirigeants politiques accordent à cette question toute l'importance qu'elle mérite et, comme le Président de la Banque mondiale en a souligné la nécessité, passent des paroles aux actes.

382. Deuxièmement, au niveau opérationnel, le FAD, en tant qu'organisme régional de développement, doit se rapprocher de la ligne de front et veiller à ce que les populations participent réellement à la formulation et à l'exécution des projets, notamment par l'entremise des organisations de masse et des ONG. Ce n'est qu'ainsi, en effet, qu'elles pourront s'identifier aux projets et appuyer leur réalisation.

383. Le **REPRESENTANT du ROYAUME UNI**, se référant aux observations qu'il a faites au sujet de la nécessité d'une bonne administration et à la déclaration de M. Lounes selon laquelle le Fonds doit travailler en faveur du développement économique et ne pas être soumis à une conditionnalité politique, précise que telle n'est pas l'intention poursuivie. Néanmoins, il est de plus en plus clair qu'il existe une corrélation étroite entre une bonne administration et le développement économique. Son intention était de suggérer des moyens positifs par lesquels le Fonds pourrait atteindre cet objectif. Il espère que ce point sera réflété dans le rapport des négociations.

384. Le **COORDINATEUR** dit que les participants reviendront sur cette question en tant que point distinct à la prochaine réunion. L'on pourra alors réfléchir sur la façon de la refléter dans le projet de recommandations.

385. Résumant la discussion sur la question de la lutte contre la pauvreté, le **Coordinateur** dit que les participants, pour l'essentiel, se sont félicités du document relatif à l'orientation générale des activités futures du FAD dans ce domaine qui est pleinement conforme au consensus qui se dégage progressivement, au niveau international, sur la façon dont ce problème doit être abordé. Les participants ont également reconnu que ces orientations générales devront être précisées pour leur donner un caractère opérationnel. A cet égard, ils attendent avec intérêt de prendre connaissance du rapport du Groupe de travail de la lutte contre la pauvreté institué par la Direction, dont il est essentiel qu'il mène sa tâche à bien dès que possible, et au plus tard pendant le premier semestre de 1991. Il importera, à cet égard, de tenir dûment compte de ce qui est fait au sein d'autres organisations internationales.

386. Par ailleurs, la Direction a pris note de plusieurs points utiles, et en particulier du désir généralement exprimé par les participants de voir la lutte contre la pauvreté incluse dans le dialogue de politique avec les gouvernements et dans les PEPP. En matière de réduction de la pauvreté, les objectifs à atteindre devront être définis par les gouvernements bénéficiaires en coopération avec le FAD et avec les donateurs.

387. Les participants ont souligné la nécessité d'achever rapidement les travaux entrepris au sujet de la mise au point d'indicateurs. Le fait que le rapport préliminaire sur ce point a été reçu est un élément positif. Les participants ont exprimé leur vif désir de voir formuler des directives spécifiques touchant l'action à entreprendre dans le domaine de la population, et ont procédé à un large débat sur cette question. Il est douteux que ce travail puisse être accompli en quelques semaines, mais il faudra lui accorder la plus haute priorité pour qu'il puisse être mené à bien avant la fin de 1991.

388. Enfin, la question de l'environnement a également été abordée, et le **Coordinateur** invite les délégations à exposer plus en détail leurs vues sur ce sujet lorsque cette partie du débat sera reprise.

La séance est suspendue à 13 h 10 et reprise à 14 h 50.

VOLUME DE LA RECONSTITUTION ET POINTS CONNEXES

389. Le **COORDINATEUR** fait observer que les discussions sur les questions de personnel et les points sectoriels sont suspendues et que les délégués doivent maintenant aborder le sujet capital du scénario à cibler. Une proposition initiale qui contient quatre (4) scénarios a déjà été présentée, il faudra donc la garder présent à l'esprit.

390. A ce stade, il aimerait procéder à un tour de table pour recueillir les réactions sur le scénario du partage de la charge et toutes questions connexes. La question du choix du taux de change approprié pour la période du FAD VI est également liée à ce point.

391. Le **REPRESENTANT des ETATS-UNIS d'AMERIQUE** rappelle que son pays traverse actuellement une période d'austérité budgétaire, il est donc difficile à ce stade de déterminer le niveau de sa contribution.

392. Il s'attend à ce que des discussions exhaustives sur les changements fondamentaux à entreprendre dans l'Institution se poursuivent notamment en matière d'amélioration de la qualité des prêts et des PEPP, de détermination des allocations selon la performance. Tous ces points sont essentiels et mérite qu'on y accorde une importance particulière. A ce stade, sa délégation n'est pas disposée à parler du volume de la reconstitution.

393. Le **COORDINATEUR** présume que même si les Etats-Unis ne sont pas disposés à se prononcer maintenant sur le niveau de leur contribution, ils souhaitent maintenir au moins leur part d'actions pourvu que le volume total se situe dans le cadre des restrictions budgétaires. Etant donné qu'elle n'a pas de position tranchée sur la question à ce moment, il aimerait savoir si la délégation américaine ne rejette aucun des scénarios proposés par la Direction.

394. Le **REPRESENTANT des ETATS-UNIS d'AMERIQUE** répond que la participation de son pays va être fonction de la capacité du FAD à concevoir pour l'avenir un programme fondamentalement différent de ce qu'il a été par le passé. Il souligne à nouveau que ses autorités accordent une grande priorité aux indicateurs de performance ; mais il doit reconnaître qu'il a été favorablement influencé par les débats très intéressants qui ont eu lieu autour de cette question et d'autres points. Ceci lui permet de penser que même s'il y a encore beaucoup à faire, la Direction s'acquittera bien de sa tâche. Ceci étant dit, il ne peut pas prendre l'engagement d'assurer que son pays va maintenir la même part que celle du FAD-V.

395. Le **REPRESENTANT du ROYAUME UNI** admet que les besoins de ressources concessionnelles en Afrique sont énormes et dans le cas de plusieurs pays ces besoins se sont

trouvés accentués par la crise du golfe. Le FAD n'est qu'une des multiples voies d'acheminement de l'aide concessionnelle en Afrique et il serait utile de faire une évaluation objective de la capacité relative de ces différentes sources d'aides concessionnelles.

396. Le FAD s'est beaucoup accru au cours des dernières années et bien qu'il ait amélioré sa capacité en tant que voie d'acheminement de l'aide concessionnelle, les discussions ont montré qu'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir tant sur le plan de l'orientation des politiques que sur le plan de la qualité et de l'efficacité des projets. Dans ces circonstances, la période du FAD VI sera pour le Royaume Uni une période de consolidation, d'amélioration de l'efficacité des opérations, de renforcement de la qualité professionnelle du personnel de la Banque, de l'approfondissement de l'orientation des politiques qui ont été discutées.

397. Dans l'ensemble, il faut viser au maintien de la valeur réelle du FAD-V dans le cadre du FAD-VI. C'est pour cela qu'il importe de procéder à une évaluation réaliste du maintien de la valeur. La méthodologie appropriée de calcul de cette valeur est celle qui est utilisée dans le cadre de l'AID-9 ; il ne faut pas prendre en considération le taux d'inflation des pays africains dans ces calculs. Ce dernier devra en principe être compensés par des ajustements de taux de change dans un environnement de politiques adéquates ; il ne revient donc pas aux donateurs d'accorder des fonds concessionnels pour compenser les carences de politique.

398. Quant à la répartition des charges, le Royaume Uni est disposé à maintenir sa part du FAD-V, étant entendu qu'elle se limitera au volume qu'il a précédemment mentionné. Si le niveau de la reconstitution est trop élevée, compte tenu des impératifs budgétaires, ses autorités seront contraintes de revoir si elles maintiennent ou non leur part actuelle.

399. Le **COORDINATEUR** attire l'attention sur une différence fondamentale entre le FAD et les autres voies d'acheminement de l'aide multilatérale. Suivant les arrangements du FED dans le cadre de la convention de Lomé et dans celui de l'AID-9, les dépenses commencent juste après les engagements par contre dans le cadre du FAD les décaissements à partir des engagements au titre de la prochaine reconstitution commenceront au plus tôt en 1996. Il exhorte la délégation du Royaume Uni à tenir compte de ces différences qui peuvent avoir un impact significatif sur la capacité des donateurs à supporter les fardeaux du FAD-VI.

400. Le **REPRESENTANT** de la **SUISSE** fait observer que ses autorités ont toujours accordé une grande priorité à l'aide au développement de l'Afrique. Dès le début d'établissement du FAD, la Suisse a joué un rôle important pour le constituer et le maintenir en fonctionnement.

401. Il constate qu'au cours des dernières années, la croissance du fonds a été trop rapide, il est en conséquence nécessaire d'accorder d'avantage d'attention à l'efficacité et à la qualité.

402. Il met également l'accent sur le fait que la contribution de son pays au FAD est relativement élevée et que son gouvernement a en conséquence décidé de normaliser cette part.

403. Le **REPRESENTANT de la SUEDE** souligne que les débats ont été utiles à tous les niveaux, ils ont permis à la Direction de connaître les priorités des bailleurs de fonds et de se rendre compte du sérieux que les Etats participants attachent aux réformes et à l'amélioration des activités du Fonds.

404. La Suède attend maintenant les réactions de la Direction aux questions évoquées. Elle s'attend particulièrement à l'élaboration d'un cadre adéquat de politique sur la base duquel le FAD va fonctionner au cours des trois prochaines années. Ses autorités accordent une grande priorité à l'amélioration de la programmation par pays, à l'élaboration des PEPP et de la politique de dialogue qui y est attachée. Elle mettent aussi l'accent sur les besoins de santé primaire, le rôle de la femme dans le processus de développement, la lutte contre la pauvreté dans le cadre d'un environnement de croissance soutenable. Si ce cadre est effectivement mis en oeuvre, la Suède envisagerait alors une reconstitution substantielle du FAD.

405. S'agissant du calcul de la valeur réelle de la reconstitution, la délégation suédoise est en faveur du concept de l'AID-9.

406. Le **REPRESENTANT de l'ESPAGNE** souligne n'avoir pas encore reçu d'indications de ses autorités au sujet du niveau de leur contribution au FAD-VI. Il signale que la situation s'aggrave dans son pays, de ce fait ses autorités ont décidé d'adopter une politique d'austérité budgétaire.

407. Il met ensuite en exergue la nécessité de faire preuve de réalisme, c'est pourquoi, il serait souhaitable d'éliminer les scénarios 1 et 4 pour se concentrer sur les scénarios 2 et 3. Sur cette base, il espère que son pays pourra maintenir sa part au FAD.

408. Le **REPRESENTANT de l'ARABIE SAOUDITE** observe que toutes ces discussions ont permis de connaître la valeur du FAD-VI. Toutes les délégations reconnaissent les besoins énormes de l'Afrique qui doit obtenir une aide de plusieurs sources.

409. Il rappelle qu'à Abidjan lors de la 1ère réunion, il avait indiqué que le Royaume d'Arabie Saoudite avait mis en place un comité chargé de revoir sa politique d'aide internationale bilatérale et multilatérale. Mais à cause de la crise du golfe, il est vraiment difficile à l'heure actuelle de déterminer la part du Royaume au FAD-VI.

410. La **REPRESENTANTE du PORTUGAL** réitère la priorité de son pays qui est l'aide aux pays les plus pauvres. Son pays a l'intention de maintenir sa part au FAD qui est supérieure à celle de la BAD. Sa délégation souhaite que la 6ème reconstitution des ressources du FAD soit substantielle aussi soutient elle l'utilisation de la méthodologie de l'AID-9.

411. Le **REPRESENTANT de la NORVEGE** fait observer qu'au cours des discussions un fort accent a été mis sur les performances. A cet égard, il croit qu'il ne faut pas sous-estimer les quelques indications prometteuses de performances des pays africains ; ceux-ci sont en effet entrés dans un processus de transformation qui mérite d'être soutenu. Et ce soutien doit se traduire par l'apport de ressources concessionnelles adéquates et additionnelles.

412. Le FAD doit être un véhicule d'acheminement de ces ressources. Si en tant que bailleurs de fonds, les états participants ne fournissent pas une aide significative pour appuyer ce processus de transformation, ils courent le risque de réduire à néant les efforts actuellement en cours. C'est pourquoi, la Norvège se prononce nettement en faveur d'une augmentation substantielle des ressources du FAD. L'objectif doit être d'en maintenir au moins la valeur réelle.

413. Délibérément, il ne se prononcera pas sur le mode de calcul mais il pense qu'il faudrait maintenir au moins le scénario 3 et envisager également le scénario 4. Si au bout du compte, la communauté des bailleurs de fonds ne maintient pas au moins la valeur réelle du FAD, elle enverra alors à l'Afrique à ce moment crucial de son histoire un message négatif.

414. Quant à la répartition des charges, il note plusieurs anomalies ; l'une d'elles est que certains grands bailleurs de fonds ont une part très réduite alors que les quatre pays nordiques, groupe de petits donateurs supportent des charges très grandes. Cela ne devrait pas être ainsi.

415. Le **REPRESENTANT des PAYS-BAS** est satisfait du déroulement des négociations jusqu'à présent ; il observe un certain esprit de coopération qu'il exhorte tous ses collègues à préserver.

416. Il espère que cette volonté de faire des concessions mutuelles aboutira à une répartition équilibrée de la charge. Compte tenu des exigences formulées ces derniers temps par les délégués sur le plan des politiques et étant donné les besoins énormes de l'Afrique, une modeste augmentation des ressources du Fonds en terme réel serait souhaitable. S'agissant du mode de calcul de cette augmentation réelle, les Pays-Bas sont en faveur de la méthode utilisée dans le cadre de l'AID-9, pour des raisons de cohérence.

417. Les Pays-Bas sont disposés en principe à maintenir leur part pourvu que soit mis en place un mécanisme équilibré de répartition des charges. A leur avis, la part des Etats participants au FAD ne doit certainement pas être inférieure à celle de la BAD.

418. Le **REPRESENTANT de la COREE** est pleinement conscient des différentes circonstances malheureuses qui n'ont pas permis à l'Afrique d'appliquer avec succès certaines réformes. Sa délégation a écouté attentivement toutes les observations formulées mais elle pense que le scénario qui prévoit 40 millions d'UC F est quelque peu ambitieux ; cette question mérite d'être exhaustivement débattue.

419. Le **REPRESENTANT du JAPON** rappelle qu'à Abidjan pendant les assemblées annuelles, il a insisté sur la nécessité de répartir la charge conformément aux liens historiques géographiques et économiques avec l'Afrique. Mais il ne voudrait pas que cette philosophie soit interprétée comme un acte de mauvaise volonté de son pays vis-à-vis de l'aide au développement de l'Afrique. Bien au contraire, son pays a toujours contribué de manière significative aux différents guichets d'aide concessionnelle.

420. Cependant, il faut souligner clairement que le système actuel de répartition des charges dans le cadre du FAD ne donne pas satisfaction. Les parts des états participants à la BAD et au FAD ne sont pas du tout équilibrées.

421. Il constate en outre que les pays qui contribuent de manière substantielle à l'aide bilatérale ont tendance à réduire leur participation au titre de l'aide multilatérale. Il n'approuve pas du tout cette approche car elle conduirait à une destruction des institutions multilatérales. Quand on tient compte de toutes ces considérations, la participation du Japon aux charges n'est pas du tout rationnelle. Il déploiera tous les efforts nécessaires pour emmener ses autorités à modifier leur attitude présente, à savoir que le Japon ne doit plus être l'un des principaux donateurs. Mais pour ce faire, il faudrait que la répartition des charges évolue clairement dans le sens qu'il a précédemment indiqué. Dans le cas contraire, il craint que ces négociations ne soient pas couronnées de succès.

422. S'agissant du volume de la reconstitution, compte tenu de la nécessité de procéder à un ajustement des parts et étant donné les difficultés budgétaires auxquels sont confrontés la plupart des pays donateurs, il n'est pas certain que l'on puisse obtenir un volume total supérieur au scénario I.

423. Le **COORDINATEUR** exprime une certaine inquiétude à propos de la dernière observation du délégué japonais selon laquelle il ne faut pas s'attendre à aller au delà du scénario I ; il rappelle que le scénario I est le montant nominal du FAD V qui représenterait une réduction en valeur réelle. Il lui semble que les délégations avaient convenu de ne pas se servir de ce scénario comme base de travail. Il espère que le Japon ne maintiendra pas cette position.

424. Le **REPRESENTANT de l'ITALIE** demande d'accueillir ses remarques avec une attitude positive. Il note avec surprise dans le paragraphe 2.2 que l'indice déflateur à prendre en considération est égal à 10 % ; le déflateur de l'AID-9 était d'environ 7 %. Dans tous les cas de figure, il n'est pas approprié de retenir pour les calculs, l'indice des prix à la consommation retenu pour l'Afrique Sub-Saharienne. Il est nécessaire d'avoir une évaluation du revenu net.

425. Il souhaite savoir ce qu'il adviendra de la répartition des charges au cas où on envisagerait comme scénario possible le volume retenu lors du FAD-IV + 7 %.

426. Il formule quelques observations sur les remarques faites concernant la révision de l'accord de Maastricht à propos de la participation relative au FAD et la BAD non seulement au niveau des non régionaux, mais également au niveau des régionaux. A son avis, si l'on tient compte des données géographiques couplées avec les significations politiques, cela risque de devenir un poids dangereux pour l'institution dans l'ensemble. Cet exercice de reconstitution doit être l'occasion de mettre en exergue plutôt le caractère multilatéral de la plus grande institution financière de l'Afrique. Il faut suivre l'exemple de la Banque Mondiale où non régionaux et régionaux sont sur le même pied d'égalité.

427. Concernant la part de l'Italie dans le cadre de la répartition des charges, son pays est prêt à augmenter de 7 % sa contribution du FAD-IV ; mais il n'est pas en mesure de répéter l'exploit des 22 % du FAD-V. A ce propos, il informe ses collègues que ce matin même son gouvernement a décidé pour la période 1991-1993 de fixer le plafond de l'aide au développement à 5 milliards de liras italiennes dont 40 % seront consacrées aux institutions multilatérales. Il se dit prêt à étudier sur le plan administratif la possibilité pour le FAD d'avoir les mêmes arrangements que ceux de l'AID 9.

428. Le **COORDINATEUR** estime qu'il faut examiner plus attentivement ce dernier point pour que les experts de la BAD sachent ce qui a été fait dans le cadre de l'AID-9. Toujours à propos des inflateurs et déflateurs de l'AID-9, dans la mesure où il constate une cohérence de vue entre les états participants sur ce point, c'est effectivement la méthode appropriée à utiliser. Cependant, il convient de noter que ces chiffres non seulement requièrent une actualisation à la lumière des dernières perspectives économiques du FMI mais doivent également être examinés à la lumière de la situation actuelle du golfe. Les experts auront donc un travail supplémentaire à faire concernant cet aspect du problème.

429. Le **REPRESENTANT** de la **REPUBLIQUE FEDERALE d'ALLEMAGNE** exhorte ses collègues à faire de leur mieux pour maintenir la valeur réelle du FAD-V, compte tenu de la situation qui prévaut actuellement en Afrique et compte tenu également des efforts d'ajustement parfois douloureux qu'entreprennent bon nombre de pays africains. Il partage les vues de son collègue norvégien selon lesquelles il faut éviter d'envoyer des signaux négatifs à l'Afrique.

430. Cette question du maintien de la valeur doit être perçue dans le cadre de l'AID-9. Il souligne également la nécessité pour le FAD d'entrer dans une phase de consolidation.

431. Il est en outre nécessaire de reconnaître les efforts particuliers déployés récemment par les donateurs dans le contexte de l'AID-9 et de la convention de Lomé IV. Les montants alloués à ces deux guichets représentent plus de 30 milliards de dollars E.U. dont une grande partie sera consacrée aux pays de l'Afrique Sub Saharienne.

432. Il est juste que l'on reconnaisse les efforts des donateurs qui ont apporté une contribution substantielle aux fonds susmentionnés.

433. La République Fédérale d'Allemagne a massivement participé à ces fonds elle s'est classée en 3ème position pour l'AID-9 et pour Lomé IV, elle est de loin le premier contributeur.

434. Il met en exergue la nécessité pour tous les pays donateurs de se sentir responsables de n'importe quelle partie du monde en développement. Une région particulière du tiers monde ne doit pas être la responsabilité exclusive d'un pays donateur, cette attitude est non seulement regrettable mais également dangereuse pour l'avenir.

435. Il conclut ce point en mettant l'accent sur l'importance à accorder aux performances, à l'allègement de la pauvreté, l'environnement, l'intégration de la femme dans le processus de développement. La mise en oeuvre adéquate de ce cadre permettra aux délégués de contribuer aussi substantiellement que possible au FAD-VI.

436. La **REPRESENTANTE de la FRANCE**, se référant à la méthode à utiliser pour calculer le volume de la reconstitution, pense qu'il est mieux de baser les calculs sur la méthodologie de l'AID 9. Quant au montant de la reconstitution, elle est d'avis que ses collègues doivent sérieusement réfléchir sur les efforts que doivent déployer les états participants au titre du FAD-VI. Elle rappelle à cet égard le solide engagement qu'a pris son pays à la conférence des PMA à Paris il y a trois semaines en vue d'accorder une aide substantielle aux pays les plus pauvres. La France augmentera en conséquence ses efforts d'aide au développement pour atteindre au cours des dix prochaines années, l'objectif de 0,20 % de son PNB consacré à l'aide à ces pays. Elle croit qu'un certain nombre de pays donateurs autour de cette table étaient disposés à faire un effort similaire et fait observer que l'exercice de reconstitution des ressources du FAD doit être vu dans la même optique.

437. Elle attire l'attention sur le fait que les pays d'Afrique qui ne produisent pas de pétrole seront indubitablement et négativement affectés par la crise actuelle du Golfe. Ces pays sont par ailleurs très sensibles aux changements qui surviennent dans les politiques économiques internationales. Tous ces facteurs doivent être pris en compte lors de la détermination du volume de la reconstitution du FAD-VI.

438. L'autre remarque concernant ce point a rapport à la discussion du matin sur l'accès des pays membres emprunteurs aux ressources de la BAD et du FAD. La majorité des délégués a déjà dit que seuls les pays les plus pauvres devraient bénéficier des ressources du FAD et qu'à l'exception de projets hautement rentables, ils ne doivent pas avoir accès aux prêts BAD. Compte tenu de cela, il y a lieu de prendre les décisions nécessaires pour une reconstitution substantielle des ressources du FAD.

439. En conclusion, elle exprime de la surprise à propos de la notion d'intérêts géographiques et régionaux qui prévaudraient dans la détermination des montants que donneront certains états participants ; c'est pourquoi, elle souscrit aux observations formulées par son collègue allemand à ce sujet. En fait, les pays qui tireraient avantage de la crise du Golfe devraient faire des efforts pour contribuer de manière appréciable à cette reconstitution. Elle met l'accent sur le fait que la France s'attend à une reconstitution substantielle des ressources du Fonds.

440. Le **REPRESENTANT de la FINLANDE** souligne que son pays a toujours participé aux négociations pour les reconstitutions de ressources avec un esprit positif. L'Afrique occupe une place centrale dans l'assistance bilatérale de la Finlande aux pays en développement. Elle

croit donc qu'il est essentiel pour les résultats des négociations en cours d'être positif. Nul n'ignore que l'Afrique se trouve dans une situation très difficile, c'est pourquoi il est encourageant de noter que les ressources de certaines agences telles l'AID-9 seront en grande partie acheminées vers les pays africains.

441. Cependant, elle n'est pas en mesure de prendre de décisions arrêtées à ce stade des négociations. Les recommandations qu'elle fera à ses autorités dépendront des progrès réalisés au cours des discussions sur les questions de politique, le volume de la reconstitution ainsi que la méthodologie appropriée pour le déterminer. En tout état de cause, son pays souhaite le maintien de la valeur réelle du FAD-V.

442. Le **REPRESENTANT du DANEMARK**, au sujet du problème du taux de change, suggère d'utiliser le taux moyen de change pour la période des six derniers mois qui précèdera la conclusion de ces négociations. Il rappelle qu'une approche similaire avait été adoptée par les délégués au titre du FAD-V.

443. Quant au partage des charges, le point de départ traditionnel pour toute négociation est normalement la part précédente des états participants concernés. Il supporte ceux qui ont établi un lien entre les parts des Etats participants au Fonds et celles à la Banque.

444. En ce qui concerne la position de son pays sur le volume de la sixième reconstitution des ressources, il fait remarquer que l'Association Danoise pour le Développement a toujours accordé une grande priorité aux efforts de développement des pays africains ainsi que le démontre amplement la contribution du pays à la BAD et au FAD ; cette contribution est assez élevée si l'on considère la capacité économique de certains donateurs. Il met cependant l'accent sur le fait que la part de son pays au FAD-V doit être vue dans le sens d'un programme d'aide de 0,94 % du PNB dont on augmentera le niveau à 1 % vers 1992 ; à part cela, il n'y aura pas d'autres augmentations de ressources destinées à l'aide. Ce fait tiendra lieu de guide pour orienter l'approche du Danemark au sujet de l'exercice actuel de reconstitution. Son pays est prêt à faire les efforts nécessaires pour maintenir sa part du FAD-V mais il est important que d'autres donateurs soient prêts à déployer les mêmes efforts. Il suggère d'accorder une attention particulière aux pays qui ont une part très peu élevée au Fonds de même qu'à ceux dont les parts au Fonds sont moins élevées que celles à la Banque.

445. Au sujet de la taille éventuelle de la reconstitution, il pense que des progrès ont été réalisés dans les discussions sur les questions de politique mais il est nécessaire de les conclure pour pouvoir déterminer le niveau de la reconstitution. Son pays s'attend néanmoins à une

reconstitution substantielle. En termes pratiques, il serait souhaitable de limiter le nombre de scénarios à deux et s'atteler à maintenir la valeur réelle du FAD-V sur la base de la méthodologie de l'AID-9.

446. Le **REPRESENTANT du BRESIL** souligne que son pays étant lui-même un pays en développement, il est fortement acquis à la cause africaine. Bien qu'il soit l'un des membres fondateurs du Fonds, il sera difficile au Gouvernement brésilien de maintenir sa contribution actuelle au titre du FAD-VI à cause des difficultés économiques actuelles auxquelles est confronté le Brésil ainsi qu'à cause des contraintes budgétaires qui en découlent.

447. Le **COORDINATEUR** note que le délégué brésilien n'est pas en mesure de prendre un engagement ferme en ce qui concerne la prochaine reconstitution. Il espère cependant que ses autorités vont soigneusement examiner le document sur les indicateurs du partage de la charge et particulièrement le paragraphe 13 car il a un rapport avec la situation particulière du Brésil étant donné les efforts spéciaux qu'a déployé le pays au titre d'autres fonds en faveur des pays qui sont confrontés à une situation économique plus difficile.

448. Le **REPRESENTANT de la CHINE** informe ses collègues que son pays est disposé à maintenir sa part du FAD-V dans le cadre du FAD-VI et est prêt à s'associer aux décisions qui seront prises par la majorité au cours de ces négociations.

449. Il met par ailleurs l'accent sur le fait que la situation de la Chine diffère de celle de la plupart des pays donateurs en ce sens que son pays est une nation en développement et à bas revenu qui est confronté en ce moment à une situation financière difficile. En conséquence, son gouvernement ne pourra pas contribuer de manière significative à cet exercice. Sa contribution sera néanmoins le reflet de la solidarité traditionnelle qui existe entre la Chine et les pays africains dans le but d'accéder à la modernisation et au développement économique.

450. Le **REPRESENTANT du CANADA** dit que la place de son pays dans les exercices de reconstitution du FAD est bien connue. En effet, sa participation actuelle aux ressources du Fonds est de 10,5 % et ses contributions passées s'élevaient à 15 % ; son pays occupe la troisième place en matière de participation, le Canada se trouve donc en première ligne depuis longtemps. De bonnes raisons sous-tendent cette position, le Canada est en effet l'un des membres fondateurs du Fonds et il a déployé des efforts spéciaux pour le mettre en place, à savoir des contributions très substantielles par le passé. Elle fait cependant remarquer qu'il sera difficile de maintenir une telle position indéfiniment.

451. En ce qui concerne le partage de la charge, elle rappelle les vues selon lesquelles la règle 2/3 1/3 devrait continuer à jouer mais l'application de cette règle devrait dépendre du niveau des contributions aux ressources de la Banque ; la souscription du Canada à cet égard est assez élevée. Tout en supportant les observations selon lesquelles les parts du Fonds doivent être plus élevées que celles de la BAD, il y a lieu de noter que les participations au capital de la Banque n'étaient pas seulement basées sur des calculs purement mathématiques mais également sur les niveaux d'engagement.

452. Au cours des deux dernières années, le budget du Canada a été réduit et bien que le budget de l'ODA ait été protégé dans une certaine mesure, il n'a pas pour autant été entièrement épargné. Cet exercice est le premier qui vient en discussion depuis que les restrictions budgétaires ont été appliquées dans son pays et cela lui rend encore plus difficile la tâche de défendre les affectations prévues pour les IFI. L'argent doit être donné là où il peut être rationnellement utilisé.

453. Il n'y a aucun doute concernant l'engagement du Canada vis-à-vis de l'Afrique. Cependant, en tant que donateur principal, son pays aimerait pouvoir jouer un rôle prépondérant dans la gestion de l'Institution. Un point manque à l'ordre du jour de ces négociations, en l'occurrence celui sur les questions d'orientation et de gestion de l'Institution. Ces questions ont été largement débattues dans le cadre des revues à mi-parcours de la Banque et du Fonds. Il importe à son gouvernement de savoir dans quelle mesure la Direction de la Banque et du Fonds pourra apaiser ces préoccupations. Le Canada s'associe à la suggestion selon laquelle une revue à mi-parcours du FAD-VI est nécessaire étant donné que celle du FAD-V a eu lieu trop tard pour pouvoir avoir un impact significatif.

454. Son gouvernement n'a pas encore décidé quelle sera sa position au sujet du FAD-VI mais elle soutient les suggestions faite en faveur du maintien de la valeur du FAD-V ainsi que celles sur la nécessité pour le Fonds d'entrer dans une période de consolidation après avoir bénéficié d'augmentations substantielles au titre des précédentes reconstitutions. Elle s'associe en conséquence aux voix qui ont demandé l'élaboration d'un tableau sur le maintien de la valeur. Elle est également en faveur de l'utilisation de la méthodologie de l'AID-9 pour calculer le niveau de la reconstitution ; mais à ce propos, il serait utile de tenir compte des éléments nouveaux tels l'impact de la crise récente du Golfe sur l'inflation. Des ajustements mineurs devront donc être faits. La part du Canada au titre du FAD-VI dépendra des résultats des discussions qui suivront mais il faut préciser qu'elle sera inférieure à 10,5 %.

455. Le COORDINATEUR met l'accent sur les services précieux que le Canada a rendu à la Banque et au Fonds et exhorte le délégué canadien à déployer les efforts nécessaires pour que son pays préserve cette performance brillante.

456. Le **REPRESENTANT de la BELGIQUE** souligne que les négociations relatives aux reconstitutions de ressources sont des exercices toujours difficile et celle en cours n'a pas failli à la règle. En outre, les récents événements mondiaux, en particulier la crise du Golfe y introduisent une note d'incertitude, incertitude concernant la durée possible de la crise. Il est bien évident que l'Afrique Sub-Saharienne sera la région la plus durement touchée ; il faut en conséquence tenir compte de cette situation au cours des négociations.

457. La Belgique a mis au point une méthode d'évaluation des conséquences de la crise ainsi que des ressources qui peuvent être débloquées pour aider les pays les plus durement affectés et cette méthode comprend la fourniture de ressources adéquates et des canaux à utiliser pour que ces ressources aillent aux bénéficiaires.

458. Compte tenu du cadre très restreint dans lequel le gouvernement doit opérer, la Belgique donnera la priorité à l'utilisation efficace des ressources et à la performance des pays. A son avis, il serait dramatique de baser les négociations sur le scénario I mais d'un autre côté les scénarios III et IV ne sont pas très réalistes. Par conséquent, il faut situer les futures discussions entre ces deux limites.

459. Il attire l'attention sur le fait que le FAD a connu une croissance rapide au cours des dernières années et comme l'ont déjà suggéré quelques délégués, il serait judicieux que le Fonds entre dans une phase de consolidation.

460. Il rappelle que la Belgique a eu pour tradition de maintenir ces parts dans les exercices de reconstitution. En fait, la part du pays a relativement augmenté depuis le FAD-III. Malheureusement, compte tenu des contraintes budgétaires actuelles, il ne peut pas donner l'assurance que cette situation perdurera. Il craint qu'au contraire la part actuelle ne soit réajustée si le volume de la reconstitution est substantiel.

461. En ce qui concerne le taux de change à utiliser pour la conversion des devises, il partage les vues de ceux qui ont recommandé l'application du taux moyen de change des six mois précédant la conclusion des négociations.

462. Le **REPRESENTANT de l'AUTRICHE** est en faveur d'une reconstitution substantielle. Il reconnaît les difficultés auxquelles sont confrontés les pays africains non-producteurs de pétrole et exprime l'espoir que des institutions telles la Banque Mondiale établisse un jour un fonds qui viendra en aide aux pays les plus durement affectés par la crise du pétrole.

463. En ce qui concerne la part de son pays, il fait observer que les parts de l'Autriche à la Banque sont moins élevées que celles du Fonds et que les parts FAD sont les plus élevées quand on les compare avec celles du pays à l'AID et aux autres fonds régionaux. La préférence est donnée à l'Afrique dans les programmes d'assistance bilatérale.

464. Il n'approuve pas la suggestion faite le matin de remplacer l'UCF par l'UCB car il n'est pas possible de substituer des fonds concessionnels à des fonds non-concessionnels.

465. **Le REPRESENTANT de l'ARGENTINE** dit qu'il ne peut malheureusement rien dire sur cette exercice à ce stade. Il fait référence au retard accusé par son pays au titre des dépôts des instruments de souscription et remercie les Etats participants ainsi que les autres parties intéressées pour leur compréhension bienveillante et pour la flexibilité dont ils ont fait preuve à cet égard. Ses collègues ne sont pas sans connaître les contraintes économiques de l'Argentine. Cependant, ses autorités ont parfaitement conscience de leurs obligations vis-à-vis du FAD ; elles déploieront donc tous les efforts nécessaires pour coopérer, en tant que pays en développement avec les pays frères d'Afrique pour atteindre le but du développement.

466. **Le REPRESENTANT du CANADA** remercie le coordinateur d'avoir parlé du rôle du Canada dans l'établissement du FAD. Se référant à l'observation de son collègue allemand sur la responsabilité globale, elle souligne que le Canada a un fort pourcentage de contribution dans les banques régionales et que son pays ne pourra pas maintenir cette position si des résultats concrets ne sont pas enregistrés. En tant que donateur important, son gouvernement a la responsabilité spéciale de tout mettre en oeuvre pour que soit adopté le genre de réformes qu'il sollicite. Ce n'est pas une question de confiance aveugle. Des résultats spécifiques doivent être obtenus dans le cadre de ces négociations pour que le Canada puisse continuer à maintenir le niveau de ses contributions au cours des années.

467. Par ailleurs, les retards que peuvent accuser les tirages ne sont pas favorables au Canada. Le budget de son pays est confectionné sur la base d'engagements et les engagements en faveur des Institutions Financières Internationales (IFI) se font sur la base des émissions de bons pour qu'ils puissent être négociables immédiatement. En ce moment, le Canada subit les effets des décisions prises il y a plusieurs années. Elle a en conséquence la double responsabilité de gérer les engagements en terme d'émission de bons et de veiller à ce que ses successeurs ne pâtissent pas en 1996 des encaissements des bons qu'elle aura promis en 1991.

468. **Le COORDINATEUR** remercie la représentante du Canada pour ses premières remarques dont la Direction a, il en est sûr, bien pris note. De telles déclarations encouragent tous

les délégués à conclure les discussions sur les questions de politique qui sont vitales dans la détermination de la position du Canada et d'autres Etats participants au sujet du niveau de la reconstitution.

469. En ce qui concerne les dépôts, il pense que des arrangements sont possibles pour aider certains Etats participants à honorer les engagements qu'ils ont à l'esprit.

470. Le **REPRESENTANT** des **PAYS-BAS** dit que le partage des charges et la taille actuelle du Fonds ne sont pas des questions liées à un moment particulier mais à toute la période de la reconstitution. Le pouvoir d'achat du Fonds est largement influencé par les mouvements des taux de change. Il souhaiterait donc que le Coordinateur et la Direction concentrent leurs réflexions sur l'équité du partage de la charge pour améliorer le pouvoir d'achat du Fonds, et ce en ayant à l'esprit les trois solutions de rechange suivantes : la mise en oeuvre d'un calendrier d'encaissement basé sur le système de l'AID, le système d'encaissement au prorata récemment adopté par la BERD qui est basé sur le DTS ou l'équivalent UC de l'obligation et non sur l'unité d'obligation. La troisième option, tel qu'indiquée au paragraphe 13 du document en question, est la méthode utilisée dans le cadre de l'AID-9 qui obligent les pays qui ont un taux d'inflation élevé à payer en monnaie convertible et de préférence en DTS. A son avis, les trois instruments précités sont importants pour un partage de la charge équitable.

471. Le **COORDINATEUR** souligne que s'il faut suivre ces options, la Direction doit préparer les documents nécessaires pour les soumettre aux délégués au cours de la réunion suivante. La question de changer les arrangements d'encaissement peut avoir un impact sur la plupart des Etats participants et de plusieurs manières, il faut donc débattre exhaustivement de la question. Le troisième point concernant les paiements en monnaie convertible a également été bien noté. Il a aussi été rappelé que le système de la Banque Inter-Américaine demande aux participants de payer en dollars E.U. Toutes ces questions devront ultérieurement être débattues à fond par les délégués.

472. Le **REPRESENTANT** de l'**AUTRICHE** aimerait avoir des éclaircissements sur l'intervention du Coordinateur selon laquelle la période d'encaissement commencera en 1996. Il aimerait savoir si le Fonds n'aura pas besoin de liquidités pour les prêts à décaissement rapide approuvés au début de la nouvelle période de la reconstitution.

473. Le **COORDINATEUR** explique que selon son entendement les tirages seront faits à partir des bons existants et selon les projections de la Direction, ces bons qui sont en pool ont déjà été déposés.

474. Revenant aux questions discutées au début de l'après-midi, il rappelle, concernant la méthodologie, qu'un consensus s'est développé pour l'emploi de la méthodologie de l'AID-9 pour les calculs avec des actualisations qui pourront être obtenues par le biais des consultations avec le FMI et les autres institutions concernées.

475. Deuxièmement, il a noté une certaine convergence de vues pour que le personnel prépare des tableaux révisés sur la base de la formule proposée par le délégué danois au sujet du maintien de la valeur réelle du FAD-V.

476. En ce qui concerne la taille de la reconstitution, il est évident que la plupart des Etats participants n'est pas en mesure de donner une position arrêtée sur la question et pour beaucoup d'autres Etats, les décisions qui seront prises au sujet des questions de politique auront un grand impact sur la position qu'ils adopteront. Cependant, la plupart des délégués pensent qu'il faut maintenir la valeur réelle du FAD-V.

477. Il y a eu un échange de vues sur le partage de la charge et il a l'impression que ce sera un sujet très épineux. Mais il a confiance en l'aboutissement d'un consensus sur la question avant la fin des négociations étant donné les démonstrations de bonne volonté qu'il a pu enregistrées. Le temps imparti est vraiment court et les délégués doivent réfléchir sérieusement à la question du montant à indiquer à la Direction ainsi qu'aux intentions bien définies du Japon et du Canada de diminuer leur part. Il rappelle que le Japon demande essentiellement qu'il y ait une évolution plus générale du système de partage de la charge du Fonds. Cette question devra être exhaustivement débattue.

478. Des remarques ont également été formulées sur la nécessité d'établir un lien entre les niveaux des parts des Etats participants à la Banque et au Fonds ; il faut donc réfléchir davantage à la question.

479. Quant au taux de change, deux Etats participants ont supporté l'idée d'utiliser la moyenne du semestre précédant comme base de détermination de l'UCF pour la période du FAD-VI. Dans tous les cas, il est nécessaire de choisir un taux de change de telle sorte que les Etats participants puissent déterminer le niveau de leurs obligations en monnaie nationale. Cette décision devra être prise pas plus tard qu'à la prochaine réunion. La Direction devra préparer des chiffres actualisés sur le second scénario dans le tableau.

480. Le **REPRESENTANT des ETATS-UNIS d'AMERIQUE** fait observer que la majeure partie des discussions a porté sur les scénarios. Il tient cependant à attirer l'attention de la Direction ainsi que celle de ses collègues sur le fait que son pays n'est pas encore en mesure

d'accepter les scénarios I et II qui ont été au centre des délibérations. Il exprime cependant l'espoir qu'un cadre de politique sera mis en place avec des réformes appropriées pour justifier le maintien de la valeur réelle du FAD-V. Son gouvernement sera plus à l'aise avec un scénario moins élevé que le scénario I proposé.

La séance est suspendue à 16 h 40 et reprise à 17 h 05.

ALLOCATION DES RESSOURCES PARMI LES PAYS ELIGIBLES (ADF-VI/CM.2/90/12)
(point 4 de l'ordre du jour - suite)

481. Le **COORDINATEUR** soumet à l'examen des délégués le document sur l'affectation des ressources parmi les pays éligibles (ADF-VI/CM.2/90/12).

482. Le **REPRESENTANT de la REPUBLIQUE FEDERALE d'ALLEMAGNE** suggère que des provisions soient faites pour mettre en place un système de contrôle afin de veiller au bon fonctionnement de la politique d'allocation de ressources. Il se demande aussi si le système est établi de manière adéquate ceci pour éviter que certains pays ne reçoivent trop de ressources au détriment d'autres pays.

483. Le **COORDINATEUR** fait remarquer que le paragraphe 3 précise que les allocations par pays ne devraient pas dépasser le plafond de 125 % du chiffre indicatif retenu.

484. Le **REPRESENTANT de la BELGIQUE** suggère d'ajouter à la liste des critères la situation géographique, cet élément est important pour plusieurs pays, surtout pour ceux qui sont enclavés.

485. Le **REPRESENTANT du DANEMARK** pense qu'il faut éviter d'établir un programme trop minimal qu'il ne sera pas pratique de gérer administrativement.

486. Le **REPRESENTANT de la SUEDE** suggère d'ajouter à la liste des critères indiqués au paragraphe I "les efforts pour atteindre une croissance dans la justice". Cette formulation a été adoptée par l'AID dans sa définition des performances.

487. Il présume que d'autres critères spécifiques seront proposés par la Direction ultérieurement.

488. Le **COORDINATEUR** dit qu'il peut être demandé à la Direction d'élaborer d'autres critères spécifiques pour les soumettre à l'examen des délégués.

489. Le **REPRESENTANT de l'AUTRICHE** pense que les critères géographiques tels l'enclavement des pays ne sont pas assez importants pour être considérés comme des critères spécifiques.

490. La **REPRESENTANTE de la FRANCE** est d'avis qu'il ne faut pas laisser complètement de côté les facteurs géographiques, cependant, l'importance à leur attacher peut être réduite. La performance est un critère important mais le facteur d'exécution de 25 % indiqué au paragraphe 3 lui semble quelque peu élevé ; peut être qu'il pourra être réexaminé dans le cadre d'une revue à mi-parcours.

491. Le **COORDINATEUR** fait remarquer que la proportion de 25 % est un plafond à appliquer à la discrétion de la Direction. La Direction a estimé que c'était une limite raisonnable. Mais ce pourcentage pourrait être revu dans le cadre d'une revue à mi-parcours.

492. Le **REPRESENTANT du CANADA** dit qu'il n'est pas sûr que les opérations de prêts à l'appui des réformes doivent être séparés de la programmation générale. Etant donné l'importance que revêt la performance, il se demande si la proportion de 25 % indiquée au paragraphe 3 ne doit pas être plus élevée.

493. Le **COORDINATEUR** souligne que le critère de performance sera également reflété dans la programmation par pays. Il convient cependant que des efforts doivent être déployés pour éviter de grosses distortions susceptibles d'être amenées par l'incidence des opérations à l'appui des réformes. Le pourcentage de 25 % a paru raisonnable à ceux qui y ont travaillé mais il est bien entendu ouvert à la discussion.

494. Le **REPRESENTANT des ETATS-UNIS d'AMERIQUE** fait remarquer que l'évaluation des politiques en matière d'environnement ainsi que la situation macro-économique des pays sont essentiels à la prise de toute décision sur les affectations de ressources, à l'exception du programme prioritaire. Les PEPP peuvent être utilisés pour aider à affiner l'évaluation. Dans l'AID, les pays qui ont une pauvre politique d'environnement sont exclus de tous les programmes à l'exception des programmes prioritaires. Le système BAD/FAD a atteint un tournant dans son histoire ; il est donc essentiel à présent d'adopter la performance comme critère de base.

495. Le **COORDINATEUR**, constate que les commentaires du représentant des Etats-Unis soulève deux problèmes. Le premier est celui de savoir si le pourcentage de base de 75 % destiné au programme prioritaire est trop large ; si c'est un point de vue général, il peut bien sûr être réduit. Le deuxième problème est celui de la performance, notamment comment la déterminer. Le texte qu'il a proposé s'en tient étroitement au langage utilisé par l'AID : il se réfère à trois critères sans pour autant spécifier ou indiquer exactement comment ils doivent être appliqués.

496. Le **REPRESENTANT du ROYAUME-UNI** pense que le système proposé peut laisser trop de place à l'interprétation et au jugement personnel et ceci posera de gros problèmes à la Direction. Il pense qu'il faut ajouter quelques dispositions pour réduire certains programmes pour lesquels des problèmes sévères et persistents de dialogue existent entre la Direction et certains pays.

497. En rapport avec l'observation de la représentante de la France selon laquelle tous les pays pourraient prétendre à l'octroi de récompense sur la base de la performance, il pense que l'évaluation de la performance par la Direction ne devra pas être prise dans l'absolu.

498. Concernant les désavantages dus à la situation géographique, il fait remarquer qu'ils sont déjà pris en compte au niveau du seuil de pauvreté d'un pays.

499. Il admet qu'il est difficile de mesurer la performance dans son ensemble en terme objectif, il faut néanmoins donner quelques indications plus spécifiques à la Direction sur le sujet.

500. Il ne voit pas la nécessité d'établir une "sous rubrique pays" distincte à l'intérieur de la rubrique des prêts à l'appui des réformes.

501. Le **REPRESENTANT du DANEMARK** dit qu'il ne faut pas perdre de vue la distinction entre les pays de la catégorie A et ceux de la catégorie B.

502. Il convient avec le représentant du Royaume-Uni qu'il n'est pas nécessaire d'isoler les prêts d'ajustements économiques en dehors de l'enveloppe séparée des prêts à l'appui des réformes.

503. A son avis, l'accès au PSA peut être une condition suffisante mais pas nécessaire pour avoir accès aux ressources du FAD.

504. Le **REPRESENTANT** du **CANADA** demande s'il existe des pays qui n'ont pas accès au PSA mais qui sont éligibles aux ressources du FAD.

505. Le **COORDINATEUR** répond par l'affirmative.

506. Le **REPRESENTANT** de la **NORVEGE** est d'avis qu'une catégorie séparée pour les prêts à l'appui des réformes est utile.

507. Le critère de performance proposé au paragraphe 3 est également utile. Ils sont étroitement conformes aux critères de l'AID et cela est souhaitable.

508. Le **COORDINATEUR** fait observer qu'il serait utile que le représentant des Etats-Unis d'Amérique soumette une note révisée sur l'allocation des ressources parmi les pays éligibles à la lumière des commentaires qui ont été faits par les délégués.

509. Le **REPRESENTANT** des **ETATS-UNIS d'AMERIQUE** répond qu'il essaiera de le faire.

QUESTIONS INTERSECTORIELLES SUR L'ENVIRONNEMENT (suite)

510. Le **COORDINATEUR** suggère de débattre des questions sur l'environnement.

511. Le **REPRESENTANT** des **ETATS-UNIS d'AMERIQUE** appuie fortement l'intention du Fonds de mettre un accent plus marqué sur les questions d'environnement. Une formulation spécifique doit être faite dans l'accord relatif à la reconstitution pour encourager les initiatives qui sont déjà en cours et pour renforcer les activités du Fonds dans ce domaine important. Une provision spéciale doit être faite pour veiller à ce qu'une évaluation de l'impact sur l'environnement soit faite pour tous les projets qui auront un impact "significatif" sur l'environnement. Les copies de ces évaluations devront être remises aux membres du Conseil au moins 120 jours avant que le Conseil puisse statuer.

512. La participation publique est un élément essentiel dans le processus d'évaluation de l'impact sur l'environnement. Les accords devraient préciser la nécessité de la participation totale des communautés locales et des ONG dans ledit processus et pour ce faire, ceux-ci devraient pouvoir avoir accès aux documents d'évaluation. Des copies de ces évaluations devraient être mises à la disposition du public.

513. La législation des Etats-Unis stipulent, avec effet à partir du 19 décembre 1991, que les Etats-Unis ne devront plus supporter les prêts qui auront un impact significatif sur l'environnement à moins qu'une évaluation sur cet impact n'ait été faite et que des copies n'aient été distribuées au Conseil au moins 120 jours à l'avance. Il sera en conséquence très difficile de justifier au Congrès américain la participation des Etats-Unis à la reconstitution si un système de cette nature n'est pas mis en place et s'il ne fonctionne pas effectivement.

514. Il y a une unanimité internationale sur la nécessité urgente de protéger les ressources de la forêt tropicale. Les accords devraient donc préciser la nécessité pour le Fonds de mettre en place des mesures le plus rapidement possible pour veiller à ce que les projets forestiers qu'il finance accordent un plus grand poids à la conservation des zones forestières, à la protection de la diversité biologique, y compris les programmes de renforcement institutionnel dans le domaine forestier. Les pays membres emprunteurs devront également formuler des politiques agricoles et foncières ainsi que d'autres stratégies nationales dans ces domaines qui soient compatibles avec une gestion saine des ressources forestières.

515. Un consensus international s'est également développé sur la nécessité de faire des réformes et celle de consolider le Plan d'Action des Forêts Tropicales (TFAP), pour fournir une plus grande protection aux forêts tropicales. Les dispositions juridiques devraient donc encourager le Fonds à devenir plus actif dans le processus du TFAP et à user de son influence pour aider à réussir cette réforme et cette consolidation.

516. Il encouragera le Fonds à être plus agressif dans l'expansion de son programme de conservation de l'énergie, d'en assurer l'efficacité et de tenir compte des énergies renouvelables. Les accords devraient demander l'augmentation du personnel professionnel avec des qualifications dans ces domaines spécifiques et une plus grande priorité devrait être accordée à la planification à moindre coût.

517. Il devra également être spécifié dans l'accord qu'il faudra encourager et promouvoir les prêts sur les secteurs énergétiques et y inclure des provisions pour l'assistance technique. Des séminaires sur ces sujets devraient également être organisés à l'intention du personnel et des membres du Conseil.

518. Lors de l'évaluation des prêts énergétiques, il devra être demandé au Fonds de comparer le coût de la réduction de la demande au coût des propositions relatives à l'accroissement de la capacité de production et d'inclure les coûts de l'environnement dans son analyse économique des projets proposés qui auront un impact significatif sur l'environnement.

519. Le Fonds Africain de Développement est confronté à un problème sérieux de sous-effectif dans le domaine de l'environnement. Les réformes qu'il vient de mentionner ne pourront pas être mises en oeuvre si des mesures immédiates ne sont pas prises pour augmenter le nombre d'experts en environnement au sein du personnel permanent. Des provisions budgétaires nécessaires devront être faites pour recruter 10 nouveaux experts en environnement d'ici le 30 Juin 1991 et ce nombre devra être augmenté à 15 d'ici le 31 décembre 1991.

La séance, suspendue à 18 heures, est reprise à 18 h 5.

520. Le **COORDINATEUR** dit qu'il a fait distribuer le texte de l'accord intervenu au sujet de l'environnement dans le cadre des négociations relatives à la neuvième reconstitution des ressources de l'IDA, qui pourra faciliter la discussion sur ce point, et il invite les participants à commenter les points soulevés par la délégation des Etats-Unis.

521. Le **REPRESENTANT de la REPUBLIQUE FEDERALE d'ALLEMAGNE** rappelle qu'une longue discussion sur la question de l'environnement a eu lieu lors des négociations relatives à la neuvième reconstitution des ressources de l'IDA, à la suite de laquelle il s'est dégagé un consensus qui, pour l'essentiel, tient compte des préoccupations exprimées par les Etats-Unis, notamment pour ce qui est de la nécessité d'assurer une plus grande transparence pour toutes les questions liées à l'environnement, y compris dans le cadre des activités de la Banque Mondiale. D'un autre côté, il importe de ne pas perdre de vue qu'il faut sauvegarder le caractère confidentiel des rapports entre la Direction de la BAD et du FAD et les gouvernements des pays bénéficiaires. Quoi qu'il en soit, la solution adoptée, même si elle n'est pas identique à celle retenue dans le cadre de l'IDA, devra concilier ces deux éléments.

522. Le **REPRESENTANT de la NORVEGE** fait observer que la déclaration des Etats-Unis contient un grand nombre de propositions spécifiques qu'il est difficile d'évaluer. L'important est de déterminer quelles sont les propositions qui apparaissent comme réalisables eu égard à la capacité des pays intéressés et aux procédures du Conseil. Certaines propositions, en revanche, risquent d'être difficilement applicables dans l'immédiat. Il serait bon que la Direction fasse connaître son point de vue à ce sujet.

523. La **REPRESENTANTE de la FRANCE** pense, comme le représentant de la Norvège, que certaines des propositions avancées ne sont pas réalistes dans le contexte de la BAD. D'une façon générale, la France partage les préoccupations exprimées au sujet de l'environnement, mais considère que toute nouvelle activité dans ce domaine devra être réalisée, si besoin est, au moyen d'un redéploiement des effectifs, et sans recrutement de personnel supplémentaire.

524. Le **REPRESENTANT du BRESIL** dit que, bien que l'importance des problèmes liés à l'environnement soit généralement admise, certaines des propositions faites par la délégation des Etats-Unis suscitent des doutes. Il a été proposé, par exemple, que les groupes communautaires locaux et les ONG participent pleinement au processus d'évaluation de l'effet des projets sur l'environnement. Cette participation est certainement nécessaire, mais l'on peut se demander si des ONG compétentes en la matière existent dans tous les pays, ou si l'on ne risque pas de voir intervenir des groupes de pression de l'extérieur qui ne connaissent pas les conditions propres à la région considérée.

525. S'agissant de la protection des forêts tropicales, qui est visée dans la proposition des Etats-Unis et à laquelle le Brésil attache, pour des raisons évidentes, une grande importance, l'on peut aussi se demander s'il convient de mettre l'accent sur une question qui n'intéresse qu'une partie de l'Afrique, alors que bien des pays n'ont pas de forêts tropicales, mais plutôt des zones de Savanes, ou des régions Semi-désertiques, qui doivent être protégées aussi.

526. S'agissant des 10 ou 15 spécialistes de l'environnement qui, selon la délégation des Etats-Unis, devraient être recrutés par la BAD pour s'occuper des activités dans ce domaine, la délégation brésilienne s'associe à la position exprimée par la délégation française et voudrait savoir sur quelle base la délégation des Etats-Unis est parvenue à ce chiffre.

527. Le **COORDINATEUR** rappelle que le Brésil s'est associé au consensus intervenu sur la question dans le cadre de l'IDA, et précise que le Plan d'action pour la protection des forêts tropicales mentionné dans la proposition des Etats-Unis vise non seulement les forêts humides, mais aussi les forêts sèches, même si celles-ci ne renferment pas la même diversité biologique que les forêts humides.

528. Le **REPRESENTANT des ETATS-UNIS d'AMERIQUE**, en réponse à la question posée par la délégation brésilienne, explique que le chiffre de 10 ou 15 spécialistes de l'environnement jugés nécessaires pour permettre à la BAD de s'acquitter comme il convient de son rôle de l'environnement a été calculé par les services du Trésor des Etats-Unis sur la base du nombre de transactions entre la Banque mondiale et la BID et les pays bénéficiaires, d'une part, et du nombre de transactions à prévoir entre le FAD et les gouvernements de pays d'Afrique.

529. Se référant aux observations de la délégation française touchant le redéploiement des effectifs, le représentant des Etats-Unis fait valoir qu'il faut non pas redéploier le personnel existant, mais plutôt recruter du personnel supplémentaire, surtout si l'on considère qu'il y aura

175 postes vacants à la BAD à la fin de 1990. Le Gouvernement des Etats-Unis est disposé à appuyer, dans le budget pour 1991, l'ouverture des crédits nécessaires au recrutement de 15 spécialistes de l'environnement. Les dates de recrutement de ces spécialistes devront être soigneusement étudiées compte tenu de la législation des Etats-Unis relatives aux délais dans lesquels doivent être présentées les évaluations de l'impact des activités envisagées sur l'environnement avant leur approbation éventuelle.

530. La **REPRESENTANTE** du **CANADA**, bien que ne pouvant faire que des observations préliminaires à ce stade, dit que sa délégation est favorable à ce que l'accord qui doit intervenir sur les opérations du FAD contienne des règles strictes concernant la protection de l'environnement. Il ne faut pas perdre de vue, cependant, que les propositions formulées par la délégation des Etats-Unis sont basées sur des considérations imposées par la législation américaine qui, à strictement parler, ne s'appliquent qu'aux Etats-Unis eux-mêmes. Il est certain, toutefois, qu'il faut veiller à ce que les projets appuyés par le FAD tiennent dûment compte de la nécessité de protéger l'environnement, au même titre, d'ailleurs, que les activités entreprises dans les pays industrialisés.

531. Pour ce qui est des effectifs, la délégation canadienne appuie le recrutement de personnel supplémentaire, car un redéploiement du personnel existant, comme suggéré par la délégation française, ne serait pas suffisant.

532. M. **KARIISA** déclare que la Direction, consciente de la nécessité d'assurer une exécution écologiquement rationnelle des projets, a déjà entrepris de mettre en place l'infrastructure voulue à cette fin, et a demandé à une firme de consultants de préparer une étude sur les évaluations des effets sur l'environnement des activités appuyées par la BAD.

533. En ce qui concerne les forêts, la BAD a organisé, en coopération avec la Banque mondiale et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), une conférence sur la protection des forêts tropicales qui doit se tenir en novembre 1990 avec la participation des pays du centre et de l'ouest de l'Afrique.

534. Dans le domaine de l'énergie, la BAD a entrepris, en collaboration avec la Banque mondiale et le PNUD, de préparer un document de politique générale et travaille déjà sur nombre des aspects mentionnés dans la proposition des Etats-Unis, comme la conservation de l'énergie et la rationalisation des projets du point de vue de l'efficacité énergétique.

535. Toutes les activités entreprises et envisagées devraient s'intégrer au processus déjà en cours et, comme la BAD n'a pas encore achevé son examen du cadre général de sa politique en

matière d'environnement et comme les besoins dans ce domaine ne peuvent pas encore être définis avec précision, il semblerait qu'un recrutement de personnel supplémentaire soit prématuré à ce stade.

536. D'une façon générale, le texte de l'accord intervenu dans le cadre de l'IDA est acceptable, sous réserve des aménagements à lui apporter pour tenir compte de la situation spécifique de la BAD. A ce propos, la participation des ONG aux évaluations environnementales ne manquera pas de susciter différentes difficultés, dans la mesure où il faudra non seulement identifier les ONG locales compétentes, mais aussi, sur le plan interne, mettre en place des procédures visant à préserver le caractère confidentiel des rapports entre la BAD et les pays bénéficiaires.

537. En conclusion, M. Kariisa considère que les grandes lignes de la proposition des Etats-Unis sont acceptables.

538. La **REPRESENTANTE** de la **FRANCE** précise que, par redéploiement, sa délégation veut dire qu'il n'y aura pas de recrutement de personnel supplémentaire par rapport aux tableaux d'effectifs autorisés pour 1990. Un recrutement pourrait évidemment être envisagé si les compétences nécessaires ne sont pas disponibles.

539. Le **COORDINATEUR** souhaiterait savoir si les participants considéreraient acceptable l'inclusion dans la partie du rapport relative à l'environnement d'un texte inspiré de lui adopté dans le cadre de l'IDA.

540. Le **REPRESENTANT** des **ETATS-UNIS d'AMERIQUE** confirme que l'inclusion dans le rapport d'une formule inspirée de l'accord intervenu au sein de l'IDA serait acceptable pour sa délégation.

541. Se référant à l'observation de la représentante de la France, il fait observer qu'un redéploiement du personnel existant risquerait de réduire le nombre d'économistes dont dispose la BAD et qui seront très nécessaires si des spécialistes de l'environnement sont recrutés. Il faudrait envisager de modifier le projet de budget pour 1991 afin de prévoir - ce qu'apprécieraient les Etats-Unis - le recrutement de 15 spécialistes de l'environnement.

542. Le **COORDINATEUR** constate que les éléments qui se sont dégagés pendant le débat sur l'environnement sont maintenant suffisants pour pouvoir rédiger la partie du rapport consacrée à cette question, même si certaines des vues exprimées ne sont encore que préliminaires et si l'on revient ultérieurement sur ce point.

ALLOCATIONS SECTORIELLES

543. Il reste à résoudre la question des objectifs sectoriels et celle du FAT et de l'accès à ce dernier des différentes catégories de pays. Pour ce qui est des allocations sectorielles, le coordinateur suggère de centrer la discussion exclusivement sur l'agriculture et les secteurs sociaux, sans aborder les allocations aux autres secteurs. Les participants ont déjà exprimé leurs vues sur les secteurs sociaux lors du large débat qui a eu lieu au sujet de la lutte contre la pauvreté. En ce qui concerne l'agriculture, le coordinateur rappelle qu'à la réunion d'Abidjan, certaines délégations ont critiqué la proposition de la Direction tenant à réserver un traitement différent aux objectifs à fixer dans le domaine de l'agriculture, mais qu'il s'agit là d'une question sur laquelle la Direction doit recevoir des indications de la part des participants, pour des raisons d'effectifs.

544. Le **REPRESENTANT de l'ESPAGNE**, soulignant que la programmation par pays doit être le cadre principal pour les opérations de prêts, estime que, dans le dialogue politique avec les gouvernements et dans le système PEPP, il faudra mettre l'accent sur la nécessité d'accorder la priorité au secteur agricole. La solution pourrait consister à fixer des objectifs représentés par des fourchettes, étant entendu que l'on ne pourrait tomber au-dessus des limites inférieures desdites fourchettes. Selon la délégation espagnole, cette limite inférieure devrait être fixée à 35 % pour l'agriculture et à 25 % pour les secteurs sociaux.

545. Le **COORDINATEUR**, faisant observer que la possibilité de définir des fourchettes d'objectifs a déjà été évoquée, pense que le chiffre de 35 % semble élevé pour l'agriculture.

546. Le **REPRESENTANT des PAYS-BAS** rappelle que, lors de la réunion d'Abidjan, sa délégation a déjà souligné l'importance qui doit être accordée à l'agriculture si l'on veut favoriser le développement de l'Afrique et la priorité qui doit être accordée aux allocations sectorielles, que la Direction doit s'attacher à respecter. La délégation néerlandaise considère que l'allocation à l'agriculture devrait être de 40 % et que celle au secteur des transports devrait être ramenée à 20 %, soit une diminution par rapport au chiffre appliqué précédemment, au profit des secteurs sociaux, et en particulier des soins de santé primaires et de l'éducation primaire. L'allocation globale 20 % aux secteurs des services d'utilité publique et des communications demeurerait inchangée.

547. Le **REPRESENTANT du ROYAUME UNI** tient à rappeler que, comme il l'a déjà dit lors de la réunion d'Abidjan, des objectifs rigides compliquent la tâche de la Direction de la BAD. Ce que la discussion a fait ressortir, c'est que le processus de programmation par pays doit être

renforcé et que les prêts doivent être liés au critère de performance. Fixer des objectifs pré-déterminés ajouterait toute une série de complications supplémentaires et rendrait la tâche de la Direction virtuellement impossible. La délégation britannique considère que, sans pour autant spécifier de chiffres, la plus haute priorité doit être accordée au secteur agricole, et que, vu l'importance que revèlent les mesures visant à réduire la pauvreté, à protéger l'environnement et à favoriser l'intégration des femmes au développement, un accent plus marqué que précédemment doit être placée sur les secteurs sociaux.

548. Le **REPRESENTANT** du **DANEMARK** déclare que d'un point de vue bureaucratique, il est toujours bon d'avoir des objectifs établis qui peuvent être contrôlés. C'est peut-être pour cela que dans le passé les Délégués avaient mis l'accent sur l'idée de fixer les objectifs fermes dans les différents secteurs, mais comme le délégué du Royaume-Uni vient de le faire remarquer, les discussions au sein du Comité de Développement, et même aux présentes négociations, ont eu tendance à déplacer l'accent des secteurs individuels pour le reporter sur le multisectoriel. Il a beaucoup été question de la lutte contre la pauvreté et les secteurs agricole et social peuvent être jugés plus attrayants du point de vue de la lutte contre la pauvreté que les projets des cultures modernes d'exportation du secteur agricole. Les délégués sont donc invités à plus de souplesse que dans le passé, à regrouper les secteurs agricole et social, et à leur affecter environ 60 % des ressources, puisqu'ils sont davantage axés sur la lutte contre la pauvreté. Il ne sera pas nécessaire de descendre plus bas dans la répartition, car cela créerait des problèmes à la Direction du Fonds, qui s'occupe d'environ 35 pays différents en même temps.

549. Le **REPRESENTANT** de la **FINLANDE** appuie l'idée émise par son collègue du Danemark, et ajoute que des pourcentages fixes pour les affectations ne sont pas en réalité ce sur quoi les délégués devraient insister au cours de ces négociations. Les activités qui tournent autour de la lutte contre la pauvreté peuvent être incorporées dans tous les projets financés par le Fonds dans les différents secteurs. Les pays bénéficiaires connaissent des situations différentes, et ce fait entre en ligne de compte dans les programmes de prêt.

550. Le **REPRESENTANT** de la **SUISSE** pense que le secteur agricole devrait continuer à être un domaine hautement prioritaire dans le cadre des programmes par pays. Une réduction de sa part de ressources serait mal interprétée dans le contexte des programmes d'ajustement structurel. Les projets du secteur agricole doivent se concentrer avant tout sur la productivité. En outre, des mesures adéquates doivent être prises pour surmonter les problèmes que la Banque rencontre dans la préparation des projets agricoles.

551. Le **REPRESENTANT de l'AUTRICHE** estime lui aussi que la lutte contre la pauvreté restant le principal intérêt, il est nécessaire d'accorder plus d'importance à certains secteurs. Même dans le secteur agricole, il y a des différences à faire, car les projets du secteur agricole en général comprennent des projets à moins forte intensité de travail, et ceux qui offrent de nouvelles opportunités d'emplois pour les sans-travail. Peut-être la Direction pourrait-elle effectuer cette ventilation pour la fixation des objectifs ou les orientations de politique.

552. En ce qui concerne l'éducation, il convient d'encourager le Fonds à concentrer ses efforts sur les pays où le taux de scolarisation est faible, et à promouvoir les projets d'éducation dans les zones urbaines et les zones à faible densité de population. Il en va de même pour les autres services sociaux.

553. Le **COORDINATEUR** souligne que les deux secteurs ne remplacent pas la lutte contre la pauvreté, car une Université par exemple peut être mise dans le secteur social, et un appui aux grandes exploitations dans l'agriculture. Quant aux définitions, les délégués peuvent avoir recours à celles qui sont en usage dans les documents de politique du Groupe de la Banque.

554. La **REPRESENTANTE de la SUEDE** pense que les programmes par pays doivent, dans une grande mesure, guider les affectations en faveur des différents secteurs. Elle suit donc en la matière le délégué danois.

555. La **REPRESENTANTE de la FRANCE**, à propos de priorités sectorielles, convient que tous les projets doivent être orientés vers la lutte contre la pauvreté, mais elle pense que les priorités sectorielles doivent servir de cadre à l'affectation des ressources. A ce titre, la France préférerait que soit maintenue la priorité qui a été accordée au développement rural au FAD-V. Il importe de tenir également compte de l'importance de l'agriculture. La déléguée française souhaiterait que les affectations au secteur social soient portées à 25 %, car les discussions de ce matin ont porté essentiellement sur l'éducation de base, les soins de santé primaire et le contrôle de la population, qui sont extrêmement importants dans la lutte contre la pauvreté. En conclusion, elle souligne que la Direction doit veiller à l'avenir à ce que les décaissements se fassent avec plus de régularité et de ponctualité.

556. Le **COORDINATEUR** fait remarquer que les retards des décaissements sont plus fréquents dans le secteur agricole en raison de la nature même de ce secteur. Il informe les délégués qu'avant la réunion, la Direction travaillait sur le profil des décaissements des différents types de prêts, mais qu'il ne lui a pas été possible d'achever à temps cet exercice pour la réunion, à cause d'autres urgences. Les résultats seront portés à leur connaissance aux prochaines réunions, si tel est leur désir.

557. Le **REPRESENTANT de la NORVEGE** fait remarquer que l'objectif des délégués est d'identifier différents instruments pour se rendre compte si la Direction respecte les priorités fixées. Comme la plupart des délégués l'ont déjà souligné, la programmation par pays doit être renforcée, et servir de base à la détermination des priorités sectorielles. L'expérience du secteur agricole montre qu'il faut des indicateurs pour suivre les objectifs et pour veiller à ce que la Direction tienne ses promesses.

558. Comme le Coordinateur l'a relevé, il y a deux approches mais qui, selon lui, peuvent être conciliées. Il est possible d'utiliser l'approche recommandée par le délégué du Royaume-Uni comme une innovation, et en même temps mentionner les points de vue exprimés par la plupart des délégués sur la nécessité de ne pas considérer les chiffres des affectations de ressources comme absolus. Mais pour fixer les priorités, il pense qu'il est toujours nécessaire d'utiliser des chiffres afin de matérialiser ces priorités. En outre, comme l'a suggéré le délégué autrichien, des fourchettes peuvent être données, au lieu de chiffres précis. Quelques délégués attachent beaucoup d'importance aux secteurs agricole et social, et cette préoccupation peut être exprimée d'une manière ou d'une autre, mais telle qu'elle soit contrôlable. En plus de cela, les délégués devraient mettre au point une terminologie sur les autres priorités communes aux secteurs tels que la lutte contre la pauvreté, la femme dans le développement, et l'environnement.

559. La **REPRESENTANTE du CANADA** retient l'approche recommandée par son collègue norvégien sur une programmation par pays qui soit flexible. Elle rappelle que la délégation canadienne est de celles qui ont déclaré à la réunion d'Abidjan qu'elles se refusent à une approche de type enchères pour les affectations sectorielles. Mais il est nécessaire que les Délégués s'entendent sur les priorités, et elle avait, dans sa communication, des chiffres semblables à ceux des pourcentages recommandés par le délégué français, à savoir 40 % pour l'agriculture et 25 % pour le secteur social. Elle est tout à fait disposée à ce que ces chiffres soient interprétés comme une priorité absolue à l'agriculture, en mettant l'accent sur les domaines qui ont déjà été abordés dans les stratégies de lutte contre la pauvreté, telles que la productivité agricole et la sécurité alimentaire. Le secteur social viendrait alors en deuxième position, avec les soins de santé primaire et l'enseignement primaire, ainsi que l'assistance dans les domaines qui concernent les enfants.

560. Elle mettrait également l'accent sur la nécessité de mettre en place, dans le cadre du FAD, un bon centre de statistiques pour que les Etats participants puissent avoir une idée des orientations du Fonds. Elle rappelle qu'au FAD-V, les délégués avaient décidé d'allouer 75 % des ressources du secteur sanitaire aux soins de santé primaire. Le rapport présenté à la réunion

impact direct sur la lutte contre la pauvreté et aux autres objectifs intersectoriels que les Etats participants fixeront au FAD-VI.

La séance est suspendue à 19 h 15 et reprise le 30 septembre à 9 h 30.

DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE REUNION

565. Le **COORDINATEUR** suggère que deux autres sessions se tiennent, la première en novembre et la deuxième en décembre 1990.

566. Le **REPRESENTANT de l'ITALIE** propose que la première session ait lieu à Rome, du 8 au 10 novembre 1990.

567. La **REPRESENTANTE du PORTUGAL** annonce qu'elle consultera ses autorités pour savoir si la deuxième session ne peut pas se tenir à Lisbonne du 10 au 12 décembre 1990.

QUESTIONS DIVERSES RELATIVES AUX EFFECTIFS.

568. Le **COORDINATEUR** invite les délégués à examiner la question des effectifs et du plan de redéploiement du personnel.

569. M. **NORRIS (BAD)**, faisant rapport de la mise en oeuvre du plan de redéploiement, fait savoir qu'un deuxième état d'avancement a été soumis au Conseil d'administration en août 1990. Le rapport mentionne qu'un plan de classification des tâches a été approuvé en mai 1990, et que la classification des tâches et les grilles salariales sont en train d'être revues suite à ce rapport. Un mécanisme d'appel du personnel a été mis en place, et un projet de système d'évaluation de la performance est à l'étude, qui sera présenté au Conseil dans un proche avenir. Dans le souci d'une plus grande efficacité, les départements opérationnels de l'institution ont été réorganisés en une région Nord et une région Sud.

570. Fin août 1990, le redéploiement avait touché un total de 157 fonctionnaires. Un plan de retraite anticipée a été exécuté, portant sur 45 fonctionnaires, et il a été mis fin au contrat de 10 membres du personnel, de sorte qu'à la fin du mois d'août 55 fonctionnaires au total ont quitté l'institution. Le processus des nouveaux recrutements est enclenché ; il a été reçu jusqu'à présent 13.700 C.V, qui sont actuellement en train d'être évalués. De plus, des programmes pilotes pour trois domaines (opérations, traduction et ressources humaines) ont été institués.

d'Abidjan mentionnait que le pourcentage atteint dans ce domaine était à peine de 22 %, alors qu'un renvoi dans le document à l'examen indique un chiffre actualisé de 81 %. Elle aimerait avoir des éclaircissements sur ces chiffres. Il s'agit là évidemment d'un problème de statistiques et de présentation, qui ne fait que signaler la nécessité d'assurer un bon système de présentation des statistiques au sein de la Banque et du Fonds.

561. Le **COORDINATEUR** fait observer que quand on tente de lutter contre la pauvreté à travers une approche sectorielle, le volet formation de revenu tel qu'exprimé dans le Rapport sur le Développement des Ressources Humaines doit être souvent perçu comme essentiellement indirect. Ce qui revient à dire que les réalisations en termes de productivité des pauvres peuvent ne pas provenir d'investissements directs dans un secteur donné, mais plutôt de la correction des distorsions macro-économiques et sectorielles qui ont causé tant de préjudices aux producteurs paysans dans le passé. Il est donc possible d'obtenir des résultats beaucoup plus importants en matière de réduction de la pauvreté par une action indirecte qui ne peut être classée dans un secteur donné.

562. Le **REPRESENTANT** de l'**ITALIE** déclare qu'il importe d'accorder une attention particulière au secteur agricole, et que l'Italie n'approuve pas la réduction de 40 % à 30 % des ressources à lui affecter, comme le propose la Direction. Une affectation de 15 % à 20 % pour le secteur social est acceptable.

563. Le **COORDINATEUR**, en résumé, fait remarquer qu'il y a un accord général pour que la programmation par pays soit à l'avenir le point de départ. En deuxième lieu, il a été convenu que les secteurs agricole et social sont les secteurs hautement prioritaires à traiter dans le processus de la programmation par pays et au dialogue sur les politiques économiques avec les pays membres emprunteurs. En troisième lieu, il pense que les délégués accepteraient d'examiner une formule indiquant que les gros des activités à mener dans le cadre du FAD-VI, et qui peuvent être rapportées à un secteur donné, devront être consacrées à l'agriculture et au secteur social. Les délégués devront aussi examiner la suggestion invitant la Direction à étudier comment déterminer au mieux les fourchettes indicatives pour les différents secteurs. Il suggérerait une affectation de 40 % à l'agriculture, et au minimum de 25 % aux services sociaux. Il n'est pas encore fixé sur les affectations aux autres secteurs, mais suggère de laisser la question ouverte pour le moment, et demande à la Direction de faire des propositions.

564. En réponse à un point soulevé par le délégué danois, il rappelle qu'il a déjà été convenu que dans chaque secteur, une attention particulière devra être accordée aux actions qui auront un

571. Il y a actuellement 135 postes vacants, dont 72 de professionnels ; sur les 72 postes de professionnels, 12 reviennent au programme des jeunes professionnels.

572. En bref, beaucoup a été accompli, et le travail se poursuit sur ce qui reste à faire, notamment les programmes pilotes.

573. L'impact des nouveaux programmes à lancer est actuellement à l'étude. A cet égard, il souligne que sur les cinq dernières années, l'augmentation des effectifs a été relativement modeste, avec seulement 5,4 %.

574. On reconnaît la nécessité de l'amélioration de la qualité des projets, et des mesures ont été prises pour veiller à ce que 80 % des projets soient supervisés chaque année sur le terrain, et que les rapports d'achèvement de projets soient soumis dans les six mois. Le ratio des économistes par pays demeure un problème ; il faut davantage d'économistes et de chargés de prêts qualifiés pour les programmes par pays.

575. S'agissant des principales orientations de la programmation, il déclare qu'il est reconnu que la préparation des stratégies de prêts par pays appuyée par des programmes sectoriels, est essentielle au succès des programmes par pays. Une augmentation substantielle du nombre des économistes et chargés de prêts qualifiés affectés aux programmes par pays est à l'étude.

576. L'accent plus important mis sur le secteur social signifie qu'il y aura besoin de plus de spécialistes des sciences sociales.

577. S'agissant de l'intégration de la femme dans le développement, il sera proposé des modifications dans les effectifs, avec le passage des postes du PNUD aux effectifs de la Banque.

578. Dans le domaine de la population, il est reconnu qu'il sera probablement nécessaire d'augmenter le nombre de démographes dans le personnel de la Banque.

579. La Banque a trois experts qui travaillent dans le domaine de l'environnement, un fonctionnaire de la Banque, et deux assistants techniques. Est actuellement en cours la définition des nouveaux besoins en personnel dans ce domaine, mais il ne peut actuellement confirmer le chiffre de 15 experts.

580. Dans tous les domaines qu'il vient de mentionner, la Direction est consciente qu'il faut davantage de personnel, et que ce personnel doit être sensibilisé sur l'importance de ces domaines par le biais de programmes internes de formation.

581. La Direction réalise que des améliorations s'imposent dans les procédures de recrutement, principalement dans la décentralisation des décisions relatives au recrutement et la rationalisation du processus du recrutement.

582. Il faut reconnaître que les changements qui s'imposent au niveau des effectifs doivent s'opérer dans le contexte de l'ensemble des programmes et priorités de la Banque.

583. Le Vice-Président **LOUNES** déclare que les principaux éléments de la stratégie de la Direction en matière d'effectifs visent d'abord à combler les besoins quantitatifs de personnel, et ensuite à structurer le personnel de manière à faire face aux besoins opérationnels de la Banque.

584. La Direction a également l'intention de mettre en place un mécanisme permanent de redéploiement. Ce qu'elle a fait jusqu'à présent lui permet de voir déjà des résultats encourageants.

585. Le **REPRESENTANT de la REPUBLIQUE FEDERALE d'ALLEMAGNE** demande ce qui reste à faire pour le redéploiement, et sur combien de temps.

586. **M. NORRIS** déclare que la mise en oeuvre des principales propositions relatives à l'amélioration de la performance du personnel et de l'institution, et pour lesquelles des dates limites avaient été fixées, est maintenant terminée. La Direction a toutefois réalisé qu'il s'agit plutôt d'un processus permanent qui doit être intégré dans ses activités normales. Un domaine spécifique qui reste à mener à terme est celui des programmes pilotes qu'il a déjà mentionnés.

587. La **REPRESENTANTE du CANADA** se déclare heureuse de voir que la Direction considère maintenant le redéploiement comme un processus continu.

588. Elle envisage actuellement la soumission d'une proposition plus vaste visant à inverser l'exode des compétences de l'Afrique, à augmenter l'embauche de personnel non-régional, et à développer le programme des jeunes professionnels. Elle serait heureuse d'avoir des commentaires sur ces idées.

589. Le **COORDINATEUR** demande à la Direction de réagir sur les observations faites par le représentant du Canada, et de mettre en rapport les 13.000 demandes reçues à ce jour avec les besoins de la Banque en compétences.

590. M. **NORRIS** répond que les demandes d'embauche soumises couvrent une grande variété de compétences ; il estime qu'environ 10 à 12 pour cent combleront le mieux les besoins de la Banque.

591. Les idées avancées par la représentante du Canada sont d'un intérêt certain pour la Direction. S'agissant de l'exode des compétences, il est encourageant pour la Direction de constater le nombre croissant de demandes provenant d'Africains travaillant en dehors du continent. C'est une preuve suffisante de la réputation grandissante de la Banque Africaine de Développement.

592. Le **REPRESENTANT du ROYAUME-UNI** note qu'il se pourrait que la faible croissance du personnel ces cinq dernières années reflète un excès de recrutements en 1986.

593. Il est déçu des retards qu'accuse l'exécution des programmes pilotes, et pense qu'il est important de rattraper ces retards.

594. Il a l'impression que le redéploiement peut encore aller beaucoup plus loin.

595. Il demande des informations sur la distribution par région des 13.000 demandes reçues. A son avis, il y a dans ce domaine aussi place pour une augmentation de la représentation des pays non-régionaux dans la Banque.

596. Le **COORDINATEUR** dit avoir entendu que parmi ces 13.000 candidats, une bonne proportion provenait des pays non-régionaux.

597. Il met ensuite en exergue l'importance d'avoir des chargés de prêts et des économistes par pays en nombre suffisant. Puis il demande à M. Norris de donner s'il y a lieu d'autres indications sur des redéploiements supplémentaires.

598. M. **NORRIS (BAD)** souligne que l'exercice de redéploiement a été mené à fond, son objectif était de réaffecter certains membres du personnel à des postes où leurs capacités seront mieux utilisées. 157 personnes ont été affectées par cet exercice. Il y a lieu de noter que c'est un processus continu mais il ne va pas atteindre le niveau obtenu précédemment.

599. Compte tenu de tous les besoins en programme exprimés lors des débats, il sera nécessaire de recourir à du personnel supplémentaire. Tous les besoins ne peuvent pas être couverts uniquement par le redéploiement car la Banque n'a pas les effectifs avec les compétences nécessaires. D'autres activités spécifiques de redéploiement seront présentées en 1991 au Conseil d'Administration, notamment la reclassification de certains postes. Mais, il rappelle que ce deuxième exercice sera limité.

600. Le **REPRESENTANT des ETATS-UNIS d'AMERIQUE** apprécie les progrès réalisés à ce jour dans ce domaine. Il souscrit à l'observation de son collègue allemand qui a demandé l'élaboration d'un calendrier de mise en oeuvre. Il est également utile de connaître les actions qui seront prises entre maintenant et la fin de l'année et connaître les éléments qui intéressent le FAD-VI.

601. Il est important de connaître l'étendue et les ramifications de cet exercice, c'est pourquoi il aimerait avoir les informations demandées pour la prochaine réunion. Il faudra aussi rationaliser les procédures de recrutements pour pourvoir aux postes vacants. C'est une question vitale dans la mesure où il sera virtuellement impossible de réaliser tous les programmes évoqués si la situation du personnel n'est pas rectifiée aussi promptement que possible.

602. La **REPRESENTANTE de la FRANCE** souligne avoir pris acte des diverses actions qui vont être entreprises en matière de personnel. A cet égard, sa délégation appuie la proposition de l'Allemagne Fédérale pour l'élaboration d'un calendrier de mise en oeuvre.

603. D'une manière plus générale, sa délégation aimerait disposer d'un document de politique de la Banque en matière de personnel. Il serait en effet utile pour l'avenir d'avoir un document qui récapitulerait à la fois les actions entreprises et qui donneraient des éléments de programmation pluri-annuelle compte tenu des nouvelles priorités. Il serait intéressant de voir comment la Banque mettra en forme ces priorités dans le cadre des effectifs existants ou à créer.

604. Le **REPRESENTANT du ROYAUME UNI** souligne que le renforcement de la programmation par pays à travers le processus des PEPP est vital.

605. Il a noté ce que M. Norris a dit à propos des besoins en personnel supplémentaire ; mais il ne faut pas perdre de vue qu'il y a actuellement 135 postes vacants ce qui représente plus de 10 % du personnel. Par conséquent, il serait souhaitable de réorienter la campagne actuelle de recrutement dans la direction des compétences requises pour pouvoir mettre en oeuvre ces nouvelles priorités. Un ajustement organisationnel sera aussi nécessaire surtout dans des secteurs

tels la programmation par pays. C'est pourquoi, il appuie la requête de la délégation française au sujet de l'élaboration du document de politique en matière de personnel ; l'accent devra y être mis sur la réorientation du programme de recrutement actuel.

606. Le **REPRESENTANT** des **ETATS-UNIS d'AMERIQUE** au sujet des 135 postes vacants, revient sur les remarques de son collègue britannique auxquelles il souscrit. Il est indéniable qu'il faut réorienter les procédures de recrutement du personnel de l'Institution, sinon ce programme ne pourra pas être mis en oeuvre efficacement. Il appuie également la requête de la délégation française sur la nécessité d'avoir un document sur la question.

607. Le **REPRESENTANT** du **JAPON** appuie les suggestions faites par ses collègues, à savoir préparer un document sur la politique en matière de personnel de l'institution. Le Groupe de la Banque doit être géré sur une base financière extrêmement saine et il est convaincu qu'il y aura un impact du personnel sur les ressources financières de l'institution ; c'est pourquoi la Direction devra tenir compte de cet aspect lorsqu'elle élaborera ladite politique.

608. Le **COORDINATEUR**, résumant les débats préliminaires sur ce point, note une convergence de vues sur la question. Toutes les délégations ont mis en exergue l'importance de donner une efficacité opérationnelle à ces nouvelles politiques.

609. Beaucoup de mesures encourageantes ont été prises en matière de personnel. La Direction préparera un document sur la question pour la prochaine réunion. Compte tenu du peu de temps entre la fin de la réunion présente et la prochaine, il demande de prime abord l'indulgence des délégués si ce document leur parvient tardivement. Cette question étant extrêmement importante, il faut laisser le temps à la Direction de la traiter correctement.

610. Il demande aux délégués de se préparer à aborder après la suspension de séance, la question de l'accès des différents pays au FAT. Puis, ils reviendront sur la question des performances à la lumière de la réflexion de la veille. Ils examineront enfin la série des questions financières.

La séance est suspendue à 10h 40 et reprise à 11 heures.

DISCUSSIONS SUR LE FONDS D'ASSISTANCE TECHNIQUE (FAT) (SUITE)

611. Le **COORDINATEUR** rappelle que lors de la discussion du FAT il y a eu deux points de vue bien distincts. La délégation d'Espagne a clairement dit que les pays de la catégorie C ne devraient pas avoir accès aux ressources du FAT ; en revanche, la délégation du Canada a souligné que ces pays devraient y avoir accès.
612. La question de la Namibie était restée en suspens.
613. Il demande aux délégués de formuler leurs observations sur la possibilité pour les pays de la catégorie C de bénéficier des ressources du FAT.
614. Le **REPRESENTANT de la BELGIQUE** rappelle ce qu'il a dit à Abidjan, à savoir qu'il n'accepte pas la proposition qui a été faite d'utiliser une partie de la contribution du FAT sous forme de subventions.
615. S'agissant des allocations du FAT, il est disposé à accepter que certains cas spéciaux tels le Nigéria et la Namibie aient accès aux ressources du FAT. Dans le même temps, il serait raisonnable que les pays de la catégorie C puissent aussi avoir accès au FAT pour le financement d'études sur l'environnement par exemple, dans le but d'identifier des projets dans des secteurs importants. Ces ressources seraient évidemment remboursables.
616. Le **REPRESENTANT des PAYS-BAS** partage pleinement les vues de son collègue de la Belgique.
617. Le **REPRESENTANT du CANADA** aimerait avoir des précisions sur les conditions d'octroi des ressources du FAT dans le cadre du FAD-V. Elle croyait que ces ressources étaient accordées aux pays de la catégorie C à titre remboursable et à ceux des catégories A et B sous forme de dons.
618. Le Canada préfère que les fonds au titre de l'assistance technique soient alloués sous forme de dons, c'est pourquoi même si ce n'est pas le forum approprié, la délégation canadienne aimerait savoir s'il y a des dispositions dans le cadre de la BAD prévoyant des ressources d'assistance technique pour les pays de la catégorie C.
619. **M. MWAMUFIYA (BAD)** répond par la négative à la question qui vient d'être posée par le Canada. Ce mécanisme d'assistance technique n'existe pas dans le cadre de la BAD. Sur la

base des revenus nets certaines sommes sont allouées à certaines institutions de recherche mais il ne s'agit pas d'un mécanisme analogue au FAT.

620. Quant aux modalités du FAT, les conditions sont analogues à celles qui existaient dans le cadre du compte d'assistance technique au titre du FAD-IV, à savoir qu'un pays emprunte des ressources pour réaliser des études relatives aux projets ; si cette étude se concrétise sous la forme d'un projet financé, le pays rembourse le montant emprunté ; le prêt est alors assorti d'un différé d'amortissement de 10 ans et d'une période de remboursement de 40 ans. Dans le cas inverse, il y a un différé d'amortissement de 45 ans et une période de remboursement de 5 ans, avec bonification totale du taux d'intérêt. Dans le cadre du FAD-V ces dispositions ne s'appliquent qu'aux pays de la catégorie C.

621. La **REPRESENTANTE de la FRANCE** souhaite que l'on revienne sur ce qui avait été prévu dans le cadre du FAD-V au sujet du FAT c'est-à-dire que l'objectif de ce fonds doit vraiment être d'assister les pays emprunteurs dans la préparation et l'exécution des projets. Une assez large part, 80 % doit être étroitement liée à la préparation des projets. Cette orientation est de nature à assurer une meilleure coordination entre la préparation des projets et leur exécution.

622. Son pays attache une assez grande importance au problème des décaissements ; il est très préoccupé par la lenteur de ceux-ci. Si les ressources du FAT sont focalisées sur les études liées à la préparation des projets, la Direction parviendra peut être à cerner ce problème des décaissements très tardifs par rapport aux engagements du fonds.

623. En ce qui concerne l'accès des pays de la catégorie C au FAT, la délégation française souscrit aux vues des délégations belges et néerlandaises.

624. Le **REPRESENTANT du JAPON** pense aussi que les ressources du FAT ne devraient pas être accordées aux pays de la catégorie C sous forme de dons. Cette règle est valable pour la Namibie.

625. Il appuie la proposition française sur l'utilisation du FAT. En effet, son pays préférerait également que les ressources de ce fonds soient fondamentalement utilisées pour la préparation et la mise en oeuvre des projets.

626. Le **REPRESENTANT de la SUISSE** est disposé à accepter pour la période du FAD-VI la reconduction des arrangements adoptés lors du FAD-V au terme de très longues négociations.

627. Il pense qu'il faudrait revoir les modalités et les adoucir, pour ce qui est des pays de la catégorie C ; le système en vigueur lui paraît plutôt complexe.

628. Il serait utile de mettre en place un système d'allocation moins rigide. Il ne tient pas à entrer dans les détails de l'allocation par pays mais il estime qu'il faut donner la possibilité au Fonds de soutenir des projets multinationaux car la coopération régionale et sous-régionale doit être prise très au sérieux.

629. Il se prononce en faveur de la proposition française et demande à la Direction s'il serait possible d'avoir une ventilation du nombre de projets qui ont été réalisés grâce aux ressources du FAT ainsi que leur valeur.

630. M. SARR (BAD) rappelle que la majorité des projets dans le cadre du FAT sont destinés à financer des études pour la préparation des projets. L'idée de consacrer 80 % des ressources du FAT à la préparation des projets n'est pas contraire aux objectifs de la Direction. Mais cela est à compléter pour tenir compte des nouvelles priorités énoncées par les différentes délégations, à savoir la préservation de l'environnement, l'amélioration de la qualité des projets et l'accélération des décaissements.

631. Ces éléments accroissent en conséquence la portée de l'utilisation du FAT pour les montants ; la Direction préparera par conséquent des tableaux pour la prochaine réunion.

632. Le **COORDINATEUR** précise qu'il a été demandé s'il y a un tableau qui fait apparaître le nombre des opérations passées et la valeur de ces opérations passées liées au projet. Mais si ces tableaux ne sont pas disponibles maintenant ils pourront être remis plus tard aux délégués.

633. Quant à la deuxième interrogation, elle portait sur la part accordée aux projets d'intégration régionale.

634. M. **MWAMUFIYA** (BAD) répond que dans le cadre de la politique de prêts du FAD-V, 10 % du montant total alloué à l'assistance technique ont été attribués aux institutions régionales à des fins de renforcement institutionnel et d'intégration conformément à l'article 6 (2) des politiques du FAT.

635. Le **REPRESENTANT** des **ETATS-UNIS D'AMERIQUE** est en faveur du maintien des 10 % ; il appuie également la suggestion canadienne de mettre en place un fonds séparé assistance technique sous le guichet BAD.

636. Il insiste sur le fait d'attribuer ces ressources du FAT particulièrement aux pays de la catégorie A ; un peu de ces ressources pourrait également aller aux pays de la catégorie B, mais aucune à celle de la catégorie C. Ces ressources ne devront être utilisées que pour la préparation, le suivi et l'évaluation des projets.

637. Sa délégation n'appuie pas l'idée d'utiliser ces ressources pour le renforcement des capacités institutionnelles. Mais elle se félicite de l'accent qui est mis sur la lutte contre la pauvreté et l'environnement. Son pays souhaite que toutes les études réalisées au titre du FAT soient soumises aux Administrateurs dans les langues officielles de travail de l'institution deux semaines avant la réunion du Conseil. C'est la pratique courante. C'est une mesure supplémentaire qui permettra de mieux apprécier le contenu du FAT.

638. Les modalités de ces prêts au titre de l'assistance technique équivalent à des dons puisque les conditions dont ces prêts sont assortis sont très concessionnelles. C'est pourquoi la délégation américaine soutient que les ressources du FAT ne doivent pas être accordées aux pays de la catégorie C.

639. Quant à la proposition française de 80 %, il n'y oppose pas d'objection ; mais il aimerait qu'il lui soit précisé si les activités de lutte contre la pauvreté, les efforts de préservation de l'environnement seront financées sur le reliquat de 20 % ou sur les 80 %.

640. Le **REPRESENTANT du DANEMARK** souligne que sa délégation serait heureuse de maintenir le statu quo du FAD-V dans le cadre du FAD-VI. Concernant l'accès des pays de la catégorie C au FAT, il lui semble que ce n'était pas une décision financière mais plutôt une décision politique symbolique faite dans le cadre du FAD V pour montrer que les pays membres régionaux doivent avoir un accès fut-il mineur aux ressources du FAT.

641. Quant aux modalités et compte tenu du fait qu'il s'agit d'un montant vraiment infime (0,3 % du volume total de la reconstitution), sa délégation s'associe à ceux qui ont estimé que les pays de la catégorie C devraient aussi bénéficier des ressources du FAT.

642. Le **REPRESENTANT de l'ESPAGNE** énonce une position semblable à celle du Japon et des Etats-Unis d'Amérique à savoir que les pays de la catégorie C ne doivent pas bénéficier des ressources du FAT parce que les conditions sont trop concessionnelles ; c'est comme s'il s'agissait de dons.

643. Le **REPRESENTANT** de la **REPUBLIQUE FEDERALE d'ALLEMAGNE** rappelle à tous les participants qu'il existe un accord de principe concernant le traitement de cette question. En effet, dans tous les programmes d'aides, et certainement dans ceux d'aide japonaise, ces fonds sont alloués sous forme de dons, surtout s'ils sont destinés à financer des secteurs tels l'environnement ou des composantes sociales.

644. Le **REPRESENTANT** de la **BELGIQUE** s'associe au maintien du statu quo du FAD-V. Il demande simplement qu'une partie soit remboursable ; pour son pays c'est une nécessité budgétaire.

645. Le **COORDINATEUR** souhaiterait savoir si la position de la délégation belge sur ce point risque d'influer sur l'attitude de son pays concernant la reconstitution des ressources du FAD, et s'il serait possible de maintenir le statu quo.

646. Le **REPRESENTANT** de la **BELGIQUE**, se référant au paragraphe 5 (e) de la résolution adoptée au sujet de la cinquième reconstitution des ressources du FAD, où il est dit qu'un certain montant des fonds déboursés au titre de l'assistance technique le sont à titre remboursable, rappelle que cette disposition avait précisément pour but de tenir compte des préoccupations exprimées par la Belgique et le Japon sur ce point. La même formule doit être conservée, faute de quoi la contribution de la Belgique risquerait de s'en trouver affectée.

647. Le **REPRESENTANT** du **JAPON** rappelle que lors des négociations relatives à la cinquième reconstitution du FAD, la délégation japonaise a appelé l'attention sur l'article 19 de l'Accord portant création du Fonds, qui stipule que l'assistance technique est "normalement remboursable", et a fait observer que fournir cette assistance sous forme de don serait contraire à l'article 19 de l'Accord. En effet, les pays à revenu relativement élevé ne doivent pas avoir accès à une assistance sous forme de dons.

648. Le **COORDINATEUR** constate que la majorité des participants est d'avis de reconduire les arrangements adoptés lors du FAD-V pour la période couverte par le FAD-VI, sous réserve des opinions divergentes qui ont été exprimées au sujet de l'accès au FAT des pays de la catégorie C et des modalités de remboursement auxquelles seraient soumis, le cas échéant, les pays de la catégorie C qui bénéficieraient de ressources du FAT.

649. Il propose, s'il n'entend pas d'objection, de considérer que le consensus des participants est de laisser en place les arrangements existants, sous réserve de revenir, à la prochaine réunion,

sur la question de l'accès et de modalités d'accès des pays de la catégorie C au Fonds d'assistance technique.

Il en est ainsi décidé.

AFFECTATION DES RESSOURCES AUX PAYS ELIGIBLES (ADF-VI/CM.2/90/12) (SUITE)

650. Le **REPRESENTANT** des **ETATS-UNIS d'AMERIQUE** déclare que, pour les Etats-Unis, l'une des conditions fondamentales qui devra régir les activités réalisées pendant la période couverte par le FAD-VI est que les ressources devront être allouées principalement sur la base du critère de performance. La majeure partie des ressources, en effet, doit aller aux pays ayant créé un environnement favorable aux opérations du FAD.

651. Pour ce qui est de la définition des critères de performance, il importe de fixer un "seuil" permettant de déterminer si les pays considérés ont procédé aux réformes nécessaires.

652. La délégation des Etats-Unis n'a pas pu, depuis que le document à l'examen a été distribué, mettre au point une proposition à ce sujet, mais la Direction pourrait peut-être se mettre en rapport avec les services de l'IDA à Washington pour s'enquérir des procédures suivies par cette institution, puis présenter un document sur la question aux participants lors de leur prochaine réunion, à Rome.

653. La **REPRESENTANTE** de la **FRANCE** dit que sa délégation est sensible aux arguments avancés par la délégation des Etats-Unis concernant la nécessité de veiller à assurer le maximum d'efficacité aux opérations du FAD. Elle attache, elle aussi, de l'importance à ce que les pays d'Afrique fassent le maximum d'efforts pour favoriser l'ajustement et une croissance durable et saine.

654. Toutefois, il ne faut pas aller trop loin. D'une part, au moins une vingtaine de pays d'Afrique sub-saharienne sur 29 ont entrepris des programmes d'ajustement. Or, ces programmes sont extrêmement contraignants, et il ne faut pas ajouter une nouvelle conditionnalité à celle déjà appliquée par le FMI et la Banque mondiale. D'autre part, les ressources concessionnelles fournies par le FAD sont semblables à celles de l'IDA et il ne semble pas que l'on ait jamais imposé, dans le cadre de l'AID, des critères aussi exigeants que ceux envisagés dans la proposition des Etats-Unis.

655. La délégation française considère que le document ADF-VI/CM.2/90/12 représente un compromis satisfaisant auquel elle peut se rallier.

656. Le **REPRESENTANT de la REPUBLIQUE FEDERALE d'ALLEMAGNE** estime que les positions exposées par les délégations des Etats-Unis et de la France ont l'une et l'autre leurs mérites. Il faut, à ce propos, concilier la nécessité de bien faire ressortir dans le rapport de la réunion l'importance que les participants attachent au critère de performance, et celle de ménager la souplesse nécessaire à la Direction de la BAD et du FAD et de sauvegarder l'existence des programmes de base, indispensables aux pays bénéficiaires.

657. A cet égard, la délégation de la République Fédérale considère qu'en matière de performance, le FAD ne doit pas exiger plus que l'AID, mais elle tient aussi à rappeler que la réunion en cours est une réunion de donateurs, mais que son rapport devra être soumis au Conseil et être approuvé par le Conseil dans son ensemble. Il faut par conséquent trouver des arguments convaincants, et le document présenté par le Coordinateur est un pas dans la bonne direction.

658. Le **REPRESENTANT du ROYAUME UNI** appuie les observations formulées par les délégations de la France et de la République Fédérale d'Allemagne. S'agissant des critères de performance, il serait sans doute bon de se référer aux documents qui ont servi de base à la discussion tenue et à l'accord intervenu sur ce point dans le cadre de l'AID. La délégation des Etats-Unis a fait valoir la nécessité de disposer de critères qui soient à la fois transparents et mutuellement et internationalement acceptables, mais de tels critères n'existent pas, et la délégation britannique craint que la proposition des Etats-Unis ne mène nulle part. Il faudrait peut-être faire preuve de plus de souplesse et renoncer à vouloir trouver une méthodologie universellement applicable.

659. Lors de leur prochaine réunion, à Rome, les participants auront peut-être intérêt à centrer leur attention sur la façon dont, dans la pratique, l'idée de performance pourrait être appliquée. Le document à l'examen (ADF-VI/CM.2/90/12) prévoit un système permettant de lier les allocations au critère de performance, et ce qu'il faut définir, c'est comment ce système peut être mis en oeuvre dans le cadre du FAD, éventuellement dans le contexte du rôle imparti au Conseil et aux Administrateurs ou du processus d'examen des projets.

660. Le **REPRESENTANT des PAYS-BAS** convient que le principal problème tient à la définition du critère de performance. Bien qu'il ne pense pas que les opérations du FAD et de l'AID soient en tous points comparables, il considère que l'on pourrait, à titre de compromis, envisager l'existence d'un lien avec les programmes de l'IDA et de la Banque mondiale, même si ce lien n'est pas aussi rigoureux que le souhaiteraient les Etats-Unis.

661. Le document à l'examen constitue déjà un compromis acceptable, et l'on pourrait peut-être, sous la rubrique de la "saine gestion économique", qui est l'un des éléments proposés pour la définition du critère de performance, ajouter une référence aux efforts déployés par les pays dans le cadre des programmes d'ajustement du FMI et de la Banque Mondiale.

662. Le **REPRESENTANT de la REPUBLIQUE FEDERALE d'ALLEMAGNE** appuie les suggestions formulées par les délégations des Etats-Unis et du Royaume-Uni tendant respectivement à ce que la Direction consulte l'AID sur les procédures appliquées par cette dernière pour juger de la performance des pays et à ce que l'on s'inspire des deux notes techniques préparées par l'AID à ce sujet. Ainsi, lors de la prochaine réunion des participants, à Rome, la Direction pourra présenter un document contenant des suggestions concernant l'application pratique du système visant à lier les allocations à la performance des pays.

663. La **REPRESENTANTE du CANADA** constate que le débat, qui a clairement montré la complexité de la question, reflète le désir général des participants de voir mettre en place un processus d'allocation lié à la performance. L'important, à cet égard, sera de faire en sorte que le FAD puisse traiter de façon claire avec les pays, et la délégation canadienne appuie par conséquent la suggestion tendant à ce que la Direction présente un document sur les procédures internes qui devront être appliquées pour mettre en oeuvre ce processus dans la pratique.

664. Le **REPRESENTANT du DANEMARK**, tout en reconnaissant qu'il est difficile de définir un critère de performance, souligne la nécessité de retenir une formule qui ne soit pas trop rigide et qui n'ait pas pour effet de pénaliser des pays qui, bien que n'ayant pas entrepris de programmes d'ajustement, par exemple, ne peuvent pas être considérés comme "non performants".

665. Le **REPRESENTANT de la SUISSE** considère que les utiles suggestions qui ont été formulées méritent réflexion, et qu'il est très important que le document que la Direction doit établir en vue de la réunion de Rome soit consacré surtout aux aspects pratiques du système proposé.

666. Le **COORDINATEUR** constate qu'il ne s'est pas dégagé un consensus permettant de rédiger un texte acceptable sur le système d'allocation. La discussion à ce sujet sera poursuivie lors de la réunion de Rome sur la base du document que la Direction aura élaboré, compte tenu des consultations qu'elle a été invitée à avoir avec les services de l'AID et des observations formulées lors du débat, au sujet de l'application pratique d'un système d'allocation lié à la performance.

QUESTIONS DIVERSES : QUALITE DES PRETS

667. Le **REPRESENTANT des ETATS-UNIS d'AMERIQUE*** déclare que son pays considère que l'élément le plus important, si l'on veut améliorer la qualité des prêts, est une réforme du système d'allocation des ressources du FAD, lequel doit être davantage orienté vers la performance économique et les efforts déployés par les gouvernements pour réduire la pauvreté.

668. Des progrès ont été accomplis dans la mise en oeuvre des reformes convenues lors de la cinquième reconstitution des ressources, mais il importe que ces reformes deviennent des outils de gestion et soient intégrées aux opérations du Fonds de manière à améliorer la qualité des prêts.

669. Par exemple, toutes les délégations ont convenu que les décisions en matière de programmation doivent être fondées sur les PEPP. Les projets qui ne sont pas directement liés aux résultats de ces études ne devraient pas être examinés par le Conseil. En outre, le processus d'examen des prêts doit être renforcé et institutionnalisé, et ce n'est qu'après qu'un projet a été jugé conforme au cadre assigné à la politique générale du pays bénéficiaire qu'il doit être incorporé à la filière.

670. En outre, il faudrait instituer une procédure selon laquelle les projets jugés inacceptables du point de vue technique seraient renvoyés au Comité des prêts par le Conseil si deux Administrateurs ont des réserves à formuler à son sujet. A cet égard, il conviendrait sans doute d'avoir plus largement recours au FAT pour la préparation et la révision des projets.

671. Enfin, vu le grand nombre de projets à examiner, il faudrait que le Conseil d'administration du Fonds et celui de la Banque se réunissent séparément, et ce au moins deux fois par mois, pour examiner les projets et toutes autres questions intéressant le Fonds qui peuvent surgir.

672. La délégation des Etats-Unis souhaiterait que la Direction présente, lors de la prochaine réunion, un document contenant une description détaillée du processus de préparation et d'examen des projets, de sorte que les participants puissent mieux comprendre les points forts de ce processus et les domaines dans lesquels il pourrait être amélioré.

673. Le **REPRESENTANT de l'ITALIE** appuie, d'une façon générale, les vues exprimées par le représentant des Etats-Unis. La discussion sur ce point devra être poursuivie dans le contexte du document que la Direction doit présenter à la prochaine réunion au sujet des aspects pratiques d'un système d'allocation fondé sur la performance.

* Le texte in extenso de cette déclaration a été distribué sous la cote ADF-VI-CM.2/90/15.

674. Le **REPRESENTANT des PAYS-BAS** appuie l'orientation générale de la déclaration de la délégation des Etats-Unis. L'idée consistant à dissocier les Conseils d'administration de la BAD et du FAD, en particulier, mérite d'être examinée plus avant.

675. Par ailleurs, les participants ont été unanimes à reconnaître que le système des PEPP devra jouer un rôle central pendant la période couverte par la sixième reconstitution des ressources ; il constitue en effet le meilleur moyen d'assurer la cohérence des opérations du FAD et de la BAD. A cet égard, il conviendrait, si l'on veut qu'ils jouent pleinement leur rôle, que les PEPP soient revus et ajustés plus fréquemment, peut-être même sur une base annuelle et la question est de savoir si cela est possible étant donné qu'il a fallu trois ans pour mettre au point les premiers PEPP.

676. Le **REPRESENTANT de la SUISSE** estime que les observations de la délégation des Etats-Unis, qui vont incontestablement dans la bonne direction, doivent être examinées attentivement. Les modifications qu'il a été suggéré d'apporter au système de PEPP doivent être étudiées avec prudence : il a fallu trois ans pour mettre au point les PEPP de la "première génération", et l'on peut s'interroger sur le temps que prendront les modifications suggérées.

677. Le **COORDINATEUR**, reconnaissant que le système traverse une étape de transition, souligne que les participants souhaitent essentiellement savoir s'il est possible de donner un caractère opérationnel au système des PEPP dès le début de la période couverte par la sixième reconstitution des ressources.

678. La **REPRESENTANTE du CANADA** remercie la délégation des Etats-Unis d'avoir formulé une liste de préoccupations qui sont très proches de celles de la délégation canadienne. Les suggestions faites, qui sont liées à l'examen à mi-parcours des opérations du FAD et de la BAD, tendent à définir les critères opérationnels qui devront régir les activités du FAD pendant la période couverte par la sixième reconstitution des ressources. Les propositions de la délégation des Etats-Unis, qui soulèvent un grand nombre de questions nouvelles, devront être discutées plus en détail lors de la prochaine réunion.

679. Le **REPRESENTANT du JAPON** dit que sa délégation peut appuyer les suggestions faites par le représentant des Etats-Unis en vue d'améliorer la qualité des opérations du Groupe de la Banque, et en particulier celle tendant à ce que le Conseil se réunisse deux fois par mois. Toutes ces suggestions devront être étudiées avec soin.

680. Le **COORDINATEUR** fait observer que la question de la périodicité des réunions du Conseil d'administration n'est peut-être pas de la compétence des Etats participants. Il faudra, sur ce point, se référer au règlement intérieur du Conseil.

681. La **REPRESENTANTE de la FRANCE** appuie les suggestions formulées par la délégation des Etats-Unis. La programmation par pays doit jouer un grand rôle dans la politique de prêts, et il faut, à cet égard, mettre un accent plus marqué sur le système des PEPP.

682. **M. MERGHOUB** remercie la délégation des Etats-Unis des suggestions qu'elle a formulées et qui ne suscitent aucune difficulté pour la Direction, dans la mesure où tous leurs éléments sont réflétés dans le Manuel opérationnel qui a été publié en 1989 et qui est constamment mis à jour en vue d'améliorer la préparation et l'exécution des projets.

683. L'on a souligné la nécessité d'améliorer la qualité des programmes financés, et tel est précisément le but des PEPP, bien qu'il soit certain que les PEPP de la "première génération" étaient plus descriptifs et avaient un caractère moins opérationnel qu'aujourd'hui. Le système des PEPP est la pierre angulaire de la stratégie suivie au niveau des pays, dans la mesure où il a pour but, d'abord, de faire un diagnostic de la performance macro-économique du pays, d'évaluer les plans du gouvernement pour l'avenir dans ce domaine, puis de formuler la stratégie que le Groupe de la Banque doit mettre en oeuvre pour aider le gouvernement dans des domaines comme la réforme des politiques, les investissements ou le renforcement des institutions.

684. Les rapports établis à la suite de cet examen sont alors discutés avec les gouvernements à un niveau élevé afin de parvenir à un accord au sujet du diagnostic d'ensemble, de la stratégie proposée, du volume total de l'assistance pouvant être fournie sur une période de trois ans et des priorités des gouvernements et de la BAD, lesquelles ne coïncident pas toujours. Au cours de cet exercice, on arrive à concilier les plans d'action et à s'entendre sur un programme triennal global d'aide.

685. Tout ce processus est mené à bien en coordination avec les autres partenaires de la communauté des bailleurs de fonds, une fois définis des projets et programmes spécifiques. Ce sont les directives des Délégués et du Conseil d'Administration sur l'utilisation des ressources du FAD qui guident la planification globale de l'institution.

686. Cela étant, il ne semble pas réaliste de vouloir remanier les PEPP chaque année. Comme il s'agit d'un processus fort coûteux, et eu égard aussi aux contraintes existantes en matière de personnel, les PEPP ne peuvent pas vraiment être mises à jour plus fréquemment que tous les deux ou trois ans. Comme dans le cadre de la Banque Mondiale, le Fonds actualise néanmoins deux fois par an son évaluation de la performance macro-économiques des pays et passe en revue une fois par an les progrès de sa stratégie par pays.

687. Il existe aussi une procédure établie pour l'identification et le maintien des projets dans la réserve officielle des projets approuvés par le Comité de coordination du Fonds. La décision du Comité de coordination est guidée par le cadre des PEPP et des critères opérationnels spécifiques relatifs à la stratégie du pays et au projet lui-même.

688. En revanche, la suggestion tendant à ce que le Conseil renvoie au Comité des prêts les projets que deux Administrateurs jugeraient inacceptables soulève certains problèmes. En effet, une telle mesure interviendrait à un stade tardif dans le processus d'approbation des projets, après que de longues discussions auraient déjà eu lieu avec les gouvernements intéressés, et risquerait de porter atteinte à la crédibilité de la BAD et des experts ayant participé à la préparation des projets. A ce propos, il convient de mentionner qu'il a été mis en place un système d'"alerte avancée" concernant les projets dans la filière, et que la Direction ne néglige aucune occasion d'avoir une discussion avec les membres du Conseil sur les aspects techniques des projets.

689. En résumé, par conséquent, l'on peut dire que les moyens de résoudre les problèmes évoqués existent déjà, sans qu'il soit besoin de modifier les procédures actuellement appliquées. Néanmoins, la question des effectifs demeure un problème majeur pour la Direction : les effectifs de la BAD devront être renforcés si l'on veut pouvoir élargir la couverture et améliorer la qualité des projets.

690. La question de la périodicité des réunions du Conseil d'administration, enfin, devra être étudiée de manière plus approfondie devant un forum mieux qualifié, car elle a de vastes implications.

691. Le **REPRESENTANT des ETATS-UNIS d'AMERIQUE** est satisfait des réponses données par la Direction, et suggère que ces éclaircissements soient mis par écrit et soumis aux délégués pour examen.

692. Le **COORDINATEUR** fait observer que le consensus qui se dégage, c'est que ces questions sont importantes, et rappelle que la Direction leur accorde une attention toute spéciale. Quelques unes, dont celles des effectifs, sont traitées de manière progressive. Un document sera élaboré comme les délégués l'ont suggéré.

QUESTIONS RELATIVES AUX FINANCES

693. Quant aux problèmes d'ordre financier, en particulier le partage des dépenses administratives, il rappelle que les délégués ont commencé à en discuter depuis Abidjan, mais que des éclaircissements sont encore attendus de la Direction. L'autre question encore à débattre,

c'est la politique de liquidité du Groupe de la Banque. La Direction a déjà soumis le document approprié au Conseil d'administration, et comme la proposition qui a été faite aura son incidence sur le FAD-VI, il pense que ses collègues devraient faire connaître leurs points de vue et leurs observations sur ce sujet.

694. Le **REPRESENTANT du ROYAUME-UNI** pense que la formule du partage des charges ne nécessite pas d'amélioration extensive. Quant à la liquidité, il signale que les délégués n'ont pas eu suffisamment de temps pour étudier le document en détail, en vue de déterminer si les hypothèses qui y sont contenues sur une augmentation substantielle de la liquidité se basent sur les scénarii de reconstitutions les plus élevés. Entre-temps, il serait utile que la Direction indique avec précision la base de ces hypothèses. Il s'interroge également sur la nécessité de maintenir l'Unité de compte du Fonds (UCF), étant donné que la BAD utilise l'Unité de Compte de la BAD (UCB) qui équivaut au DTS.

695. **M. BUCKNOR (BAD)** répondant à la question posée sur les hypothèses utilisées dans le document sur la liquidité, explique que tout ce à quoi vise le document, c'est d'établir un lien entre la liquidité nécessaire à la couverture des prévisions de décaissements et de dépenses pour protéger le Fonds contre les pertes. La Direction a ainsi évalué les décaissements sur la base desquels les encaissements se feront. Puisque la Direction financera encore les décaissements sur les bons déposés au titre des reconstitutions précédentes, la question de l'impact des scénarii de la reconstitution sur la liquidité ne se pose pas, en réalité. Les volumes de liquidité envisagés représentent le niveau de liquidité dont la Direction pense qu'il permettra au Fonds de produire suffisamment de revenu pour éviter des pertes, sur la base des prévisions des dépenses administratives, en utilisant la formule de partage des charges proposée.

696. Le **REPRESENTANT du JAPON**, déclare, à propos de la formule de partage des charges, qu'il souhaite une réduction de la part du Fonds aux dépenses administratives. Il se demande si, en établissant la formule, la Direction a tenu compte de la différence du volume des programmes de prêt respectifs de la BAD et du FAD.

697. Son pays est très préoccupé du fait que le revenu net du Fonds connaisse un déficit vers la fin de l'année. Le problème peut être abordé à travers une action plus globale, et pas seulement par une augmentation de la liquidité. En fait, il est temps que la Direction examine la commission actuellement prélevée pour voir si elle est adéquate. Le Japon n'appuiera une augmentation substantielle de la liquidité qu'après cette analyse globale. Toute proposition d'augmentation devra se baser sur les prévisions de décaissements.

698. Le **COORDINATEUR** prend note de la suggestion faite par le précédent orateur à l'effet qu'un certain coefficient de pondération soit attribué aux volumes respectifs des prêts de la BAD et du FAD dans le calcul de leur part aux dépenses administratives. Quant au problème de la liquidité, il signale que les propositions de liquidité se font normalement sur les prévisions de décaissements.

699. Le **REPRESENTANT du DANEMARK** rappelle que lors des négociations du FAD-V, les Etats participants avaient manifesté leur opposition à ce qu'il soit fait des tirages à des fins de placement, et même souligné que cette pratique n'était pas conforme aux dispositions de l'Accord portant création du Fonds Africain de Développement en la matière. Le document montre clairement que la Direction envisage une seule solution au problème de la formule du partage des dépenses administratives. Il pense que cette position n'est pas correcte, et comme l'a suggéré le délégué du Japon, il convient d'examiner d'autres solutions de rechange et d'autres options. Il ne serait pas en faveur d'une augmentation de la commission, étant donné la situation économique des pays membres régionaux ; mais peut être explorée la possibilité de faire des tirages sur le revenu net cumulé, sur une base temporaire, en attendant que l'augmentation du volume des prêts commence à produire plus de revenu à partir des commissions.

700. S'agissant de la formule de partage des charges, la proposition formulée par le délégué du Japon sur la possibilité d'attribuer un coefficient de pondération aux volumes respectifs des prêts de la Banque et du Fonds ainsi qu'aux nombres respectifs de ces prêts pour le calcul de la part de chacune des deux Institutions aux dépenses administratives est la bienvenue.

701. Le **REPRESENTANT des PAYS-BAS** fait remarquer que la Direction doit fournir de plus amples explications sur la réduction du revenu des placements du Fonds pour le premier semestre de 1990, étant donné que la liquidité n'a baissé que de 15 %, alors que le revenu des placements a chuté de 54 %. Par ailleurs, il souhaiterait avoir de plus amples informations sur le revenu attendu des placements pour le reste de l'année 1990.

702. Il attire l'attention sur la page 5 du document et observe que les taux de change ont une incidence sur la capacité d'engagement du Fonds. Il répète ce qu'il avait déjà dit la veille sur la nécessité d'examiner sérieusement les procédures d'encaissement afin de mettre la capacité d'engagement du Fonds à l'abri des effets négatifs des fluctuations des taux de change.

703. La **REPRESENTANTE du CANADA** souligne que dans le document la Direction a donné des indications claires sur les effets négatifs de la politique actuelle de liquidité. Elle fait néanmoins siennes quelques unes des positions défendues par les précédents orateurs. Un

domaine qu'il faut revoir concerne les dispositions relatives au partage des charges, pour que la part du Fonds soit ramenée en dessous des 40 %. Dans ce contexte, les propositions faites par le délégué du Japon et celui du Danemark sont dignes d'intérêt.

704. Elle aimerait aussi que les délégués examinent les implications de l'augmentation de 0,75 % à 1 % de la commission de service, et invite la Direction à réagir sur cette question. En outre, la suggestion faite par le délégué du Royaume-Uni demandant à la Direction de justifier la poursuite de l'utilisation de l'UCF au lieu de l'UCB mérite d'être étudiée avec soin, car il y a des avantages au choix d'une seule unité de compte pour la Banque et le Fonds.

705. Le **REPRESENTANT de la REPUBLIQUE FEDERALE d'ALLEMAGNE** appuie les points de vue exprimés, surtout celui de son collègue danois, sur les tirages et le revenu net cumulé. Il rappelle qu'il avait été suggéré lors des Assemblées annuelles de prélever 50 millions d'UC sur le revenu net cumulé pour le Fonds de secours d'urgence.

706. Le **REPRESENTANT de la NORVEGE** appuie ceux qui ont proposé une réduction de la part du Fonds aux dépenses administratives du Groupe de la Banque.

707. Il fait remarquer que les arguments avancés par la Direction dans son document ont pour but de demander aux délégués de lui accorder une certaine liberté de manoeuvre sur le niveau de la liquidité du Fonds. Toutefois, il ne conviendrait pas que la participation du Fonds aux dépenses administratives soit financée sur les contributions des Etats participants, mais plutôt sur le revenu net du Fonds. Si donc un certain niveau de liquidité s'impose pour produire ce revenu, une provision adéquate devra être faite dans la mesure des ressources disponibles.

708. Par ailleurs, il rappelle que lors des précédentes négociations de l'AID, certains pays ont fait des efforts pour payer leurs contributions en espèces. Cette pratique a longtemps été en vigueur au FAD. Ce que la Direction demande maintenant, c'est le paiement en billets à ordre, en raison de la nécessité du maintien du niveau de liquidité prescrit, qui a entraîné une perte pour le Fonds. Il pense que ce qui précède constitue des arguments convaincants en faveur de l'autorisation de flexibilité que sollicite la Direction.

709. Le **REPRESENTANT de l'ITALIE** souhaite que la formule de partage des charges soit revue dans le sens d'une réduction de la participation du Fonds aux dépenses administratives.

710. Il informe ses collègues qu'il a reçu un message de ses autorités à Rome suggérant que les dates des 7, 8 et 9 novembre 1990 soient retenues pour la troisième réunion consultative.

711. Le **REPRESENTANT des ETATS-UNIS d'AMERIQUE** estime trop élevé le niveau de la participation du Fonds aux dépenses administratives du Groupe de la Banque. Le document n'indique pas clairement si la Direction a tenu compte du nombre et de la taille des opérations exécutées par la Banque et le Fonds pour déterminer les dépenses administratives supportées par chacune des deux institutions. A cet égard, elle aimerait savoir comment les opérations du FAT sont traitées, car, à son avis, il est relativement moins coûteux de les préparer et de les mettre en oeuvre.

712. Il estime que le niveau de liquidité doit être fixé de manière objective, pour s'assurer qu'il est produit suffisamment de revenu pour couvrir les dépenses administratives. De ce fait, une fois que les délégués se seront entendus sur la formule de la détermination du partage des coûts, les niveaux de liquidité pourront être ajustés en conséquence.

713. Le **COORDINATEUR** explique que l'expérience montre que les opérations d'assistance technique sont plus coûteuses que les opérations ordinaires de prêt.

714. **M. BUCKNOR (BAD)**, en réponse aux questions soulevées, rappelle les discussions que les Conseils des gouverneurs ont eues en 1987 aux Assemblées annuelles du Caire sur la formule de partage des coûts. Il signale aussi que la Direction a dans le passé soumis des documents contenant des propositions sur cette question. Entre-temps, diverses approches ont été étudiées, qui ont permis à la Direction d'établir qu'il n'y a pas de lien direct et clairement perceptible entre la taille d'un prêt et les dépenses encourues dans la préparation de ce prêt. En fait, il a été établi qu'étant donné la nature des pays bénéficiaires du FAD, et les problèmes techniques évidents qu'y rencontre la préparation des prêts, il est plus coûteux de préparer et d'administrer les projets FAD que les projets BAD. Le nombre de projets en préparation et en supervision à un moment donné constitue un indicateur plus fiable.

715. Concernant la suggestion de relever les commissions de service du Fonds, une étude minutieuse des composantes du revenu net du Fonds montre que le revenu des prêts est notoirement plus faible que le revenu des placements. En prenant 1989 comme année de référence, la moyenne du revenu provenant des intérêts et des commissions de service pour la période allant de 1987 à 1989 a été de 13,9 millions d'UCF, alors que l'ensemble des dépenses se montait à 51,9 millions d'UCF. Il serait donc nécessaire d'augmenter substantiellement la commission de service pour qu'elle ait un impact appréciable sur les revenus du Fonds.

716. Il y a une relation directe entre le revenu net cumulé et les tirages. Le revenu net cumulé est l'excédent du revenu par rapport aux dépenses, qui est normalement reflété dans la liquidité du Fonds. Le FAD avait à fin 1989 un revenu net cumulé de 150 millions d'UCF.

717. En réponse à l'observation que la changement du revenu net en juin 1990 ne correspond pas au changement du niveau de la liquidité, il explique que la Direction a indiqué dans les états financiers de juin qui ont été soumis au Conseil d'administration que tandis que la liquidité a augmenté en valeur nominale de 304 millions d'UCF à 359 millions d'UCF pendant le premier semestre de 1990, la liquidité moyenne effectivement disponible était plus basse, car il y a eu un encaissement de 135 millions d'UCF à la fin de mai 1990. Cet encaissement a introduit une distorsion dans les chiffres de juin, puisque ce montant n'a pas été disponible aux fins de placement au cours de la plus grande partie du trimestre. Il convient aussi de mentionner que les objectifs serrés de liquidité auxquels la Direction est tenue, combinés à des demandes de décaissement imprévisibles, rendent impossible de faire des placements de grande envergure. Les fonds disponibles doivent nécessairement être déposés dans des comptes à vue qui produisent habituellement un intérêt bien inférieur aux taux du marché, ce qui réduit le revenu potentiel susceptible d'être gagné sur ces fonds. Ceci dit, il souligne que les prévisions de revenu pour l'année atteindront environ 26,3 millions d'UCF.

718. Il explique que la croissance des dépenses du Fonds doit toujours être jugée à la lumière de la croissance de ses opérations, et ajoute que la formule révisée de partage des charges réduira la croissance des dépenses du Fonds au cours de la période couverte par la reconstitution. Si l'on utilise les approbations de prêts moins les annulations de prêts comme exemple, les approbations de prêts pour la période 1986-1989 ont augmenté au taux moyen de 16,5 %. La croissance moyenne des dépenses administratives pour le FAD a été de 18,2 %. Dans le cadre de la formule de partage des charges révisée sur la base du scénario de 75 % d'augmentation, la Direction prévoit une augmentation des approbations annuelles de prêts moins les annulations de 25,1 %, alors que l'augmentation des dépenses administratives est censée croître d'environ 10 % par an. En fait, quels que soient les scénarii, la Direction estime que la formule de partage des charges révisée entraînera une réduction substantielle du taux de croissance des dépenses administratives du Fonds. C'est là l'objectif principal poursuivi par la Direction dans la formule révisée proposée, tout en essayant en même temps de maintenir l'idée de base que les projets doivent constituer le point de référence pour déterminer les dépenses sur la base d'une formule plus globale de partage des charges qui soit simple à appliquer.

719. Le **REPRESENTANT** du **ROYAUME-UNI** déclare qu'il ne comprend pas très bien d'où viennent les 10 % d'augmentation des dépenses administratives. Il aimerait savoir s'il a raison de supposer que cette augmentation provient de l'application de la nouvelle formule de partage des charges, avec les chiffres des projets du Fonds et de la Banque prévus pour cette période. Si tel est le cas, il aimerait savoir pourquoi, contrairement à la déclaration de M. Bucknor, les scénarii n'auraient pas un certain impact sur le nombre de projets sous dossier pour la période couverte par la reconstitution des ressources.

720. M. BUCKNOR déclare que ce qu'il voulait dire quand il a fait allusion aux scénarii, c'est qu'il n'y a qu'un lien ténu entre la croissance des dépenses et les scénarii appliqués. Ainsi, dans le cas d'un scénario à la baisse, ce lien devra être reflété dans la formule du partage des coûts. Il y a un lien entre les prêts approuvés et les scénarii, en ce sens qu'un scénario maximaliste entraînera très probablement un nombre plus important de projets. Mais la conséquence la plus vraisemblable d'un scénario maximaliste sera une taille moyenne plus grande pour les projets. Il signale que la formule se base d'abord les nombres des projets approuvés au cours d'une année donnée, le nombre des prêts à mettre en oeuvre, et ceux qui ont été entièrement décaissés et dont le remboursement est en cours.

721. Le **REPRESENTANT du ROYAUME-UNI** aimerait que la Direction prépare des projections sur la base de quelques scénarii de rechange, car bon nombre de délégués s'intéressent plutôt aux scénarii I et II qu'au scénario IV.

722. Le **COORDINATEUR** fait remarquer que ce qui est demandé aux délégués, c'est de voir comment la formule proposée fonctionnera, sur la base du document que la Direction soumettra ultérieurement aux délégués. Il pense néanmoins que le problème de la croissance des dépenses administratives demeurera, même avec la formule révisée, surtout si le désir des délégués est que la part du Fonds soit réduite de manière à être couverte par le revenu.

723. Le **REPRESENTANT de la NORVEGE** estime que les délégués sont dans une situation difficile, en ce sens qu'ils sont très soucieux de la réduction de la participation du Fonds aux dépenses administratives du Groupe de la Banque, et demandent par conséquent à la Direction de fournir les instruments appropriés qui ne sont pas actuellement disponibles.

724. Le **REPRESENTANT du DANEMARK** souligne qu'il est nécessaire de trouver une solution acceptable au problème, car si on laisse la situation des pertes nettes continue à se détériorer, les opérations du Fonds pourraient en pâtir à long terme.

725. Le **REPRESENTANT du ROYAUME-UNI** déclare qu'il lui sera difficile de souscrire à toute suggestion visant à diminuer la participation du Fonds aux dépenses administratives au détriment de la Banque. Il ne faudrait pas oublier qu'une telle décision affecterait les conditions d'emprunt à la Banque ; il pourrait même en résulter des taux d'intérêt plus élevés pour les emprunteurs de la BAD. Ce qu'il faut, c'est une formule simple, mais efficace pour déterminer équitablement la participation respective de chacune des deux institutions.

726. Le **COORDINATEUR** fait savoir qu'il suggérerait à la Direction de préparer une analyse indiquant les effets de l'attribution d'un coefficient de pondération au paramètre relatif aux volumes globaux des prévisions des activités opérationnelles de la Banque et du Fonds. S'agissant de la politique de liquidité, aucun consensus n'a encore vu le jour. Les délégués viennent tout juste de recevoir le document qui y a trait, et ils ont besoin de temps pour le lire soigneusement. Il pense que la décision à prendre aura un impact sérieux sur la taille de la reconstitution et les contributions à verser par chacun des Etats participants.

727. Le **REPRESENTANT du ROYAUME-UNI** invite la Direction à répondre à la question relative à l'Unité de Compte du Fonds.

728. Le **CONSEILLER JURIDIQUE GENERAL** rappelle que lorsque l'Unité de Compte du Fonds a été adoptée en 1972, le dollar de Nixon était l'Unité monétaire de base des transactions internationales, alors que l'Unité de compte de la Banque a été adoptée au moment où le dollar d'or de Bretton Woods était encore l'étalon monétaire. Cette dernière unité a la valeur de 0,88867088 gramme d'or pur. De l'autre côté, le dollar de Nixon a la valeur de 0,81851265 gramme d'or pur. L'écart est donc de nature historique. Un amendement relativement simple pourrait consister en la définition de l'Unité de Compte du Fonds dans l'Accord portant création du Fonds Africain de Développement. Si les Etats participants désirent un tel amendement, le Président du Conseil des gouverneurs peut le proposer, et si les 3/4 des Etats participants détenant 75 % des pouvoirs de vote y sont favorables, un délai pourrait être fixé pour l'entrée en vigueur de l'amendement. Il estime que le moment est venu d'aligner l'Unité de Compte du Fonds exactement sur l'Unité de Compte de la BAD. Cela soulagera la Direction de bon nombre des difficultés administratives créées actuellement par la nécessité de tenir les comptes des deux institutions sur la base d'Unités de compte différentes.

729. Le **COORDINATEUR** remercie le Conseiller Juridique Général pour ces éclaircissements. A la lumière de ceci, les Etats participants pourront décider s'ils désirent poursuivre la discussion maintenant ou si elle peut être poursuivie dans le cadre des instances régulières du Fonds.

REVUE A MI-PARCOURS

730. Une autre question qui doit retenir l'attention, c'est l'examen à mi-parcours du FAD-VI, que la plupart des Etats participants estiment devoir être effectué à temps, et non à la fin de la période de la reconstitution, comme dans le cas du FAD-V. Il faut préparer pour la prochaine réunion une sorte de projet de rapport. Il faut également se pencher sur les termes de référence de l'examen, bien que quelques uns des aspects spécifiques aient déjà été mentionnés.

731. Le **REPRESENTANT** des **ETATS-UNIS d'AMERIQUE** rappelle que la période de reconstitution ne dure que trois ans, et que les Etats-Unis n'aimeraient pas que l'examen à mi-parcours vienne tard, au point d'avoir des interférences avec les négociations de la reconstitution suivante.

732. Le **COORDINATEUR** déclare qu'une solution possible consisterait à procéder à l'examen à mi-parcours lors des Assemblées annuelles de 1992. Il conclut qu'un consensus s'est développé sur le fait de procéder à un tel examen.

PROCHAINE REUNION

733. S'agissant de l'ordre du jour indicatif de la réunion de Rome, il attire l'attention sur le fait que les délégués ont déjà reçu le document relatif au mécanisme de déclenchement, qui n'a pu être examiné à la présente réunion. Il serait heureux que les délégués puissent l'emporter avec eux pour l'examiner à loisir en préparation à la prochaine réunion. Comme les délégués le savent, une décision doit être prise sur la question avant que le projet de résolution puisse être préparé. Néanmoins, la Direction pourrait être invitée à commencer à préparer ce projet de résolution en laissant des espaces en blanc pour les chiffres.

734. Par ailleurs, les délégués doivent commencer à préparer le projet de rapport à la prochaine réunion. Ils recevront aussi un document de la Direction sur les affectations des ressources et les deux tableaux sur le maintien de la valeur qui ont été mentionnés. La Direction soumettra un document sur les affectations et la performance. Une note sera également soumise sur les procédures générales qui ont été débattues ce matin après les éclaircissements détaillés fournis par M. Merghoub. D'autres demandes ont été formulées dont il ne peut se souvenir présentement, mais la Direction veillera à ce que tous les documents nécessaires soient mis à la disposition des délégués pour qu'ils les examinent.

735. Le **REPRESENTANT** de la **BELGIQUE** déclare que son observation porte sur la future résolution du FAD-VI et particulièrement sur les dispositions relatives au pouvoir d'engagement et le lien avec le paiement des contributions. Pour le FAD-V, le pouvoir d'engagement était lié au paiement des tranches par les états participants. Cela a introduit une grande rigidité. Il y a lieu d'envisager en conséquence la possibilité de séparer le pouvoir d'engagement du paiement des tranches, dans les dispositions concernant le FAD-VI, d'autant plus que le produit des paiements souvent fait par le dépôt de notes, ne sera pas utilisé par le Fonds avant quatre ou cinq ans. Il attire l'attention sur certaines dispositions prévues à cet effet par l'AID-9, et aimerait savoir si elles ne peuvent pas s'appliquer au Fonds, étant donné qu'il n'y a pas de concordance entre les besoins de liquidité et les autorisations d'engagement.

DATE ET LIEU DE LA PROCHAINE REUNION (suite)

736. Le **REPRESENTANT** des **ETATS-UNIS d'AMERIQUE** suggère qu'il pourrait être mieux indiqué de commencer la réunion de décembre le 12 et de la terminer le 14.

737. Le **COORDINATEUR** fait savoir qu'il préférerait personnellement que la réunion commence le 13. Il suggère pour le moment de laisser la question ouverte, pendant qu'il poursuit ses consultations.

Il en est ainsi décidé.

738. Le **COORDINATEUR** remercie les représentants pour leur coopération et les félicite pour le travail qu'ils ont accompli.

La séance est levée à 13 h 30.